

# Réseaux et enjeux des migrations sénégalaises

## Etude des cas des régions de Kédougou, Kolda, Louga, Saint-Louis et Tambacounda



Laboratoire des Etudes & Recherches sur le Genre,  
l'Environnement, la Religion et la Migration  
Université Gaston Berger de Saint-Louis. Sénégal

Avec le soutien de

 HEINRICH  
BÖLL  
STIFTUNG

Mai 2018

*« Nous avons toutes les raisons de partir ! Imagine-toi un homme de mon âge qui part en Europe sans diplôme sans formation et au bout de deux ans il revient au pays pour construire de belles maisons, épouser de belles femmes, conduire de belles voitures, etc. Il revient au pays trouvant ses amis surdiplômés et surqualifiés mais qui vivent dans la galère. Il y a de quoi se demander si celui qui préfère rester au pays n'est pas en train de perdre son temps avec les études. À la longue, les gens peuvent même se dire avec certitude que les jeunes qui ont choisi de migrer ont raison sur les autres. Voilà une chose qui aiguise l'appétit de vouloir migrer. Je pense qu'en ce moment, je ne suis pas prêt à renoncer à mon projet de voyage. J'en ai discuté avec mon père et à ma mère. Ils me disent que la vie est faite de patience. Même avec un financement je ne vais plus rester au Sénégal. Je n'en veux pas ! Tout ce que je veux c'est de partir à l'étranger comme tout le monde » (Amadou, Candidat à la migration).*



Cette étude est réalisée grâce au soutien de la Fondation Heinrich Böll. Les avis exprimés dans ce document sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de la dite fondation.

## Table des matières

<b>Liste de sigles</b> -----	<b>4</b>
<b>Introduction</b> -----	<b>5</b>
<b>Chapitre 1 : Démarche méthodologique</b> -----	<b>8</b>
▪ Collecte de données qualitatives et quantitatives-----	8
▪ Formation et contrôle des enquêteurs -----	9
▪ Eviter les refus de la part des personnes enquêtées -----	9
▪ Assurer la sécurité des membres de l'équipe-----	9
▪ Analyse de données collectées -----	10
▪ Des obstacles empiriques aux négociations méthodologiques -----	10
▪ Ethique et déontologie-----	11
<b>Chapitre 2 : Profil et figures d'émigrés et de candidats aux voyages</b> -----	<b>11</b>
▪ Situation sociodémographique -----	11
▪ Situation socioprofessionnelle et économique -----	19
<b>Chapitre 3 : Projet migratoire : des acteurs à la communauté</b> -----	<b>31</b>
▪ La migration : entre réalité socio-culturelle et logique économique-----	48
▪ "La migration n'est pas une question d'âge !" -----	52
▪ Au carrefour des destinations rêvées : Italie, Espagne et France citées en exemples -----	55
▪ "Les avantages de la migration" -----	59
▪ Le rôle de la famille dans le désir d'émigrer -----	60
▪ Un déterminisme ethnique et religieux mitigé pour situer la migration-----	65
<b>Chapitre 4 : Conditions du départ et de voyage</b> -----	<b>66</b>
▪ Images données aux émigrés : le voyage dans le rêve des populations locales -----	69
▪ Expulsion : entre échec et source de motivation de l'émigré -----	71
▪ Préparatifs du voyage par voie terrestre -----	72
▪ Organisation, déroulement et difficultés rencontrées au cours du voyage-----	75
<b>Conclusion</b> -----	<b>80</b>
<b>Bibliographie</b> -----	<b>83</b>

## Liste de sigles

<b>ANSD</b>	: Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
<b>ARD</b>	: Agence Régionale de Développement
<b>BAC</b>	: Baccalauréat
<b>BFEM</b>	: Brevet de Fin d'Études Moyennes
<b>BT</b>	: Brevet de Technicien
<b>CEDEAO</b>	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CEPE</b>	: Certificat d'Études Primaires et Élémentaires
<b>CFEE</b>	: Certificat de Fin d'Étude Élémentaire
<b>CFP</b>	: Centre de Formation Professionnelle
<b>DEA</b>	: Diplôme d'Études Approfondies
<b>DT</b>	: Diplôme de Technicien
<b>ENES</b>	: Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal
<b>GERM</b>	: Groupe d'Études et de Recherches sur les Migrations
<b>JO</b>	: Journal Officiel
<b>ONG</b>	: Organisation Non Gouvernementale
<b>PADAER</b>	: Programme d'Appui au Développement Agricole et à l'Entrepreneuriat Rural
<b>RGPHAE</b>	: Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage
<b>SENELEC</b>	: Société Nationale d'Électricité du Sénégal
<b>SPSS</b>	: Statistical Package for Social Sciences
<b>TIC</b>	: Technologie d'Information et de la Communication
<b>UCAD</b>	: Université Cheikh Anta Diop de Dakar
<b>UE</b>	: Union européenne

## Introduction

Le Sénégal est un pays qui a une tradition migratoire bien ancrée et très ancienne. Le sénégalais est connu comme étant un « grand voyageur ». Il part aujourd'hui de plus en plus loin pour conquérir de nouveaux territoires, multiplier ses lieux d'implantation et optimiser ses opportunités et chances de réussir. Le voyage est associé dans la société sénégalaise à un acte positif car il est censé forger la personnalité et permettre à celui qui part d'acquérir des biens matériels et/ou immatériels même si celui-ci peut vivre des expériences difficiles.

L'évolution des migrations sénégalaises a connu plusieurs phases dans son développement. En effet, les migrations sénégalaises ont été, et sont encore, internes et saisonnières. D'origine interne, les flux migratoires partaient des régions arides vers les zones plus arrosées et les acteurs constituaient la main-d'œuvre dans les exploitations agricoles. Au début, ces mouvements se dirigeaient essentiellement vers le bassin arachidier, constitué des régions du Sine-Saloum (Kaolack), du Baol (Diourbel) et du Jambour (Louga) où la culture de l'arachide était très développée.

Progressivement, cette migration saisonnière a été supplantée par une autre forme qui ne se déroule pas pendant l'hivernage mais plutôt pendant la saison sèche, c'est ce qu'il est convenu d'appeler l'exode rural. Celui-ci charrie les populations des campagnes vers les grandes villes du pays, notamment Dakar. Pendant longtemps, il s'agissait d'un mouvement des campagnes vers la ville pendant la saison sèche, et à l'approche de l'hivernage, d'un retour aux travaux champêtres. Nous pouvons dire, compte tenu du mécanisme, que ce sont là, les premières formes de migrations circulaires qui s'effectuent au niveau national.

Plus tard, ces migrations saisonnières ont laissé la place ou se sont conjuguées, à d'autres formes migratoires de durée plus longue vers des destinations diverses et souvent plus lointaines que ce soit à l'intérieur du Sénégal ou dans d'autres pays du continent africain. Progressivement, certains migrants se sont dirigés vers d'autres pays de la sous-région ouest-africaine, particulièrement la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, la Gambie et quelques pays d'Afrique centrale comme le Congo et le Gabon.

C'est aussi, soit à partir de ces pays d'Afrique, soit du Sénégal que de nombreux migrants ont rejoint l'Europe, notamment la France. Il s'agit ainsi d'une migration par étape qui a permis à beaucoup de sénégalais de rejoindre l'Europe. La France a été la première destination privilégiée des migrants sénégalais en dehors de l'Afrique et est demeurée pendant longtemps la destination classique et privilégiée des premiers migrants sénégalais en Europe.

Les premières vagues de migrants sénégalais en France sont constituées de tirailleurs démobilisés et de navigateurs Mandjacks et Soninkés. Cette immigration était facilitée, d'un côté, par une politique de recrutement de main-d'œuvre dans le secteur de l'industrie automobile jusque dans les années 1970. De l'autre côté, il existait un « bilatéralisme des flux migratoires inspiré du modèle classique ou colonial » (Coulibaly-Tandian, 2008 : 365). Mais l'arrêt de la migration de travail va modifier les conditions d'entrée et de séjour ainsi que le mode d'organisation des migrants sénégalais (Coulibaly-Tandian, 2008).

La fermeture des frontières françaises à la migration de travail constitua un tournant car elle a entraîné, en 1974, une fin du recrutement de main-d'œuvre et l'instauration, en 1985, du visa pour certains ressortissants africains dont les Sénégalais, délivré sous certaines conditions après les accords de Schengen » (Tall, 2008). Elle a ainsi modifié les caractéristiques et profils des

migrants sénégalais ainsi que leurs conditions de départ, d'arrivée, d'installation et de circulation. Elle a aussi intensifié la féminisation des migrations sénégalaises en France tout d'abord par l'entremise du regroupement familial qui devenait après 1974 l'un des principaux moyens d'entrée légale en France. Elle a en outre favorisé la diversification des acteurs, de leur lieu d'origine mais aussi modifié les choix des pays européens de destination. Car c'est à la suite de cette situation que commença le redéploiement des Sénégalais vers les pays d'Europe méditerranéenne, parmi lesquels, l'Espagne.

L'arrivée des Sénégalais en Espagne s'inscrit, d'une part, dans un processus d'extension des territoires du commerce sénégalais établi en France à partir de la fin des années 50, et, d'autre part, dans un contexte de crise économique dans les traditionnels pays d'immigration européenne.

Ce redéploiement, au moins à ses débuts, relevait de stratégies de contournement des difficultés d'entrer, de résider et de travailler légalement en France. Cependant, au fil des années, l'Espagne est devenue un territoire migratoire privilégié pour les Sénégalaises. Le nouvel eldorado occupe, aujourd'hui, une place importante dans les mobilités durables et temporaires des Sénégalais et n'est plus une destination par défaut.

À présent, ce désir de migrer s'est davantage accéléré avec l'impact des chaînes de télévision à grande audience sur les populations, ce qui renforce cette illusion (Aly Tandian, 2007). Ces supports télévisuels cultivent par la magie de l'image une attraction, une image de l'ailleurs qui entretient une culture migratoire. Dans le discours local, les migrants au retour évoquent sur fond de fierté une image idyllique de la migration. Pour les candidats au départ, le parallélisme avec la beauté des images des technologies véhiculées est vite fait et contraste avec les images d'une Afrique frappée par tous les maux. Les migrants au retour véhiculent à travers les photos aussi une image reluisante et facile de la migration. Dès lors, la migration permet aux uns et aux autres d'acquérir dans la conscience collective une image positive et/ou positivée d'eux-mêmes concurrençant les canaux traditionnels comme le lignage ou l'appartenance à des réseaux divers. L'appartenance à cette nouvelle caste des migrants propulse les membres à un nouveau statut social.

À ce titre, émerge une différenciation entre les migrants et les non migrants alimentant l'envie de migrer, le mythe de l'« ailleurs ». Cette construction identitaire alimentée aussi par les migrants au retour est à l'origine d'un nouveau « *way of life* » caractérisé par de nouvelles expressions corporelles et langagières et des comportements nouveaux. Cette situation peut mener à des situations d'exclusion et de conflit larvé.

Au Sénégal, la recherche de meilleures conditions de vie est invoquée par tous les acteurs comme une des causes principales de la migration. Mais, cette quête du meilleur et de l'ailleurs est aussi fortement liée aux difficultés de certains secteurs moteur de l'économie nationale. C'est surtout le cas de la pêche dont les potentialités de génération de revenus se sont décriées au cours des dernières années.

Un processus de paupérisation a frappé les communautés halieutiques jusque-là épargnées par l'érosion des revenus. Ces populations ont toujours pu assurer grâce aux ressources tirées de la mer à la fois leur subsistance et aussi leurs revenus générés par la vente des produits frais ou transformés assurée par les femmes. La stagnation des techniques de pêche, la raréfaction de la ressource, l'impact des accords de pêche dans l'absence de rationalisation des prises ont plongé une économie dynamique dans la précarisation hypothéquant les conditions de vie de toute une

famille.

Au Sénégal, la crise de l'agriculture et de la pêche a accéléré les départs vers l'étranger. Ces départs relèvent certes de l'initiative personnelle des candidats encadrés cependant par la famille, soutenus par des réseaux d'amis et d'intermédiaires monnayant leurs services. Les candidats captés dans le secteur du commerce ambulancier et des activités souterraines plus connues sous le nom de secteur informel disposent d'épargnes tirées de leur activité mais surtout de leurs capacités à vivre de manière rustique. D'autres sont soutenus par leurs familles principalement par leurs mères qui peuvent vendre les bijoux ou mobiliser les ressources à travers des tontines ou des mutuelles d'épargne et de crédit.

À l'analyse, il est établi que la majorité des jeunes empruntant la filière des pirogues pour rejoindre les Iles Canaries sont ceux qui ont moins de soutien ou de réseaux sociaux à l'étranger et dans le pays. Malgré l'ampleur et la publicité faite autour des départs par les pirogues, il existe encore des jeunes qui passent par les voies « légales » grâce à l'aide de parents installés en Europe qui leur envoient soit des documents nécessaires pour le voyage (invitation à participer à des foires, attestation d'accueil, pré-inscription scolaire, promesse d'embauche, etc.) soit de l'argent pour se payer un visa et franchir les frontières occidentales par avion.

Au niveau de l'État du Sénégal, des mesures draconiennes ont été prises car pour une fois des candidats au voyage ont été jugés et emprisonnés au Sénégal. Avec les migrations irrégulières qui ont pris des proportions importantes au cours des dernières années, le Sénégal a entrepris avec l'appui d'autres pays africains (Maroc et Mauritanie) mais surtout européens de nouvelles politiques sécuritaires.

Face au renforcement des moyens de surveillance maritime et aérienne, des candidats à la migration se sont tournés vers les routes terrestres pour rejoindre l'Europe via le Niger et les pays du Maghreb. Ces dynamiques migratoires posent de nouveaux défis dans un contexte socio-économique et politique fort instable : statut incertain, discriminations, précarité socio-économique, etc. Ces pays de départ sont ainsi devenus aussi des pays d'accueil et de transit vers l'Europe. Mais le renforcement des contrôles aux frontières européennes et les accords de réadmission signés avec l'Union européenne par ces pays riverains du Sud de la méditerranée devenus garde-frontières de l'Europe les ont transformés en sas où les émigrés du Sud restent quand ils ne parviennent pas à aller plus loin.

Le voyage transsaharien est généralement fait en plusieurs étapes, et peut prendre entre un mois et plusieurs années. En route, des émigrés subsahariens parmi lesquels une bonne présence de Sénégalais s'installent souvent temporairement dans des carrefours migratoires pour travailler et épargner suffisamment d'argent pour la prochaine étape, qui se fait généralement dans des camions ou des pickups appelées "4X4 talibans", "4X4 ouverts", etc.

Les routes du désert ont vu passer de nombreux sénégalais candidats à la migration car dans les communautés de départ, qu'elles soient celles des régions du Sud et du Sud-Est (Tambacounda, Kolda et Kédougou) ou du Nord (Louga et Saint-Louis) il y a beaucoup de considération pour les émigrés. Les familles qui s'en sortent bien financièrement comptent des émigrés parmi leurs membres. Et cela a un impact important sur la mentalité des jeunes. D'où la conviction qu'il faut à tout prix se rendre en Europe, quel que soit le risque.

"Affronter le désert"(MbeukMi) pour se rendre en Europe en passant par le Niger a emboîté le pas à "Barça ou Barsaax" (Aller à Barcelone ou mourir).

La migration des Sénégalais est-elle une "aventure" c'est-à-dire une initiative désespérée de ceux qui n'ont plus rien à perdre ? Correspond-elle à un projet structuré, planifié, avec des motivations économiques ou familiales ? Procède-t-elle d'un suicide de celui qui tente le tout pour le tout, quitte à risquer la prison ou la mort ?

Ces différentes questions, ainsi que d'autres nous ont permis d'arriver à élaborer un rapport d'étude subdivisé en six chapitres : **i)** profil et figures d'émigrés et de candidats aux voyages ; **ii)** Projet migratoire : des acteurs à la communauté ; **iii)** Conditions du départ et de voyage ; **iv)** Émigré et son environnement.

## Chapitre 1 : Démarche méthodologique

Cette étude se veut complète car prenant la question migratoire à la source en interrogeant les potentiels candidat(e)s ou candidats aux migrations irrégulières dans leurs régions d'origine au Sénégal (Saint-Louis, Louga, Tambacounda, Kédougou et Kolda).

Avec la complexité de l'étude et la difficulté de trouver des personnes ressources, nous avons été obligés d'utiliser l'échantillon par réseau (boule de neige) ; ainsi quelques personnes correspondant au profil recherché (candidats au voyage et migrants de retour) pour les demander de nous donner des noms de personnes "similaires". Par conséquent, les réseaux sociaux et d'amitiés nous ont été très utiles pour la constitution de notre échantillon.

Des informations ont été collectées auprès des jeunes candidats ou non à la migration mais également auprès d'autres acteurs et institutions : ministères, partenaires techniques et financiers, structures onusiennes, etc. Dans chacune de ces régions de départ, en plus des institutions étatiques, notre équipe s'appuie sur des structures locales au moment de la collecte des informations. Une telle démarche contribue à motiver le débat public et le dialogue politique en vue de proposer des pistes de réflexion scientifique et critique sur les migrations.

### ▪ Collecte de données qualitatives et quantitatives

Des entretiens individuels et collectifs avec des émigrés de retour ou des candidats aux voyages ou avec des personnes ayant abandonné leur projet de voyage, nous nous sommes intéressés : aux profils ; aux parcours (aux chemins et aux trajectoires migratoires) ; aux stratégies mobilisées pour migrer ; aux réseaux développés ; aux modes de financement du voyage ; aux niveaux d'étude, etc.

Le choix d'interroger les personnes séparément est une option pour éviter des biais méthodologiques et surtout permettre à nos interlocuteurs d'éviter de sentir une certaine gêne ou pression de leurs pairs au moment des discussions.

Nous avons interrogé 1.614 personnes ainsi réparties selon les régions : Kolda (235), Kédougou (315), Tambacounda (334), Saint-Louis (270) et Louga (460). Le choix de la taille des unités statistiques interrogées s'explique par la représentativité de la région étudiée dans les flux migratoires sénégalais mais également par l'ancienneté du phénomène, la structure de la population sénégalaise suivant les régions.

Nous avons réalisé trois types d'entretiens dans le cadre de cette étude : des entretiens non directifs, des entretiens semi-directifs et des entretiens directifs selon les acteurs à interroger. Toutefois, ces différents entretiens vont nous permettre de vérifier l'évolution des migrations et l'attention portée par les populations à certains éléments qui nourrissent les causes sous-jacentes/profondes/structurelles des phénomènes migratoires au sein des régions du Sud et du Sud-Est (Kolda, Tambacounda et Kédougou). Ils nous permettent d'approfondir davantage sur certains points afin de mesurer l'influence des pratiques et facteurs historiques, culturels, économiques, sociaux et politiques sur les migrations au Sénégal et surtout dans cette partie du pays.

Dans le cadre de cette étude, nous avons élaboré nos outils de collecte de données qualitatives en prenant en compte la situation du chômage, le sous-emploi et la pauvreté des candidats potentiels à la migration. Nous nous sommes intéressés aux réseaux informels d'encadrement de la migration en analysant les rôles et activités des passeurs soi-disant professionnels ; au vécu quotidien des émigrés de retour et des potentiels émigrés ; à l'image que ces derniers forgent de l'Europe et comment ils construisent "*l'imaginaire migratoire*" qui alimente "*le désir de partir*", "*l'envie d'ailleurs*" ou "*le rêve d'Europe*".

#### ▪ **Formation et contrôle des enquêteurs**

Dans le cadre de cette étude nous avons formé les agents de collecte pour qu'ils réussissent leur mission ; à cet effet quelques techniques particulières leur ont été proposées au cours d'ateliers méthodologiques organisés à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis.

Cette formation a pour but de doter nos enquêteurs, agents de saisie et chefs d'équipe de connaissances et d'aptitudes leur permettant de bien mener les activités de collecte de données sur le terrain.

Au cours de la formation, les résultats suivants ont été attendus : des outils de collectés testés ; le dispositif de collecte testé et validé ; les méthodes d'approche en matière de collecte maîtrisées par chaque enquêteur et les questionnaires administrés par chaque enquêteur. En outre, la formation a été une opportunité pour faire des observations et des amendements allant dans le sens de l'amélioration des outils de collecte.

#### ▪ **Eviter les refus de la part des personnes enquêtées**

Dans le cadre des recherches sur les migrations, par expériences empiriques, nous remarquons que de nombreuses personnes refusent de répondre aux questions posées pour diverses raisons.

Pour réduire le nombre de refus, nous avons développé stratégiquement des méthodes. Ainsi, des membres de l'équipe ont été introduits par des organismes locaux connus et reconnus pour leurs activités de qualité.

#### ▪ **Assurer la sécurité des membres de l'équipe**

La question de la sécurité est fondamentale dans le cadre de cette étude à cause de la complexité de la problématique des migrations. À cet effet, nous avons engagé des guides locaux (comparses) qui aideront les membres de notre équipe à anticiper et à éviter certains risques. Il est préférable pour nous de recourir aux services de comparses que d'agents de sécurité (vigiles) car la présence de ces derniers à nos côtés pourrait occasionner des inquiétudes de la part des

populations locales et avoir pour conséquence des taux de refus de réponses et une réticence de la communauté locale à coopérer avec les membres de notre équipe.

#### ▪ Analyse de données collectées

Dans le cadre de cette étude, notre hypothèse est que les réseaux et enjeux des migrations sénégalaises ont connu une intensification au cours des dernières années car le profil et figures d'émigrés et de candidats aux voyages, ainsi que leurs projets migratoires et les conditions du départ et de voyage ne cessent de connaître des mutations dans diverses régions sénégalaises.

Pour vérifier cette hypothèse, nous avons développé deux types d'analyse de données : l'analyse de données quantitatives et celle des données qualitatives. S'agissant de l'analyse des données quantitatives, nous avons réalisé des inférences et des prédictions à partir des informations rassemblées et portant sur les motivations pour migrer ; la situation socio-économique et financière des régions d'origine ; la représentation du voyage ; le besoin d'entretenir sa famille restée au pays ; la recherche de moyens financiers pour réaliser le voyage ; etc.

Avec l'analyse quantitative, la représentation graphique des données nous a permis de comprendre en un coup d'œil les résultats de l'étude, de soutenir une idée ou d'étayer une argumentation. En outre, avec l'analyse quantitative, nous sommes arrivés à porter un regard sur l'inférence statistique qui consiste à nous demander quelle est la probabilité pour que les résultats obtenus à partir d'un échantillon soient identiques à ceux observés dans la population. Par exemple, nous nous sommes demandés quelle est la probabilité pour qu'une valeur mesurée pour la moyenne dans un échantillon puisse être observée dans la population étudiée au niveau des régions étudiées.

Pour l'analyse de données qualitatives, nous avons deux préalables à satisfaire tout au début : la retranscription des données et le codage des données. Pour la retranscription des données la première étape a été l'analyse du contenu qui a consisté à lister les informations recueillies et les mettre sous forme de texte appelé « verbatim » qui représente les données brutes de l'enquête.

Ces données une fois analysées ont pu servir à documenter, à décrire et à évaluer en détail la situation migratoire dans les régions étudiées. Elles ont aussi servi à comparer le phénomène migratoire suivant les régions et par rapport au reste du Sénégal ; à mettre en relation et à en expliquer les causes profondes. Nous avons réalisé l'analyse des données qualitatives en faisant au préalable le codage des données collectées. De cette manière, il a été possible d'explorer ligne par ligne, étape par étape, les entretiens pour décrire, classer et transformer les données qualitatives brutes en fonction de la grille d'analyse.

#### ▪ Des obstacles empiriques aux négociations méthodologiques

L'une de nos premières entrées sur le terrain fut le tissu associatif sénégalais. C'est à cet effet que nous avons contacté des structures associatives sénégalaises qui sont dans les régions étudiées. Une telle approche nous a permis d'être recommandé auprès d'émigrés de retour, de parents d'émigrés, de potentiels émigrés, etc. Il s'agissait en effet d'un premier point d'ancrage pour l'identification et la localisation des personnes et des institutions susceptibles de nous fournir des informations dans le cadre de cette étude.

Dans cette phase de l’investigation, nous avons privilégié, s’agissant de l’entretien formel, une approche individualisée chaque fois que cela a été possible. Nous tenions à ménager ainsi un espace de parole suffisamment libre ou détachée de la présence et de la dynamique des autres même si des entretiens flottants puis collectifs ont dû également être menés au gré de nos rencontres.

### ▪ Ethique et déontologie

Toutes les personnes enquêtées ont été informées *a priori* des objectifs de l’étude et il leur a été également signifié qu’elles étaient libres de s’exprimer ou de refuser sans être exposées à aucun préjudice. La garantie de leur anonymat était également de mise. Par ailleurs, l’engagement à n’utiliser toutes les informations recueillies que dans le cadre strict de cette recherche leur a été donné afin de gagner leur confiance et de leur garantir de préserver l’anonymat. Cela a été très important car au cours des derniers mois, de nombreuses publications en rapport avec la migration à travers la presse ont été faites sans qu’au préalable les personnes interrogées n’aient donné leur accord pour que leurs nom et prénom soient cités.

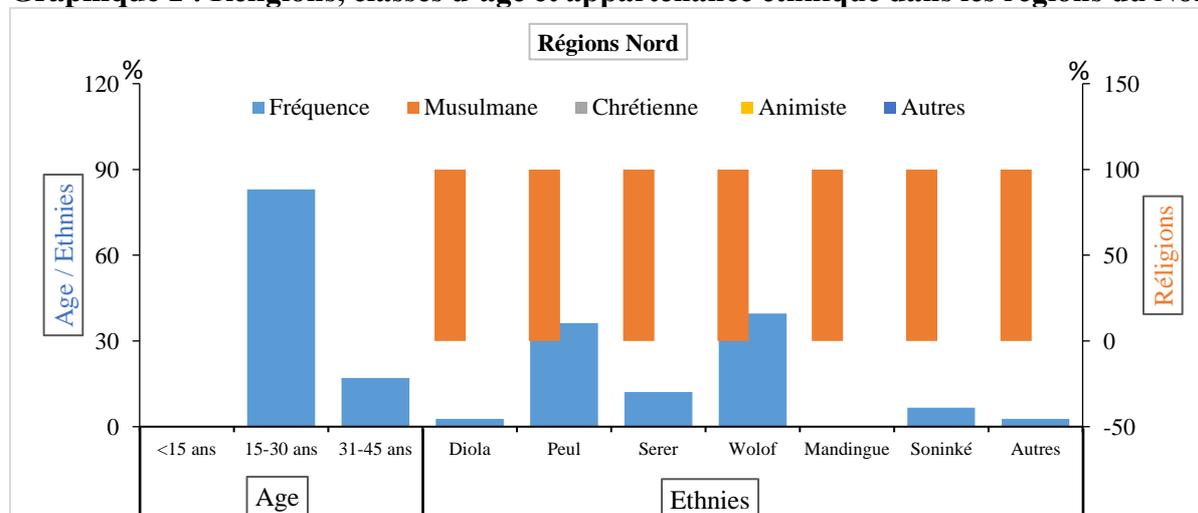
## Chapitre 2 : Profil et figures d’émigrés et de candidats aux voyages

### ▪ Situation sociodémographique

Dans les régions du Nord du Sénégal, la majorité des personnes enquêtées sont âgées entre 15 et 30 ans. Elles représentent approximativement 90% de l’échantillon. Le reste de l’échantillon (environ 10%) est composé des personnes âgées de 31-45 ans. Ce qui montre une jeunesse de la population enquêtée dans le nord du Sénégal.

Pour ce qui est de l’ethnie, ce graphique exhibe une forte proportionnalité des wolofs et des Peuls par rapports aux autres dans notre échantillon. En effet, les wolofs arrivent en tête avec un taux d’à peu près de 35% suivis des Peuls qui représentent environ 33%. Après, nous pouvons noter aussi la présence des Serers (environ 10%) dans la zone, des Soninkés et des Diolas (moins de 5%).

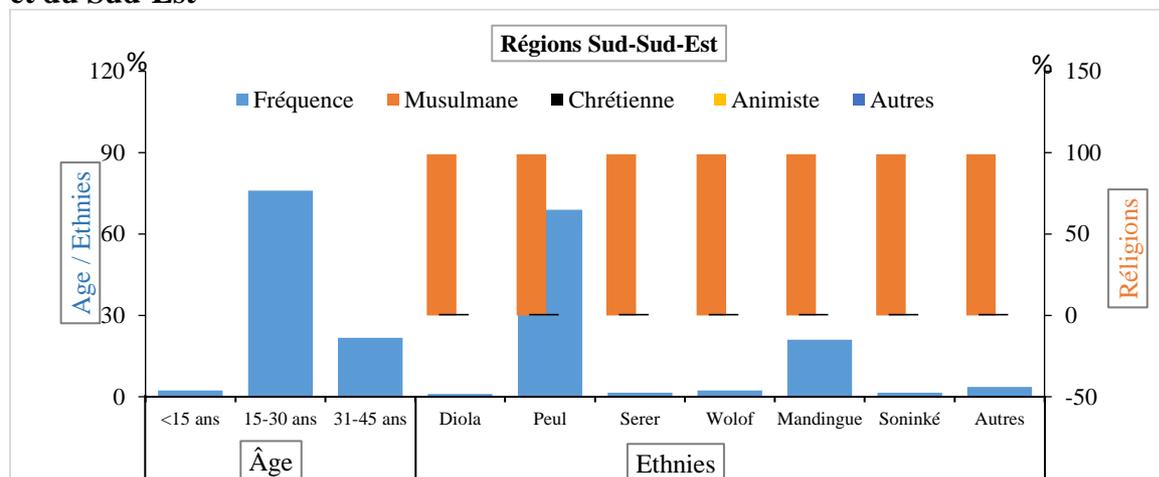
**Graphique 1 : Religions, classes d’âge et appartenance ethnique dans les régions du Nord**



Source de données : GERM, mai 2018

Sur le plan religieux, les musulmans représentent 100% de la population enquêtée. Un phénomène qui est expliqué par le fait que la zone n'est pratiquement peuplée que de musulmans.

**Graphique 2 : Religions, classes d'âge et appartenance ethnique dans les régions du Sud et du Sud-Est**



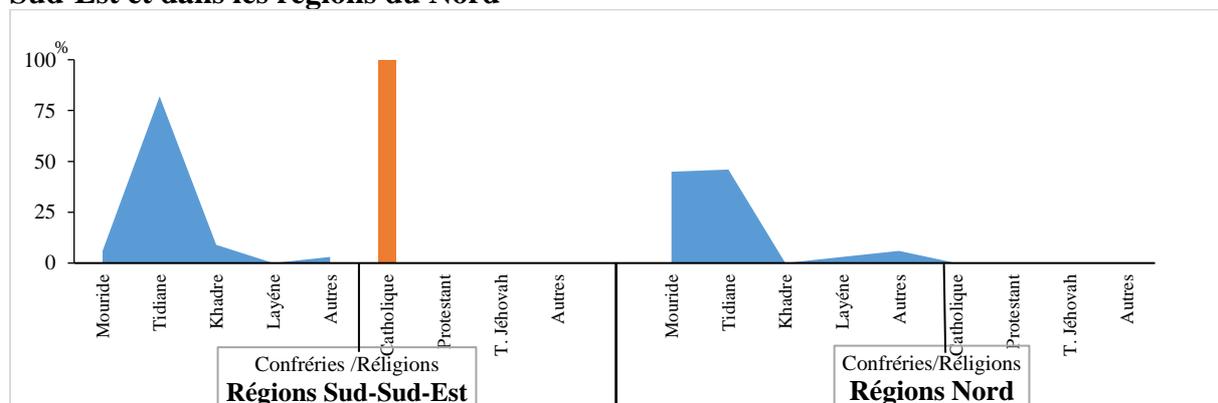
Source de données : GERM, mai 2018

Nous constatons que les personnes âgées entre 15 et 30 ans constituent l'effectif le plus important de l'échantillon dans les régions du Sud et du Sud-Est, ce qui n'est pas le cas pour les régions du Nord. En effet, elles représentent un peu plus de 70% des enquêtés contre à peu près 25% pour les âgés de 31-45 ans et moins de 5% pour les âgés de moins de 15 ans.

Sur le plan ethnique, les Peuls (environ 70%) dominent dans cette zone suivis des Mandingues (environ 20%). Les Diolas, les Serers, les Wolofs et les Soninkés se partagent les 10% qui restent.

S'agissant de la religion, comme dans la zone nord, les musulmans constituent l'ensemble des populations enquêtées.

**Graphique 3 : Appartenances confrériques et religieuses dans les régions du Sud et du Sud-Est et dans les régions du Nord**

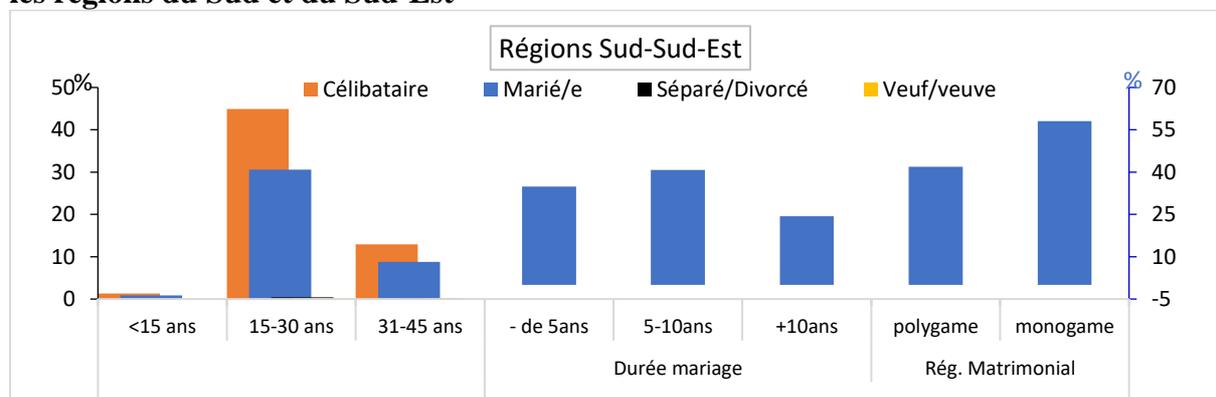


Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, la population musulmane est dominée par les Tidiane (80% environ) suivis des Khadres et des Mourides. Et pour les Chrétiens, tout le monde est d'obédience catholique.

Cependant, dans les régions du Nord, les Tidiannes et les Mourides arrivent en tête avec presque 50% de la population enquêtée. Il est aussi important de noter la présence d'une minorité visible de Khadres, de Layènes et d'autres appartenances confrériques. Mais il est aussi à noter l'absence de chrétiens dans notre échantillon dans les régions du Nord du Sénégal.

**Graphique 4: Âge, situation matrimoniale, régime matrimonial et durée de mariage dans les régions du Sud et du Sud-Est**



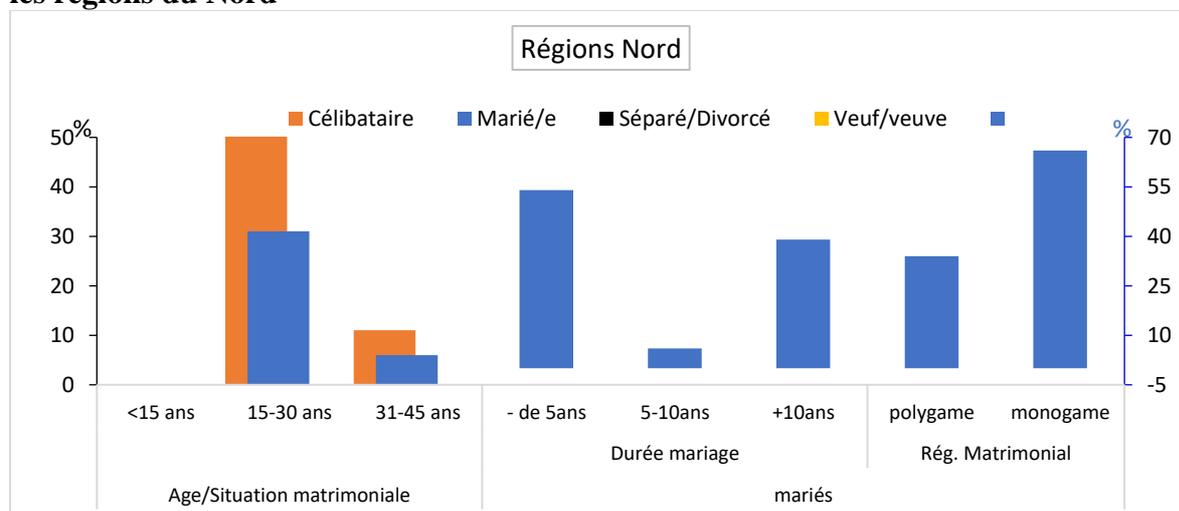
Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, les célibataires dominent l'échantillon. Ils représentent chez les âgés de 15-30 ans un taux de 45% contre 30% pour les mariés. Chez les enquêtés âgés entre 31 et 45 ans, ils composent environ 15% contre moins de 10% pour les mariés. Un phénomène qui peut être expliqué par la jeunesse de l'échantillon.

De plus, parmi les mariés, ceux qui ont un mariage ayant duré entre 5 et 10 ans (40%) dominant. Ceux qui sont mariés il y a moins de 5 ans suivent avec un plus de 30% et enfin, nous avons ceux qui sont mariés il y a plus de 10 ans avec un taux d'un peu moins de 25%.

Pour ce qui est du régime matrimonial, les monogames avec un taux d'environ 60% dominant contre 40% pour les polygames. Ce qui est un phénomène à mettre en rapport avec la jeunesse de la population enquêtée et la durée de mariage qui est entre 5 et 10 ans.

**Graphique 5 : Âge, situation matrimoniale, régime matrimonial et durée de mariage dans les régions du Nord**



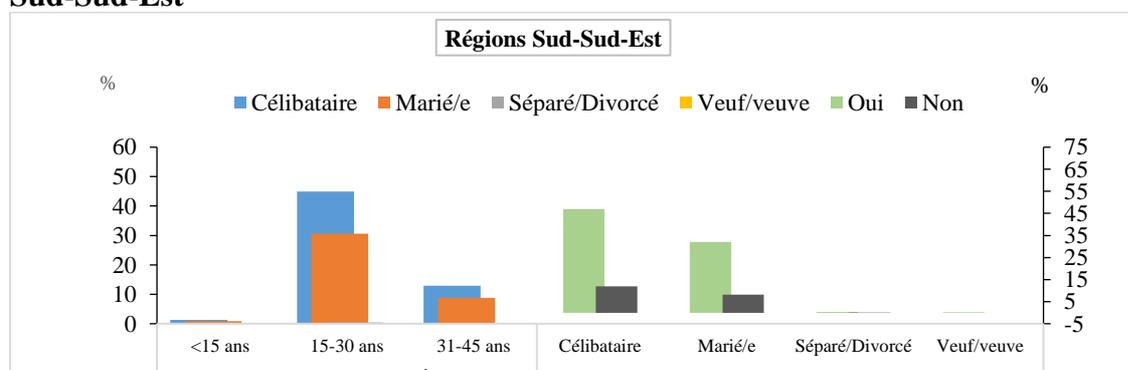
Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Nord aussi, nous avons presque les mêmes proportions pour ce qui est de la situation matrimoniale. En effet, c'est une population qui est majoritairement composée de célibataires. Ils ont un taux de 50% contre 30% pour les mariés chez les âgés de 15 à 30 ans. Et chez les âgés de 31-45 ans, ils représentent environ 10% contre 5% pour les mariés.

Pour ce qui est de la durée du mariage, contrairement aux régions du Sud et du Sud-Est où nous avons remarqué un effectif conséquent de personnes mariées il y a 5 à 10 ans, dans les régions du Nord, celles ayant un mariage qui a duré moins de 5 ans dominent avec un taux de 40 % suivies des plus de 10 ans (30%). Les mariages ayant duré 5 à 10 ans ne représentent qu'environ 5% de l'échantillon.

S'agissant du régime matrimonial, les monogames, avec un taux de 65%, dominent largement contre 35% pour les polygames. Une chose à mettre en corrélation avec toujours la jeunesse de la population et la durée de mariage.

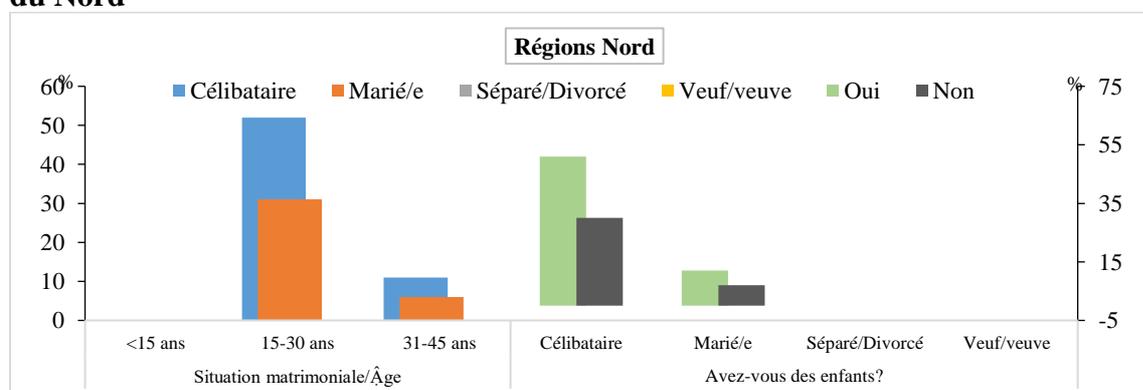
**Graphique 6 : Âge, situation matrimoniale et le fait d'avoir des enfants dans les régions Sud-Sud-Est**



Source de données : GERM, mai 2018

Nos enquêtes nous apprennent que la majeure partie des célibataires, marié-e-s, divorcée-e-s ou veufs, affirment avoir des enfants. Chez les célibataires, 45% contre environ 10% confient avoir d'enfants. Chez les marié-e-s, nous avons environ 30% contre un peu plus de 5%. De même, chez les séparés/divorcés et chez les veufs, la présence d'enfants est notée.

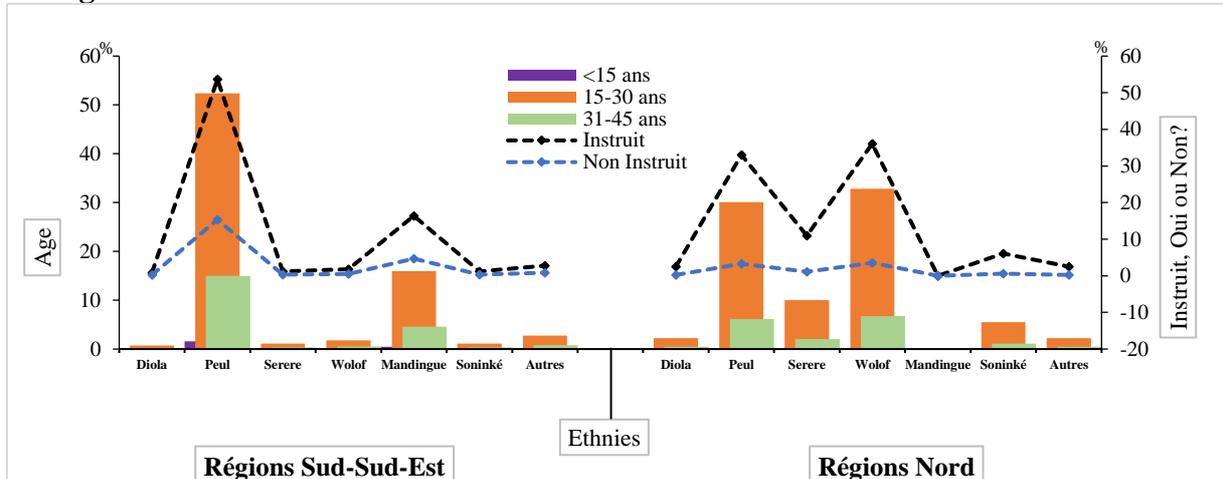
**Graphique 7 : Âge, situation matrimoniale et le fait d'avoir des enfants dans les régions du Nord**



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Nord du Sénégal, à la question « *Avez-vous des enfants ?* », 40% des célibataires ont répondu positivement contre environ 25%. Dans la catégorie des enquêtés mariés, nous avons environ 10% qui ont répondu positivement contre 5%.

**Graphique 8 : Âge/ethnie et ethnie/scolarisation dans les régions du Sud et Sud-Est et dans les régions du Nord**

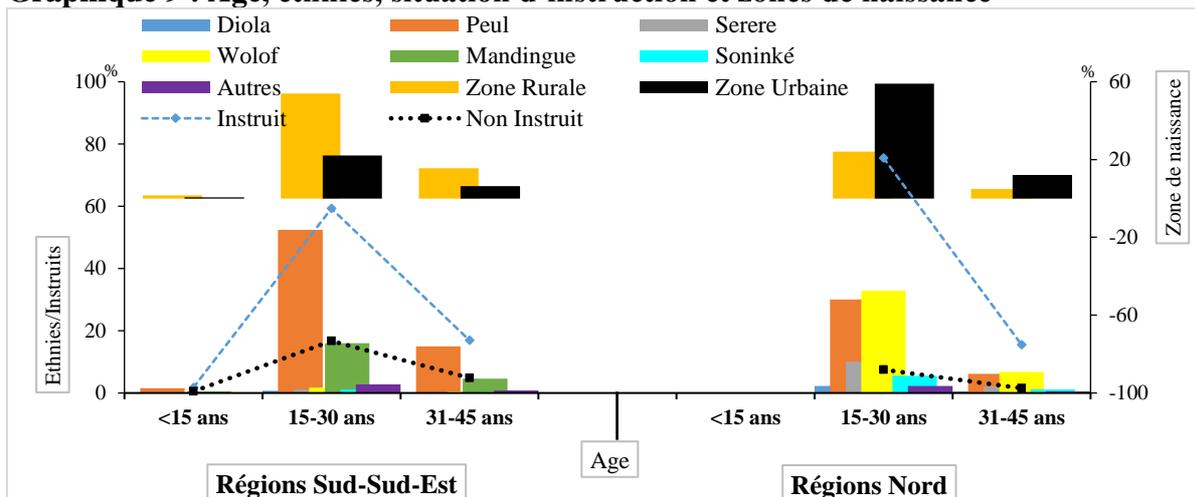


Source de données : GERM, mai 2018

Dans les deux zones, quelle que soit l'ethnie considérée, les âgés de 15 à 30 ans dominent suivis des âgés de 31 à 45 ans et des moins de 15 ans qui restent introuvables dans les régions du nord.

À la question « *Êtes-vous instruit ?* », la réponse par le « oui » dominant dans les deux zones, quelle que soit l'ethnie considérée. Cependant, il faut surtout noter que le taux des non-instruits restent plus élevé dans la zone du Sud et Sud-Est surtout chez les Peuls où il a atteint plus de 10% alors que dans les régions du Nord, il dépasse très rarement et très légèrement les 0% (chez les Peuls et les Wolofs qui dominent la zone).

**Graphique 9 : Âge, ethnies, situation d'instruction et zones de naissance**



Source de données : GERM, mai 2018

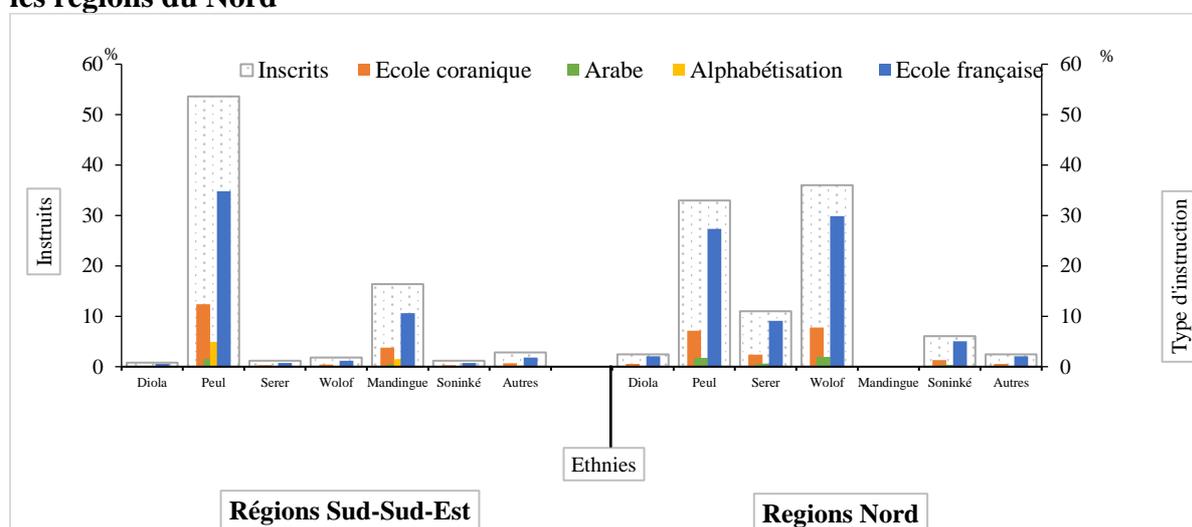
Il faut juste rappeler, selon ce graphique, que quelle que soit la classe d'âges considérée, les Peuls et les mandingues dominent dans les régions du Sud et du Sud-Est au moment où les Wolofs et les Peuls dominent dans les régions du Nord. De plus, quelles que soient la classe

d'âges et l'ethnie considérées dans les deux zones, les instruits dominent largement les non-instruits.

Par ailleurs, selon aussi ce graphique, dans les régions du Sud et du Sud-Est, les enquêtés nés dans la zone rurale dominent ceux étant originaires de la ville. Ainsi, considérant la classe d'âges 15-30 ans, les originaires de la zone rurale représentent les 60% contre environ 20% pour la zone urbaine. Et c'est presque la même réalité qui est trouvée pour la classe d'âges des 31-45 ans.

Cependant, c'est tout à fait le contraire pour les régions du Nord. En effet, dans ces régions, quelle que soit la classe d'âges considérée, les originaires de la zone urbaine arrivent largement en tête par rapport aux enquêtés nés en zone rurale. Dans la catégorie d'âges 15-30 ans, les originaires de la zone urbaine sont à 60% contre 20% environ pour le monde rural. Un fait qui montre les contrastes entre les deux zones.

**Graphique 10 : Ethnies et type d'instruction dans les régions du Sud et du Sud-Est et dans les régions du Nord**

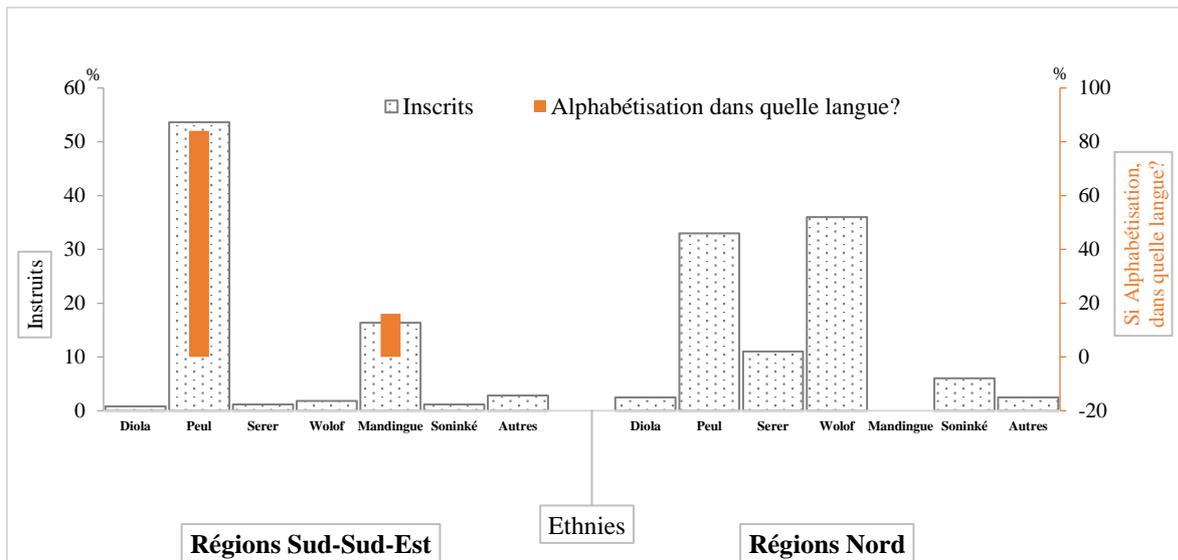


Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, parmi les inscrits, les enquêtés ayant fait l'école française arrivent en tête suivis de ceux qui ont fait l'école coranique, des alphabétisés et enfin de ceux qui ont fréquenté l'école arabe. Dès lors, chez les Peuls qui sont les plus nombreux dans notre échantillon et qui représentent environ 55% d'inscrits, ceux qui ont fréquenté l'école française sont 35% environ contre un peu plus de 10% pour l'école coranique, environ 5% pour l'alphabétisation et à peu près 2% pour l'arabe.

Dans les régions du Nord par contre, à côté de l'école française qui dominent, ce sont ceux qui ont fréquenté l'école coranique et enfin l'arabe qui arrivent en tête. L'alphabétisation n'est pas bien prisée dans la zone. Ainsi, chez les Wolofs qui enregistrent le plus grand taux d'inscrits avec un peu plus de 35%, l'école française englobe les 30%, l'école coranique arrive après avec un peu moins de 10% suivie de l'arabe avec un peu moins de 5%. Ce sont les mêmes proportions qui sont trouvées pour les Peuls qui suivent de très près les Wolofs dans la zone.

**Graphique 11 : Appartenance ethnique, instruction et langues d'alphabétisation**



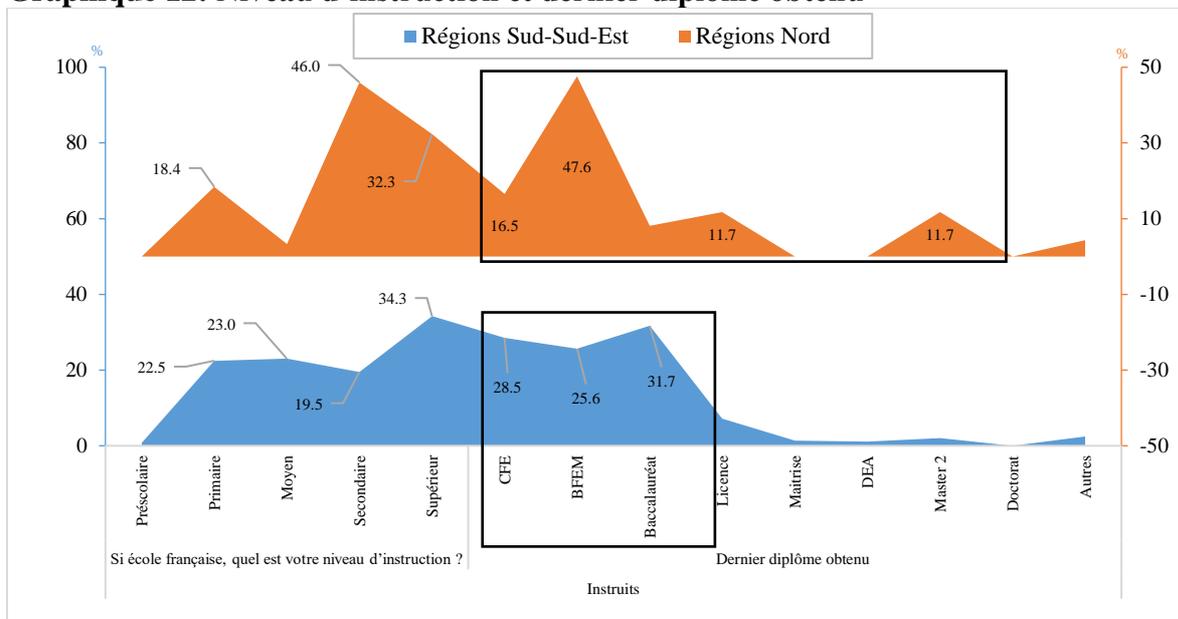
Source de données : GERM, mai 2018

C'est un graphique qui présente les résultats relatifs à la langue de l'alphabetisation en corrélation avec l'ethnie dans les zones concernées par la recherche.

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, l'alphabetisation n'est suivie que chez les Peuls (environ 80%) et chez les mandingues (environ 20%). Les autres ethnies et langues n'ont pas bénéficié d'une alphabetisation.

Cependant, dans les régions du Nord, l'alphabetisation n'est pas du tout l'affaire des populations rencontrées dans le cadre de cette recherche. Ce qui a fait qu'aucune ethnie n'en a bénéficié.

**Graphique 12: Niveau d'instruction et dernier diplôme obtenu**



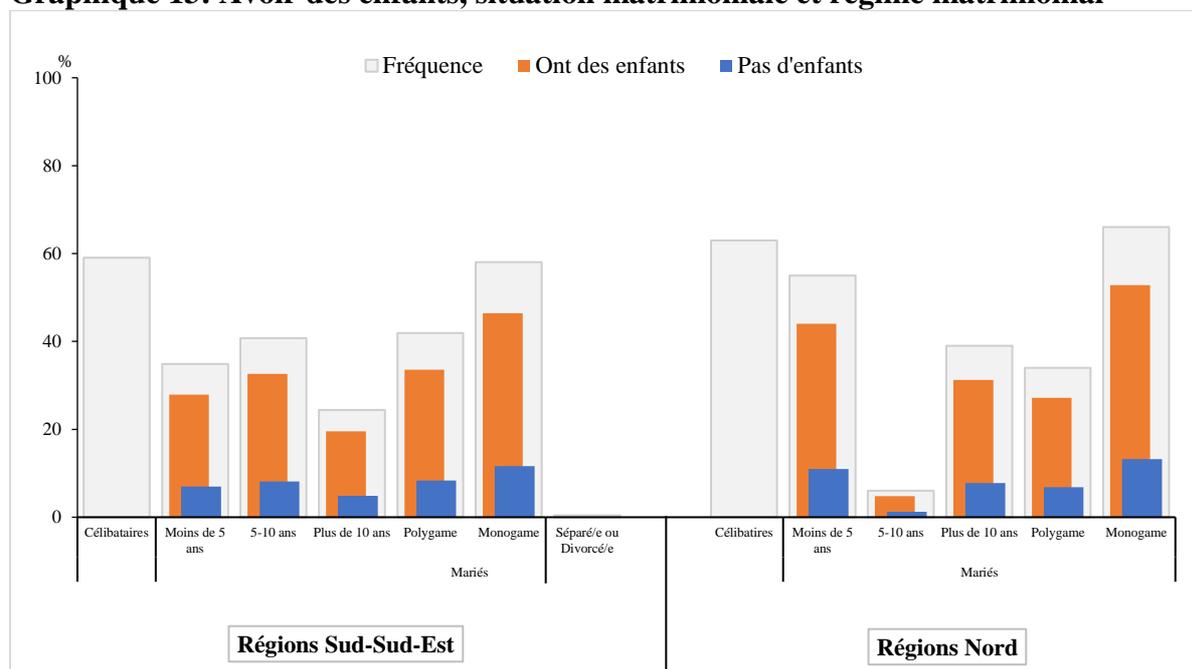
Source de données : GERM, mai 2018

Ce graphique traite des résultats corrélés relatifs au niveau d'instruction et au dernier diplôme obtenu dans les deux zones concernées par la recherche.

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, parmi les enquêtés qui ont fréquenté l'école française, 34,3% ont le niveau supérieur contre 23% pour le moyen, 22,5% pour le primaire et 19,5% pour le secondaire. Et concernant le dernier diplôme obtenu, ceux qui ont le baccalauréat arrivent en tête avec 31,7% suivis de ceux qui ont le CFEE (28,5%), de ceux qui ont eu le BFEM (25,6%) et de ceux qui ont eu la Licence (environ 10%). Enfin, Maîtrise, DEA, Master 2 représentent chacun moins de 5%.

Cependant, dans les régions du Nord, la réalité est toute autre. En effet, 46% des enquêtés qui ont fréquenté l'école française ont un niveau secondaire contre 32,3% pour le supérieur et 18,4% pour le primaire. Et pour le dernier diplôme obtenu par les enquêtés dans les régions du Nord, le BFEM arrive en tête avec un taux de 47,6%. Ensuite, on a le BFEM avec un taux faible (- 11%). Enfin, nous avons la Licence et le Master 2 avec chacun un taux de 11,7%.

**Graphique 13: Avoir des enfants, situation matrimoniale et régime matrimonial**

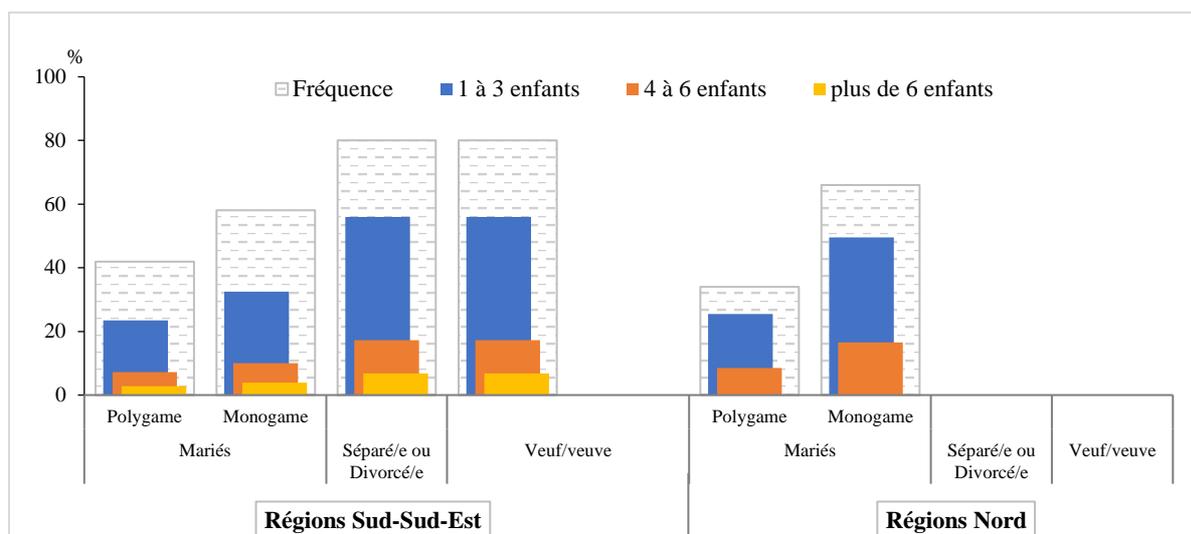


Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, parmi les mariés qui ont des enfants, ceux qui sont mariés depuis 5 à 10 ans arrivent en tête avec environ 35% des fréquences. Ils sont suivis par ceux qui sont mariés il y a moins de 5 ans (environ 30%). Arrivent en dernier lieu ceux qui sont mariés il y a plus de 10 ans. Et considérant le régime matrimonial pour ceux qui ont des enfants, les monogames dominent largement avec approximativement une fréquence de 45% contre environ 35% pour les polygames.

Cependant, dans les régions du Nord, ceux qui ont un mariage ayant duré moins de 5 ans dominant pour les enfants (environ 45%) contre à peu près 30% pour les mariages de plus de 10 ans et environ 5% pour les mariages de 5 à 10 ans. Et en ce qui concerne le régime matrimonial, les enfants sont plus importants pour les monogames (environ 50%) que pour les polygames (environ 25%).

**Graphique 14: Le nombre d'enfants et situation matrimoniale dans les régions du Sud et du Sud-Est et dans les régions du Nord**



Source de données : GERM, mai 2018

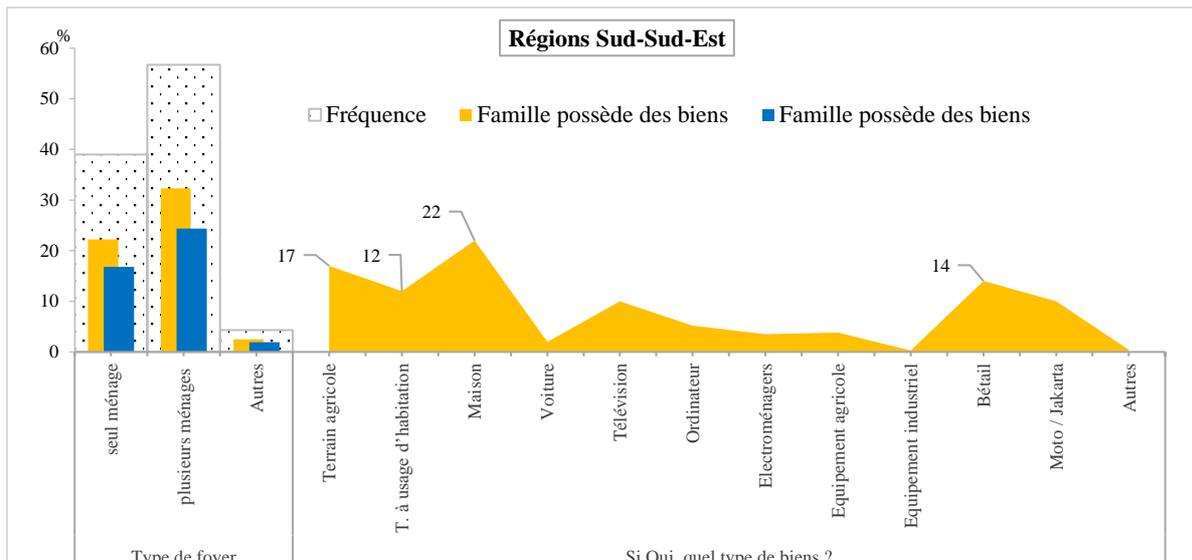
Dans les régions du Sud et Sud-Est, nous nous sommes intéressés au nombre d'enfants en fonction de la situation matrimoniale. Ainsi, chez les mariés le nombre de 1 à 3 enfants dominant largement suivi du nombre de 4 à 6 enfants et de celui de plus de 6 enfants. En effet, chez les monogames ceux qui ont 1 à 3 enfants arrivent en tête avec environ un taux de 35% contre environ 10% pour ceux qui ont 4 à 6 enfants et environ 5% pour ceux qui ont plus de 6 enfants. Et chez les polygames, la majeure partie d'entre eux (plus de 20%) ont 1 à 3 enfants, contre environ 7% pour ceux qui ont 4 à 6 enfants et moins de 5% pour ceux qui ont plus de 6 enfants. La majeure partie des divorcé-e-s aussi (presque 60%) ont 1 à 3 enfants contre environ 20% pour ceux qui ont 4 à 6 enfants et un peu moins de 10% pour ceux qui ont plus de 6 enfants. Pour les veufs de même, ceux qui ont 1 à 3 enfants dominant (environ 60%) devant ceux qui ont 4 à 6 enfants (environ 20%) et ceux qui ont plus de 6 enfants (un peu moins de 10%).

Dans les régions du Nord par contre, cette question du nombre est aussi analysée en fonction de la situation matrimoniale des enquêtés. Ainsi, chez les monogames, ceux qui ont 1 à 3 enfants (environ 50%) contre ceux qui ont 4 à 6 enfants. Et chez les polygames, ceux qui ont 1 à 3 enfants (environ 25%) dominant devant ceux qui ont 4 à 6 enfants (environ 10%). Dans cette zone, les séparés et les veufs n'ont pas d'enfants.

#### ■ Situation socioprofessionnelle et économique

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, les foyers à plusieurs ménages sont plus importants que les foyers à un seul ménage, soit presque 60% de fréquence contre un peu moins de 40%. Et parmi ces foyers, ceux qui possèdent des ménages restent plus nombreux que ceux qui n'en ont pas. Ce qui a donné plus de 30% contre environ 25% pour les foyers à plusieurs ménages et plus de 20% contre un peu plus de 15% pour les foyers à un seul ménage.

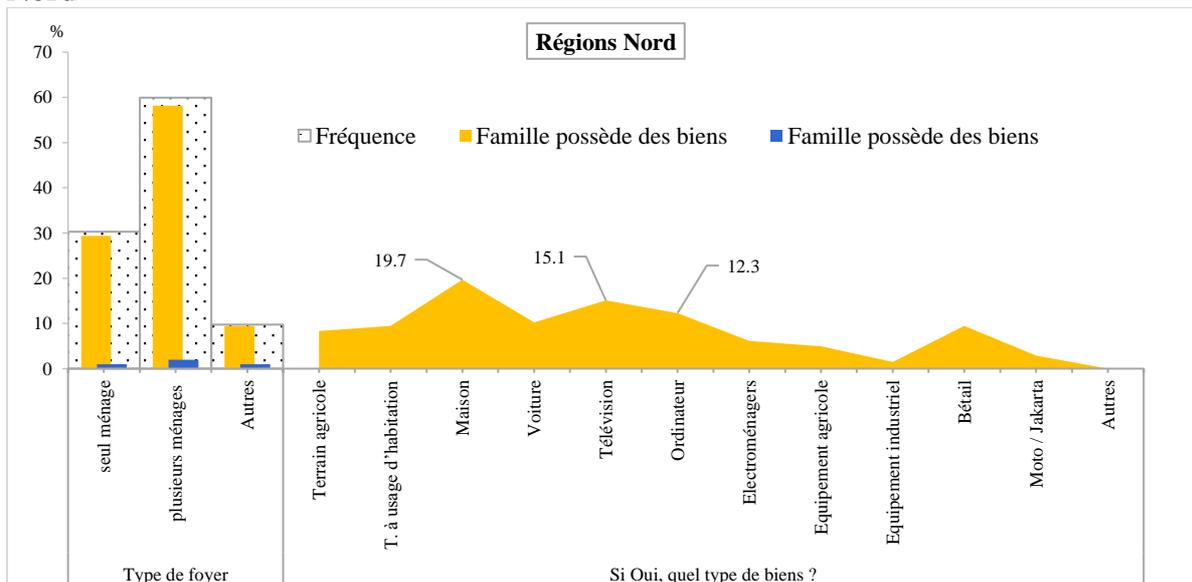
#### **Graphique 15 : Types de foyers, types de biens possédés par les foyers dans les régions du Sud et du Sud-Est**



Source de données : GERM, mai 2018

Parmi les biens possédés par ces foyers, il faut noter des maisons (22%), des terrains agricoles (17%), du bétail (14%), des terrains à usage d'habitation (12%). Comme autres biens aussi, on peut citer des téléviseurs, des motos Jakarta, des ordinateurs, des équipements agricoles, des électroménagers, etc.

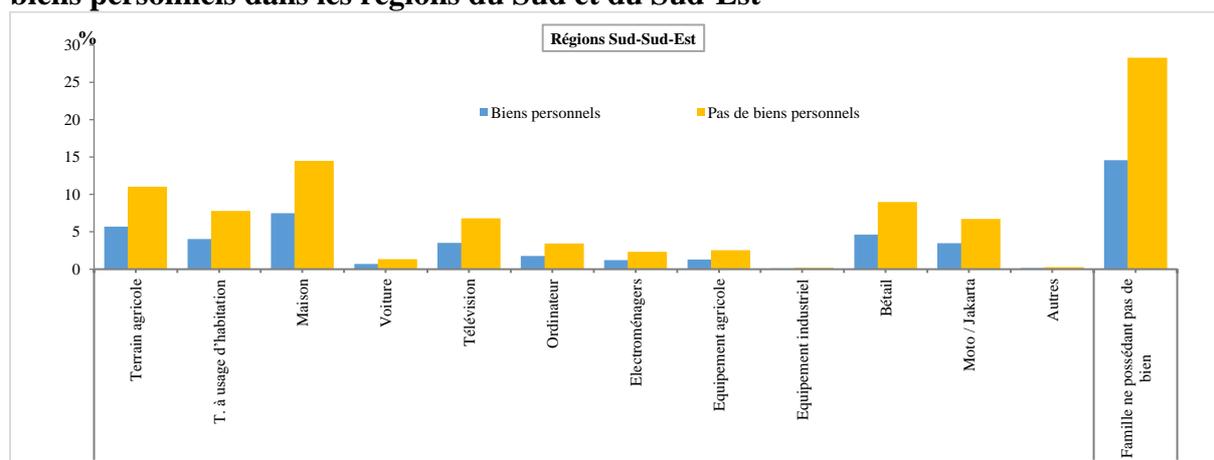
**Graphique 16 : Types de foyers, types de biens possédés par les foyers dans les régions du Nord**



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Nord, les foyers à plusieurs ménages avec une fréquence de 60% restent plus nombreux que les ménages à un seul ménage (30%) et les autres types de ménages (10%). De plus, presque la totalité de ces foyers ont des biens. Et parmi ces biens que possèdent ces foyers, il y a des maisons (19,7%), des téléviseurs (15,1%), des ordinateurs (12,3%). À cela on peut ajouter des voitures, des terrains agricoles, des terrains à usage d'habitation, du bétail, des équipements agricoles, des motos Jakarta, etc.

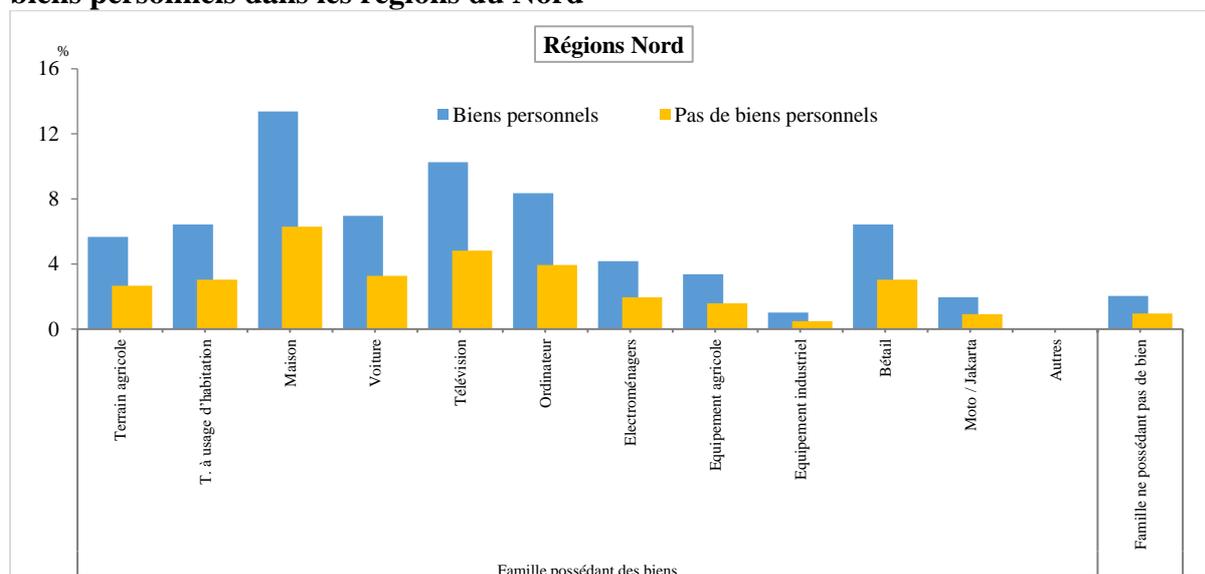
**Graphique 17 : Familles possédant de biens personnels et familles ne possédant pas de biens personnels dans les régions du Sud et du Sud-Est**



Source de données : GERM, mai 2018

Selon ce graphique, dans les régions du Sud et du Sud-Est, parmi les familles possédant des biens, celles n'ayant pas de biens personnels sont plus nombreuses, soit une fréquence de 15% environ contre presque 30%. En effet, pour les maisons, les familles qui en comptent comme étant des biens personnels ont un taux de 8% environ contre plus de 15% pour les biens communs. Et ce sont presque les mêmes tendances qu'on a pour tous les autres types de biens.

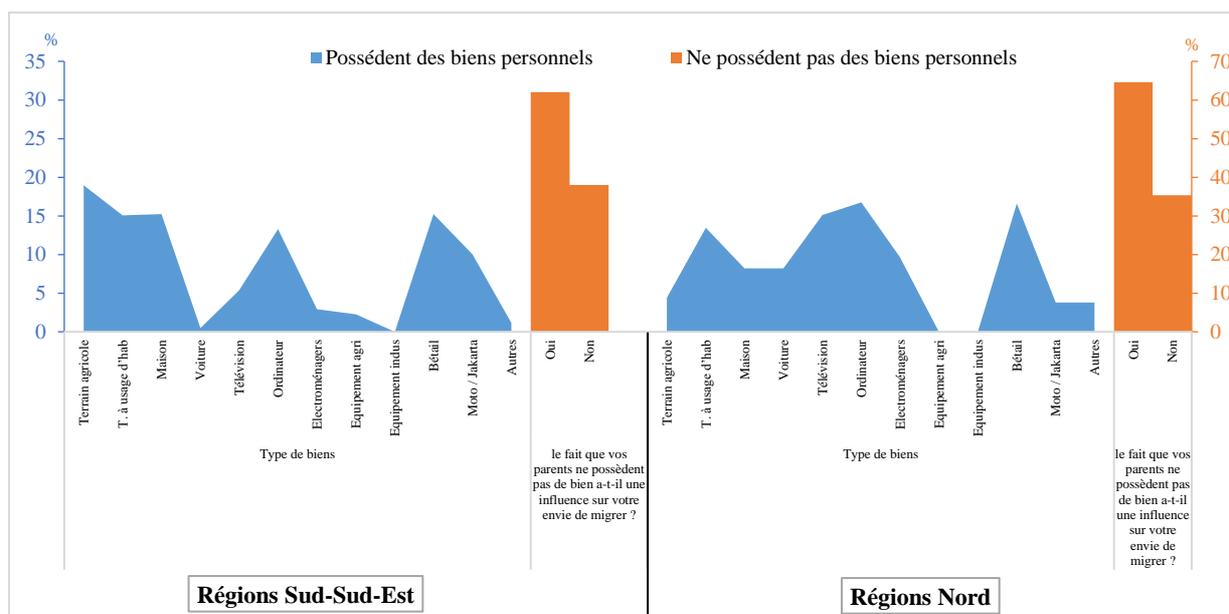
**Graphique 18 : Familles possédant de biens personnels et familles ne possédant pas de biens personnels dans les régions du Nord**



Source de données : GERM, mai 2018

Par contre, dans le Nord, les familles qui possèdent des biens personnels sont plus nombreuses que celles qui n'en possèdent pas. Ce qui montre que la vie communautaire semble moins importante ici. En effet, dans tous les types de biens (Maison : environ 13% contre 6% ; télévision : 10% contre 5% environ, etc.), ce qui est personnel reste plus important que ce qui ne l'est pas.

**Graphique 19 : Familles possédant des biens / Familles ne possédant pas de biens**



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, les biens communs sont plus importants que les biens personnels. Ainsi, à la question « *Si le fait que les parents ne possèdent pas de biens personnels peut influencer le jeune à avoir envie de migrer ?* », la réponse par le « oui » (avec un taux de 65% environ) vient largement devant la réponse par le « non » qui n'a récolté que 35% environ.

Néanmoins, dans les régions du Nord, les biens personnels restent plus importants dans les familles. Ce qui a sans doute renforcé l'idée selon laquelle, si les parents n'ont pas de biens personnels, le jeune est plus influencé dans son envie de migrer. En effet, les réponses relatives à cette question ont donné environ 65% pour le « oui » et 35% pour le « non ».

Nos enquêtes nous révèlent que la migration est au centre des discussions des jeunes interrogés mais également d'autres populations de Saint-Louis, Louga, Tambacounda, Kédougou et Kolda. Pour de nombreuses populations interrogées, une telle situation s'explique par le fait que :

- « *La migration est la seule porte qui permet aux populations de s'en sortir et de subvenir à leurs besoins* » (Mady. Tambacounda. Parent) ;
- « *La migration occupe une place importante dans les discussions des gens car à Louga elle est au début et à la fin de tout* » (Awa. Louga. Parent) ;
- « *Les gens ne parlent que de la migration à longueur de journée* » (Insa. Kolda. Candidat à la migration) ;
- « *Les jeunes ne sont pas les seuls à parler de la migration* » (Maissa. Louga. Émigré) ;
- « *Il y a de nombreux agents de l'État qui abandonnent leur travail pour migrer* » (Moustapha. Louga. Émigré rapatrié).

Ces propos nous prouvent que la migration rythme le quotidien des populations même si au niveau de certaines familles des parents fixent des conditions à leur progéniture avant qu'elles ne se lancent dans les flux migratoires. C'est le cas de la famille de Saliou, un candidat à la migration. Au cours d'un entretien, ce dernier nous apprend que ses parents lui exigent d'avoir le baccalauréat avant de migrer :

*« Avec les parents qui sont à l'étranger, nous discutons souvent via WhatsApp. On a la possibilité d'envoyer des textes mais également de faire des appels vocaux, des appels vidéos, etc. Seulement avec les parents dès qu'on aborde notre souhait de migrer, ils nous suggèrent d'avoir d'abord le baccalauréat avant de penser au voyage. Tout cela c'est du nouveau car dans le passé les gens partaient sans formation et encore moins de diplôme. C'est pratiquement la majorité des gens, garçons et filles ! » (Saliou, Candidat à la migration).*

Les jeunes malgré le contrôle permanent de leurs parents n'échappent pas aux influences de leurs pairs qui leur vendent incessamment les charmes de la migration. Ces influences gagnent en intensité mais également en ampleur grâce aux technologies de l'information et de la communication qui permettent des échanges récurrents entre émigrés et candidats à la migration.

Ibou, un candidat à la migration, nous apprend qu'avec ses amis émigrés, leurs échanges tournent autour de l'envie de partir, des difficultés rencontrées de manière récursive par les jeunes au Sénégal mais également aux merveilles des pays occidentaux. Par Facebook et WhatsApp, des émigrés résidant en Europe envoient des photos à leurs amis restés au Sénégal espérant les influencer à migrer un jour.

*« On a cinq amis qui nous ont quitté en cours d'année. De vrais amis ! Après leur départ on ne pense qu'à faire comme eux car depuis leur arrivée, ils ne cessent de nous raconter des merveilles qu'ils ont vues dans les pays occidentaux. À chaque fois que nous discutons par Facebook ou WhatsApp, ils envoient des photos qui vraiment nous donnent envie de partir. Tout cela donne envie de partir. Ensuite la situation des universités du Sénégal ne nous encourage pas à continuer nos études et les écoles de formations ne sont pas aussi fiables. Tous ces éléments font que de nombreux jeunes sont obligés d'abandonner leurs études pour migrer. Bon ou mauvais choix tout dépend de ce qu'on va trouver à l'étranger. Moi, je suis prêt à tout abandonner et partir. Et je pense qu'en migrant je vais arriver un jour à avoir ce je cherche. Je pense que pour le voyage, il faut être bien armé de courage et de patience » (Ibou, Candidat à la migration).*

*« Quand on discute avec nos amis par Facebook ou WhatsApp, ils nous disent "celui qui peut venir en Europe n'a qu'à venir". Ils nous disent qu'en Europe c'est cool, toutes les conditions sont réunies pour réussir. Seulement, de l'autre côté, on entend souvent dire qu'"en Europe la vie est dure" ; "en Europe, les conditions de vie sont difficiles". Les gens disent tout cela pour nous faire oublier l'envie de migrer. Ben moi, je me suis fait une idée car tous les gens qui nous disent que la vie est dure en Europe, ils ne restent que peu de temps au Sénégal quand ils reviennent. C'est vraiment une contradiction ! Ce n'est pas avec les études que je vais me réaliser. Tout au plus je ne peux avoir qu'un maigre salaire. Les années passent vite. Je veux migrer et gagner de l'argent comme les autres. Avec la migration, je peux arriver à avoir ma propre fortune et fonder une famille » (Badou, Candidat à la migration).*

Avec les propos de Badou, un candidat à la migration, il peut être également constaté que d'une part Facebook ou WhatsApp constituent des canaux efficaces pour assurer le dialogue permanent entre émigrés et non émigrés et d'autre part le fait qu'il existe un décalage entre les conseils donnés par des émigrés et certaines de leurs pratiques. Certains conseils sont donnés par des émigrés pour dissuader ceux qui ont envie de migrer mais tout en continuant à être des

émigrés ; une situation qui semble être déconvenue aux yeux de ceux à qui sont destinés les conseils. Pour les candidats à la migration ces conseils gagneraient en pertinence si ceux qui les formulent ont cessé d'être des émigrés. Par conséquent, ils ne peuvent avoir des résultats escomptés.

Les influences faites sur des populations interrogées pour migrer ne viennent pas toujours des membres du groupe de pairs. Des propos rapportés au cours de nos enquêtes nous renseignent que des jeunes étaient obligés de voyager à la suite de pressions familiales certes de façon déguisées mais faites de façon récurrente. Si l'une a pu se rendre en Espagne par voie régulière l'autre par contre s'est retrouvé en Italie après avoir traversé le Mali, le Niger et la Lybie.

*« Ma sœur me disait toujours de tout faire pour le rejoindre en Espagne. Et toutes nos discussions par Facebook étaient autour du voyage. Je lui faisais comprendre que mon projet n'était pas le voyage mais plutôt le mariage, mais elle me disait qu'il me fallait être indépendante et autonome financièrement avant de me lancer dans le mariage. Pour ma sœur, la migration était la seule porte qui lui était ouverte et non le mariage »* (Astou, Emigrée de retour).

*« Ma mère ne cessait de me pousser à migrer, mais elle me le disait indirectement. À chaque fois, elle évoquait devant mes frères et moi les enfants de ses amis qui se trouvaient à l'étranger et qui ont réalisé pas mal de choses pour leurs parents. Etant l'aîné de la famille, j'ai fini par comprendre qu'elle s'adressait à moi »* Fallou, Emigré de retour).

Il arrive également des cas où l'initiative de migrer vient directement de la personne concernée même si le voyage peut être facilité par des "courtiers du voyage" communément appelés "coxers". Ces acteurs sont des facilitateurs du voyage moyennant un forfait qui peut être payé diversement soit par l'émigré soit par des personnes qui se sont portées volontairement garantes.

*« J'ai été influencé par une personne du nom de "Ndiaye Europe". Il faisait des allers et retours entre l'Italie et le Sénégal comme s'il le faisait entre Louga et Saint-Louis. Les choses étaient faciles pour lui. Il a amené plusieurs personnes en Europe moyennant de l'argent qu'on lui payait. Je connaissais beaucoup de personnes qui étaient allées en Europe grâce à lui. Un jour, je suis allé le voir pour lui faire part de mon projet de voyage. C'est grâce à lui que j'ai pu voyager. Et comme tout le monde, j'ai payé de l'argent ! »* (Sadibou. Emigré de retour).

Le billet du voyage par voie terrestre oscillerait entre 300 000 FCFA et plus de 500 000 FCFA. Certains migrants de retour ayant emprunté la voie terrestre affirment avoir payé entre 300 000 et 400 000 FCFA alors que d'autres soutiennent que leur voyage par voie terrestre leur a coûté plus de 500 000 FCFA. Mais compte tenu de l'argent payé aux agents de sécurité dans les postes de contrôle, la totalité du prix de voyage peut atteindre jusqu'à 800 000 FCFA.

Au Sénégal, le business du voyage irrégulier a pris des proportions importantes au cours des dernières années donnant ainsi une certaine professionnalisation à un secteur illégal et biscornu avec des "coxers" ou des "courtiers du voyage" qui fixent leurs tarifs au gré des risques à prendre.

Ces pratiques ont été lourdement condamnées et des mesures juridiques ont été prises. C'est ainsi qu'a été mise en place la "Loi n°2005-06 relative à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées, réprime la migration irrégulière en son article 4 qui stipule que : est punie de 5 à 10 ans d'emprisonnement et d'une amende de 1.000.000 à 5.000.000 FCFA, la migration clandestine organisée par terre, mer ou air ; que le territoire national serve de zone d'origine, de transit ou de destination".<sup>1</sup>

Nonobstant l'existence de ces mesures juridiques, des "cochers" continuent à exercer leurs pratiques mobilisant souvent de nombreuses populations victimes de chômage, de désœuvrement et surtout d'inadéquation entre la formation scolaire et les attentes du marché de l'emploi.

Pour la plupart des personnes interrogées dans le cadre de cette étude, la recherche de meilleures conditions de vie est l'une des principales raisons de leur voyage. À cet effet, « on voit même des jeunes abandonner leur métier pour partir en Europe parce qu'on leur a certainement dit qu'ils auront mieux là-bas. Ils gagneront bien leur vie et c'est une excellente chose à la fois pour eux et leurs parents » nous signale un parent interrogé à Kolda.

Selon un émigré rapatrié rencontré à Kédougou : « *ceux qui migrent le font pour leurs familles et leur village. L'objectif principal de tout émigré est d'abord sa famille ensuite viendra son village* ». De ces propos, nous remarquons que la famille reste une priorité de même que la communauté même si habituellement on veut faire de la migration une affaire individuelle.

Nos enquêtes nous confirment également que « le fait d'être aîné dans une famille n'a pas une influence directe sur le devoir de migrer, néanmoins il est à ne pas négliger pour comprendre l'envie de migrer » exprime un père de famille. Une telle idée est à prendre en compte car dans la société sénégalaise, on entend dire de manière que « *l'aîné doit montrer le bon exemple car tout commence par lui. C'est lui qui a toute la responsabilité de la famille* ».

Pour Yama, mère d'un candidat à la migration, « *l'aîné d'une famille se donne corps et âmes pour satisfaire ses parents ; même s'il doit migrer clandestinement, il le fera pour eux* ». En plus de cela, nos enquêtes nous renseignent qu'appartenir à une famille polygamique peut aussi, selon certaines personnes enquêtées, constituer une raison pour migrer. À cet effet, Diop, un jeune candidat à la migration soutient : « *être originaire d'une famille polygamique c'est l'un des facteurs déterminants de la migration irrégulière car les enfants des différentes épouses sont en compétition ; chacun souhaite migrer pour rendre heureuse sa mère* ».

Une autre personne interrogée à Louga soutient avec certitude qu'« *il peut exister une forte rivalité entre les épouses et leurs enfants. Cela pousse certains à se lancer dans l'aventure* ».

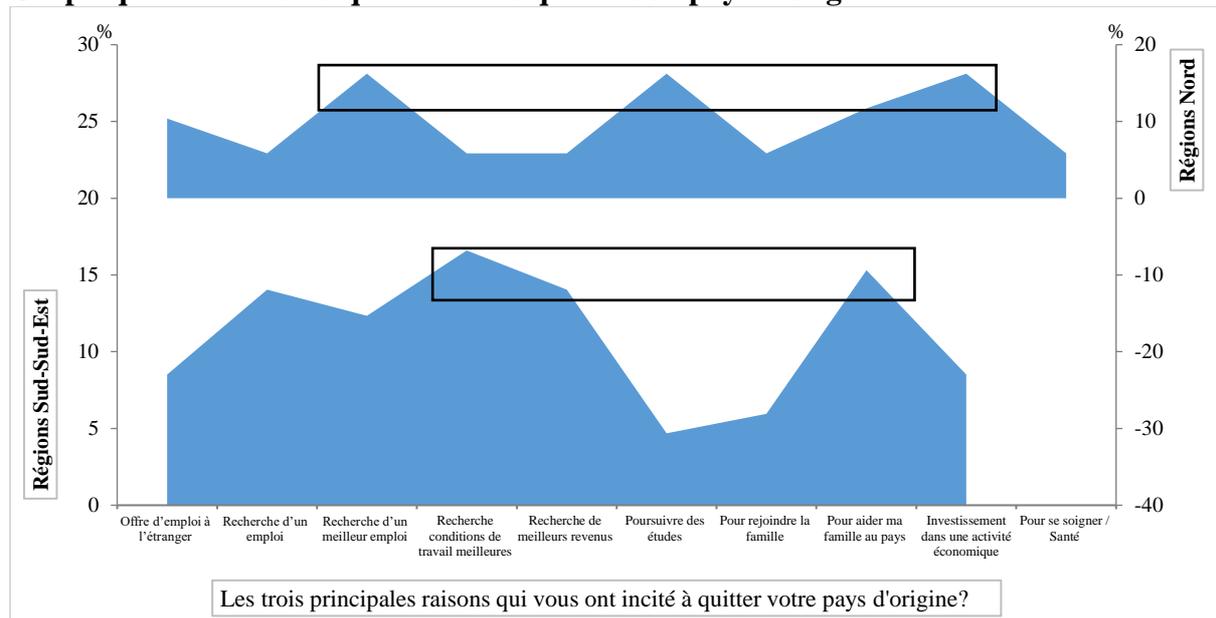
Sur la polygamie, selon le Président du Conseil Régional de la Jeunesse de Kédougou, « elle a ses réalités. C'est la concurrence, la rivalité, la jalousie et tout. Chaque ménage dans la concession cherche à être meilleur que l'autre. Les enfants de chaque épouse feront tout pour réussir et soutenir leur mère et, en général, ils sont poussés par celle-ci ». D'après Ousmane (Tambacounda), « avec tout le duel qu'il y a dans les familles polygamiques, on doit s'attendre

---

<sup>1</sup> LOI n°2005-06 du 10 mai 2005 relatif à la lutte contre la traite des personnes et pratiques assimilées et à la protection des victimes. Journal Officiel, n°6223 du lundi 30 mai 2005

à tout ». Par conséquent, l'appartenance à une famille polygamique peut donc constituer une raison pour migrer.

**Graphique 20 : Raisons qui incitent à quitter son pays d'origine**

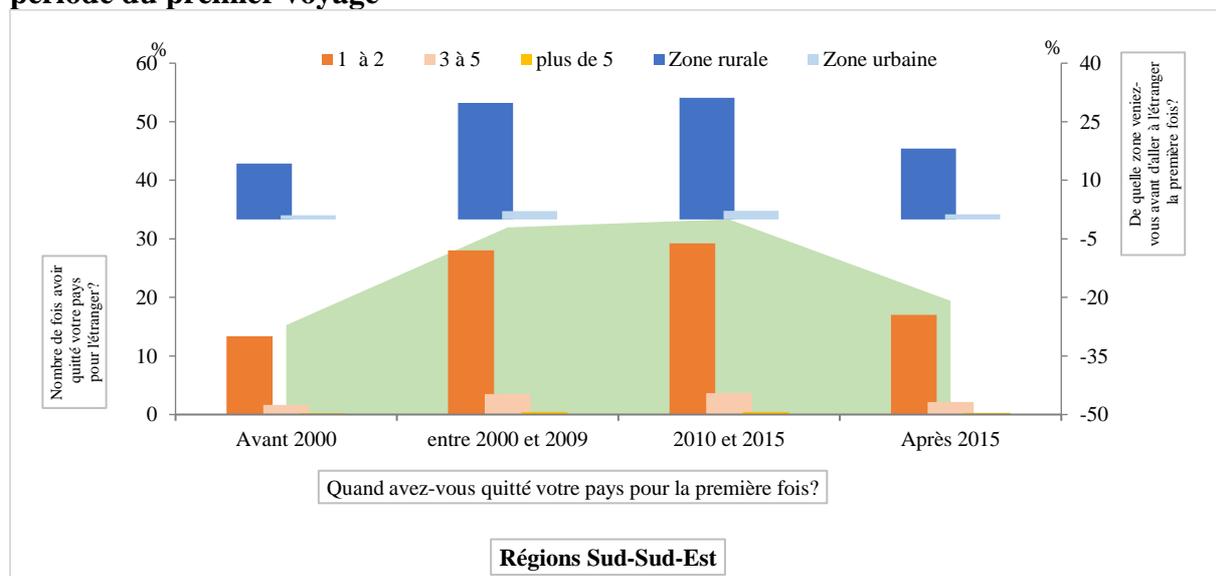


Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, selon ce graphique, les trois raisons principales qui poussent les gens à quitter leur pays d'origine sont la recherche de conditions de travail meilleures (17% environ), aider la famille au pays (15% environ) et la recherche de meilleurs revenus (un peu moins de 15%).

Par contre, dans les régions du Nord, selon toujours ce graphique, les trois raisons principales qui ont incité les jeunes à quitter leur pays d'origine sont l'investissement dans une activité économique (15%), la poursuite des études (15%) et la recherche d'un meilleur emploi (15%).

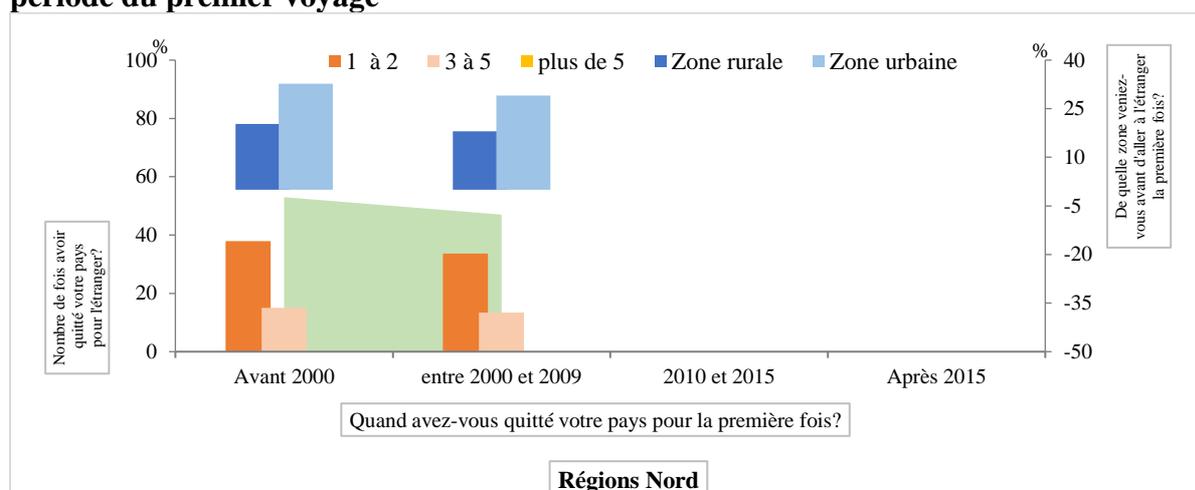
**Graphique 21 : Zone de provenance, nombre de fois avoir quitté le pays pour l'étranger, période du premier voyage**



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, la provenance des gens pour aller à l'étranger pour la première fois est la zone rurale. Elle dépasse largement la zone urbaine pour toutes les périodes considérées. S'agissant de la période, ce graphique montre que c'est entre 2010 et 2015 (environ 35%) et entre 2000 et 2009 (un plus de 30%) qu'il y a eu plus de gens qui ont quitté le pays pour la première fois. Interrogeant ainsi le nombre de fois qu'ils ont quitté, nous avons constaté que pour toutes les périodes, la plus grande partie des gens ont quitté entre 1 à 2 fois (30% entre 2010 et 2015, un peu moins de 30% entre 2000 et 2009, environ 17% après 2015 et moins de 15% avant 2000).

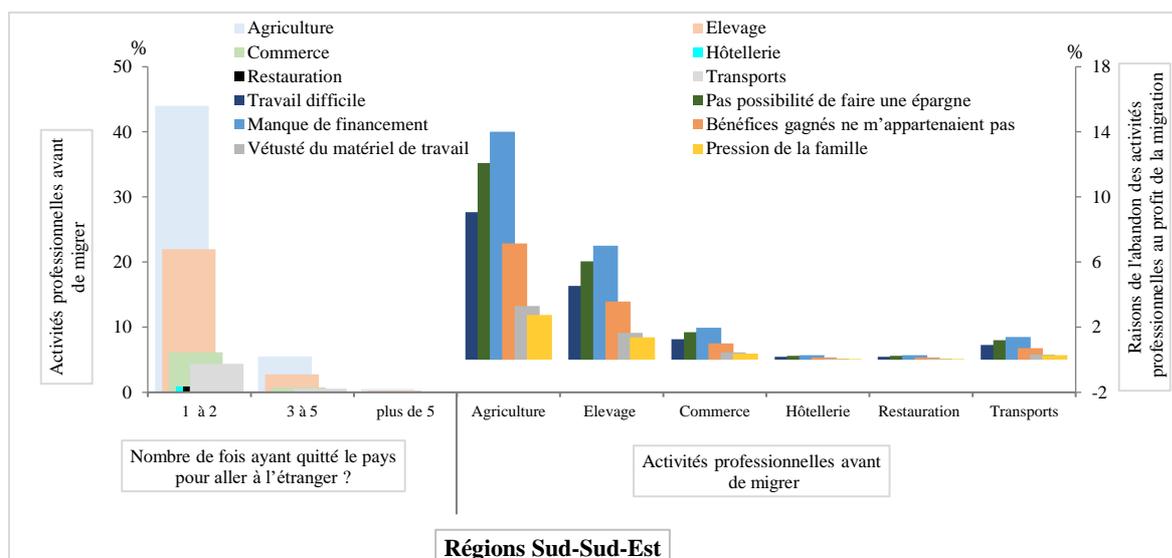
**Graphique 22 : Zone de provenance, nombre de fois avoir quitté le pays pour l'étranger, période du premier voyage**



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Nord, la provenance des migrants qui ont quitté le pays pour la première fois est principalement la zone urbaine pour toutes les périodes considérées. Ainsi, on a avant 2000, 30% pour la zone urbaine contre 20% pour la zone rurale et entre 2000 et 2009, un peu plus de 25% pour la zone urbaine et environ 20% pour la zone rurale. Et s'agissant de la période, le plus grand nombre de migrants (environ 50%) ont quitté le pays pour la première fois avant 2000 contre 45% entre 2000 et 2009. Pour le nombre de fois qu'ils ont quitté le pays, selon ce graphique, avant 2000, environ 40% des enquêtés ont quitté 1 à 2 fois contre 15% pour ceux qui ont quitté 3 à 5 fois. Entre 2000 et 2009, c'est environ 30% contre 10%.

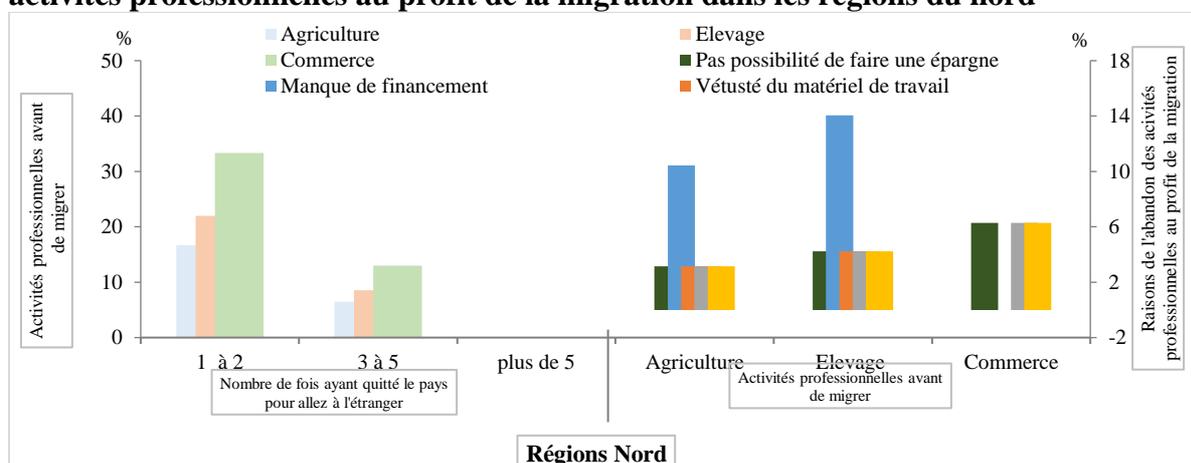
**Graphique 23 : Activités professionnelles avant de migrer et raisons de l'abandon des activités professionnelles au profit de la migration dans les régions du Sud et du Sud-Est**



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, les activités professionnelles que faisaient les gens avant de migrer sont principalement l'agriculture (45% environ des enquêtés), l'élevage (22% environ), commerce (5% environ), transports (moins de 5%). Pour les raisons de l'abandon des activités professionnelles au profit de la migration, il y a principalement, par ordre d'importance le manque de financement, le manque de possibilités de faire une épargne, le travail difficile, la non-possession des bénéfices gagnés, la vétusté du matériel de travail et la pression de la famille.

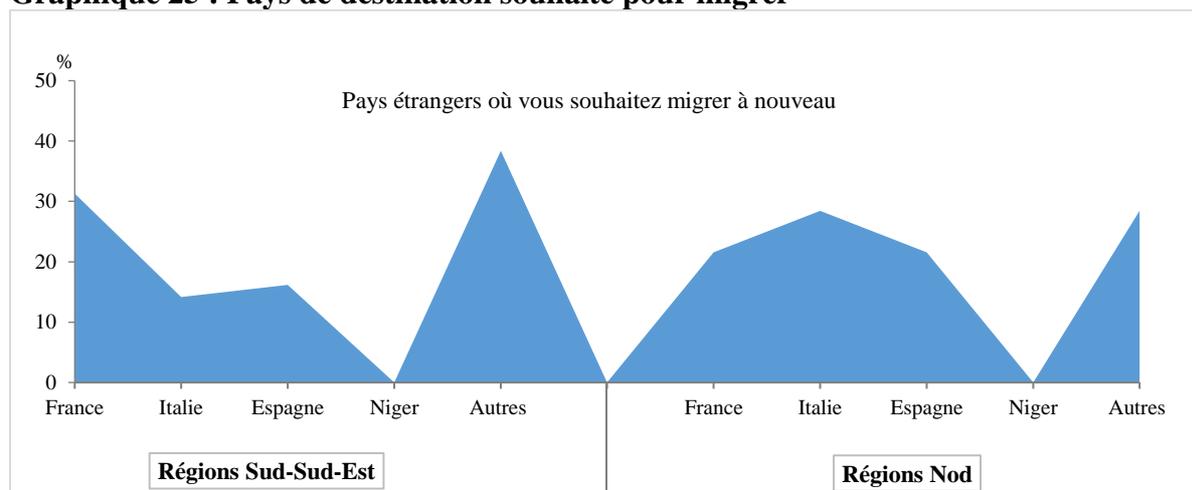
#### Graphique 24 : Activités professionnelles avant de migrer et raisons de l'abandon des activités professionnelles au profit de la migration dans les régions du nord



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Nord, les activités professionnelles qu'exerçaient les gens avant de migrer sont principalement le commerce, l'élevage et l'agriculture. S'agissant des raisons qui ont poussé à l'abandon de ces activités professionnelles au profit de la migration, on peut noter pour l'élevage, le manque de financement (14%), le manque de possibilité de faire une épargne, la vétusté du matériel de travail, la pression familiale et autres (4%) ; pour l'agriculture, il y a le manque de financement (10%), le manque de possibilité de faire une épargne, la vétusté du matériel de travail, la pression de la famille et autres (3%) ; et pour le commerce, on peut noter comme raisons le manque de possibilité de faire une épargne, la pression familiale (6%).

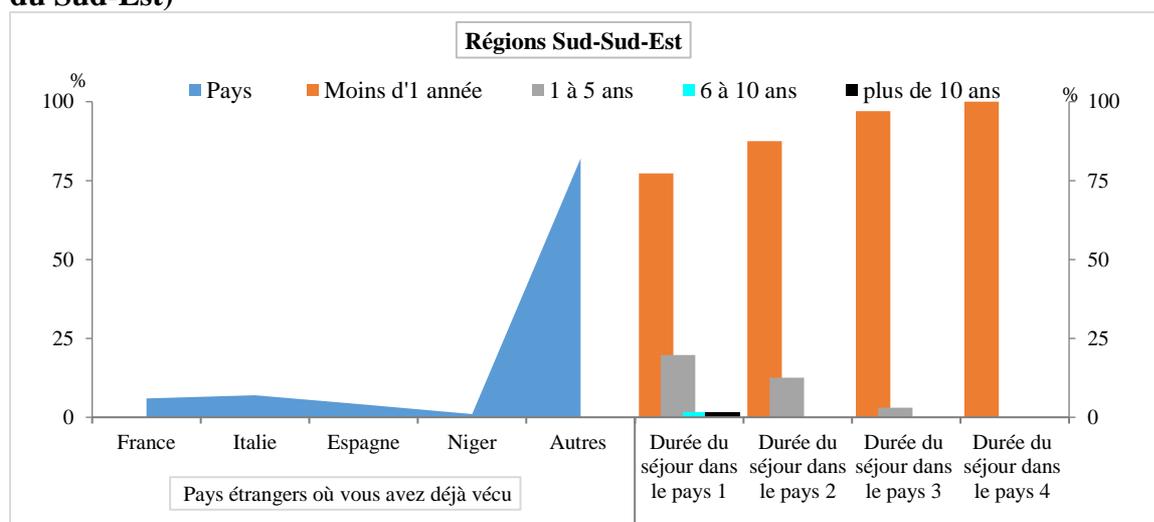
**Graphique 25 : Pays de destination souhaité pour migrer**



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, les pays où nos enquêtés souhaitent migrer à nouveau sont la France (un peu plus de 30%), l'Espagne (15%) et l'Italie (un peu moins de 15%) ; tandis que dans les régions du Nord, les pays cités sont l'Italie (environ 30%), l'Espagne et la France (25%) pour chacun des deux.

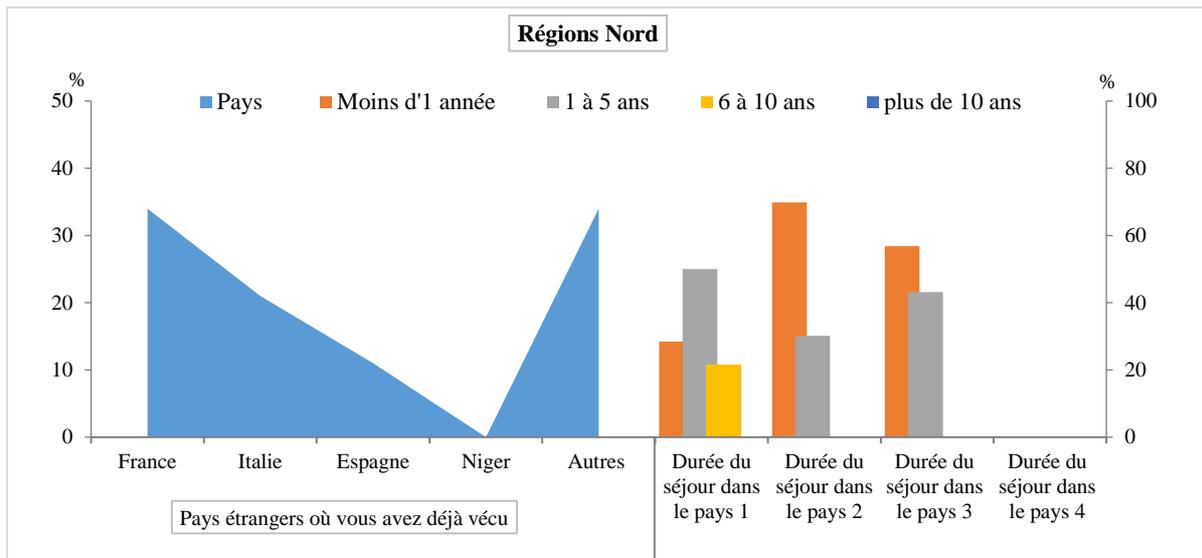
**Graphique 26 : Résidence dans un pays étranger et durée du séjour (Régions du Sud et du Sud-Est)**



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions Sud et du Sud-Est, en plus des autres pays (80% environ), l'Italie (10% environ), l'Espagne, la France et le Niger sont les pays où les migrants ont déjà vécu. La durée de séjour varie de moins d'un an (de 100% à 75%) à 1 à 5 ans principalement.

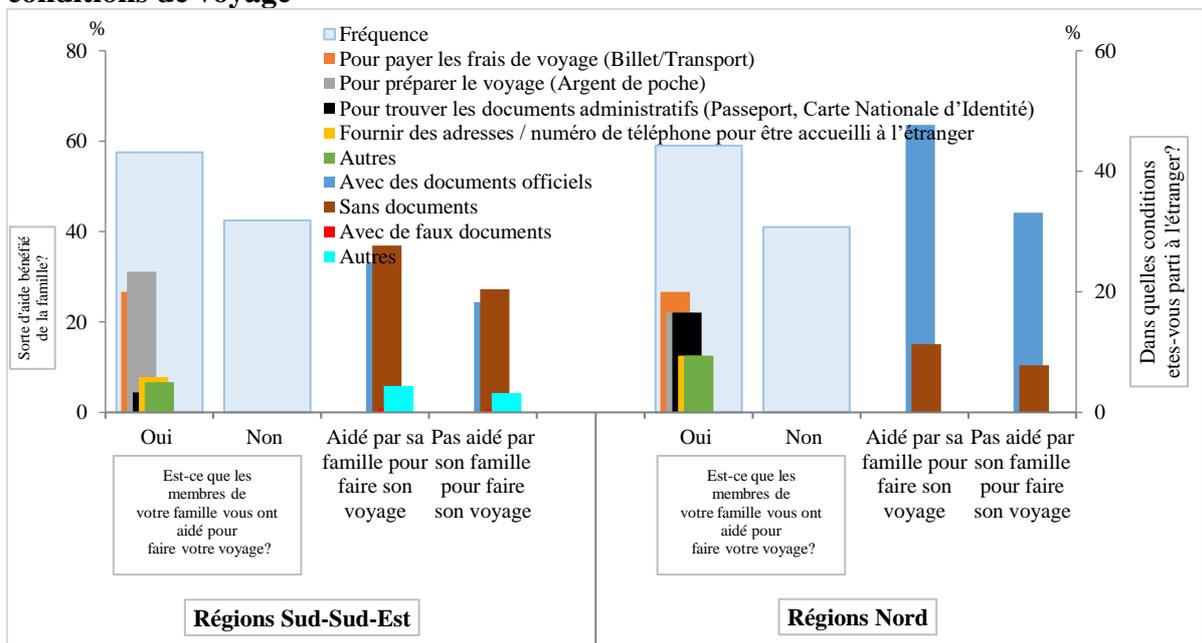
**Graphique 27 : Résidence dans un pays étranger et durée du séjour (Régions Nord)**



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Nord, les pays étrangers où les migrants ont déjà vécu sont à côté des autres pays, la France (35% environ), l'Italie (20%) et l'Espagne (10%). Pour les durées, on peut dire que pour le pays 1, cela varie de 1 à 5 ans (50%) et de 6 à 10 ans (un peu plus de 20%) en passant par moins d'un an (30%), pour le pays 2, on a moins d'un an (70%) et 1 à 5 ans (30%) et pour le pays 3, on a moins d'un an (60%) et 1 à 5 ans (environ 45%).

### Graphique 28 : Candidat au voyage aidé ou non par sa famille, type d'aide bénéficiée et conditions de voyage



Source de données : GERM, mai 2018

À la question « Si oui ou non les membres de la famille ont apporté leur aide pour faire le voyage, dans les régions du Sud et du Sud-Est ? », la réponse par l'affirmatif (environ 55%) l'emporte sur le non (environ 45% des réponses). S'agissant du type d'aide apporté par les membres de la famille au migrant, il y a celles relatives à la préparation du voyage ou l'argent de poche (40% environ), au paiement des frais de voyage (35% environ), à fournir des adresses/numéros de téléphones (environ 10%) ou pour trouver des documents administratifs.

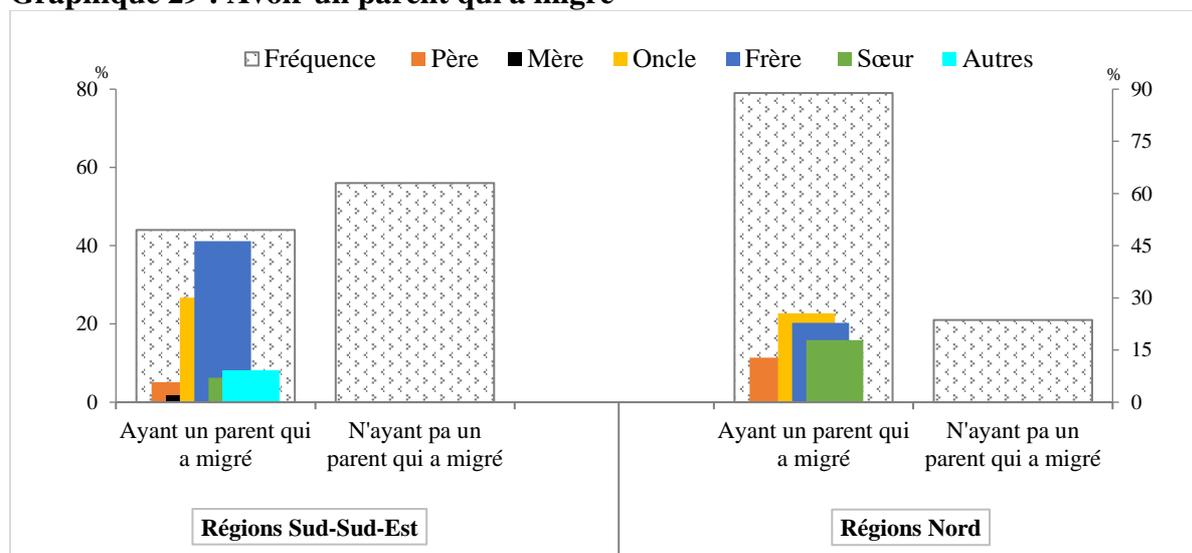
Par ailleurs, la majeure partie de ceux qui sont aidés par les membres de la famille, voyagent sans documents ou avec des documents officiels ; soit respectivement environ 50% et 45%. Ce sont les mêmes tendances trouvées pour ceux qui ne sont pas aidés par leur famille pour voyager.

Dans les régions du Nord de même, ceux qui sont aidés dans leur voyage par les membres de leurs familles sont supérieurs à ceux qui ne le sont pas (environ 35% contre 25%). Mais ici, l'aide est plus orientée vers le paiement des frais de voyage (un peu plus de 20%), la recherche des documents administratifs ou la préparation du voyage (un peu moins de 20%). Il y a d'autres sortes d'aides comme fournir des adresses/numéros et autres (10%). S'agissant des conditions de voyage, on constate que pour ceux qui sont aidés de même que pour ceux qui ne le sont pas, le voyage se fait souvent avec des documents officiels même s'il y en a certains qui partent sans documents.

### Chapitre 3 : Projet migratoire : des acteurs à la communauté

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, les enquêtés qui ont un parent qui a migré (environ 45%) sont moins nombreux que ceux qui n'en ont pas (presque 60%). Et parmi ces parents qui ont migré, les frères sont plus nombreux (40%), suivis de l'oncle (25%), des sœurs et du père (environ 5%) et de la mère (moins de 5%).

**Graphique 29 : Avoir un parent qui a migré**

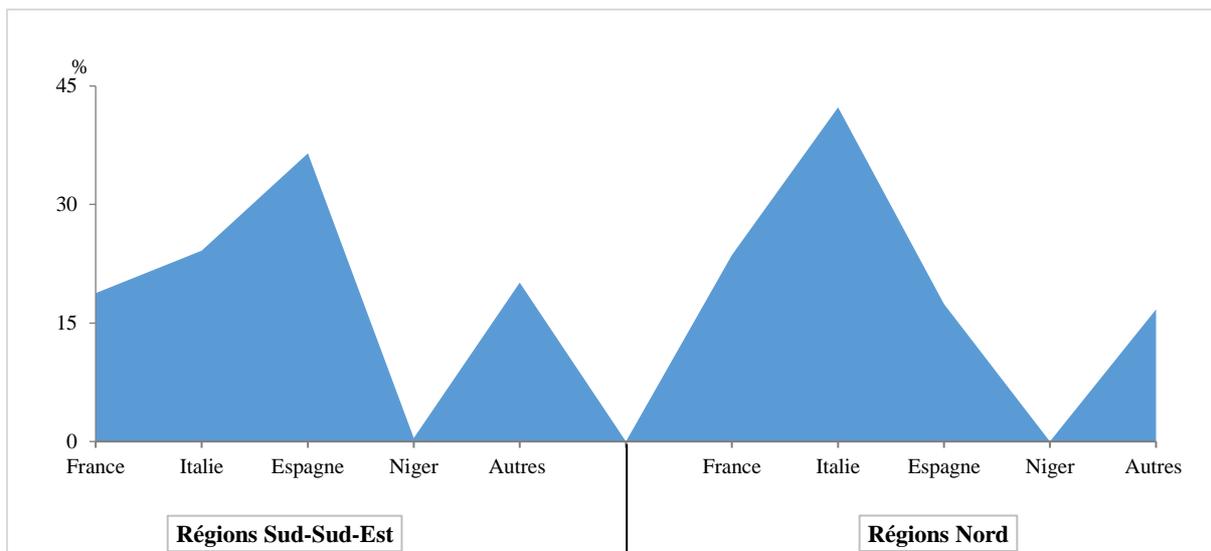


Source de données : GERM, mai 2018

Quant aux régions du Nord, ceux qui ont un parent qui a migré (environ 80%) sont plus nombreux que ceux qui n'en ont pas (20% environ). Parmi ces derniers, on peut noter l'oncle (environ 25%), les frères (20% environ), les sœurs (un peu plus de 15%) ou le père (15% environ).

Par conséquent, il y a une différence nette entre les régions du Sud et du Sud-Est et celles du Nord. Il y a également un écart entre ces deux pôles de régions lorsqu'il est question de s'intéresser aux pays de destinations de leurs migrants.

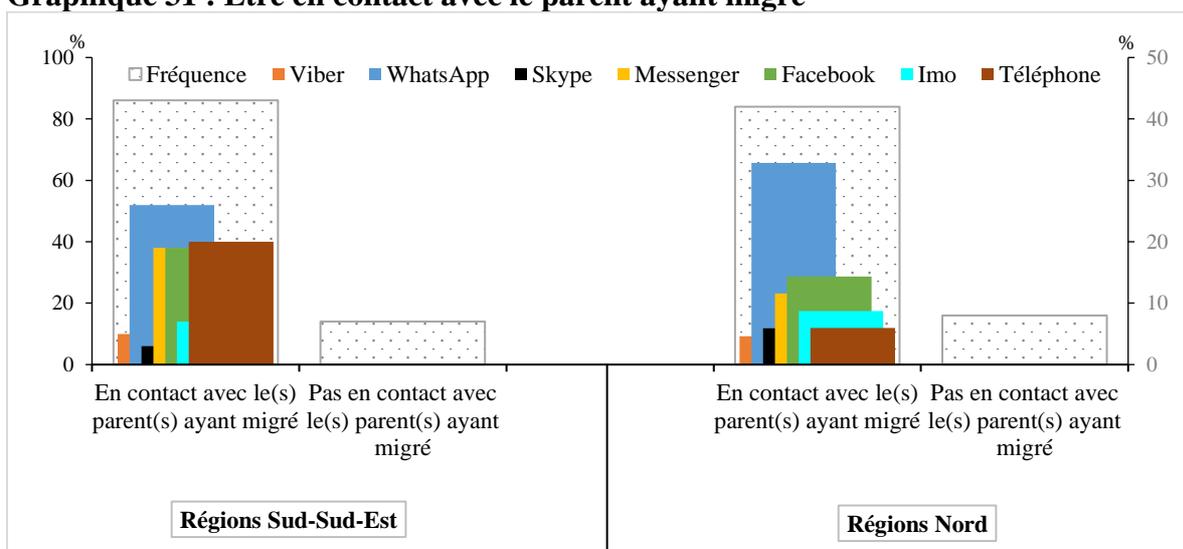
**Graphique 30 : Pays de destinations des parents ayant migré**



Source de données : GERM, mai 2018

Selon ce graphique, si dans les régions du Sud et du Sud-Est, la plupart des parents voyagent souvent en Espagne (40%) ou en Italie (25%), en ce qui concerne les régions du Nord, ces derniers sont en Espagne (environ 45%) et en France (25% environ).

### Graphique 31 : Être en contact avec le parent ayant migré

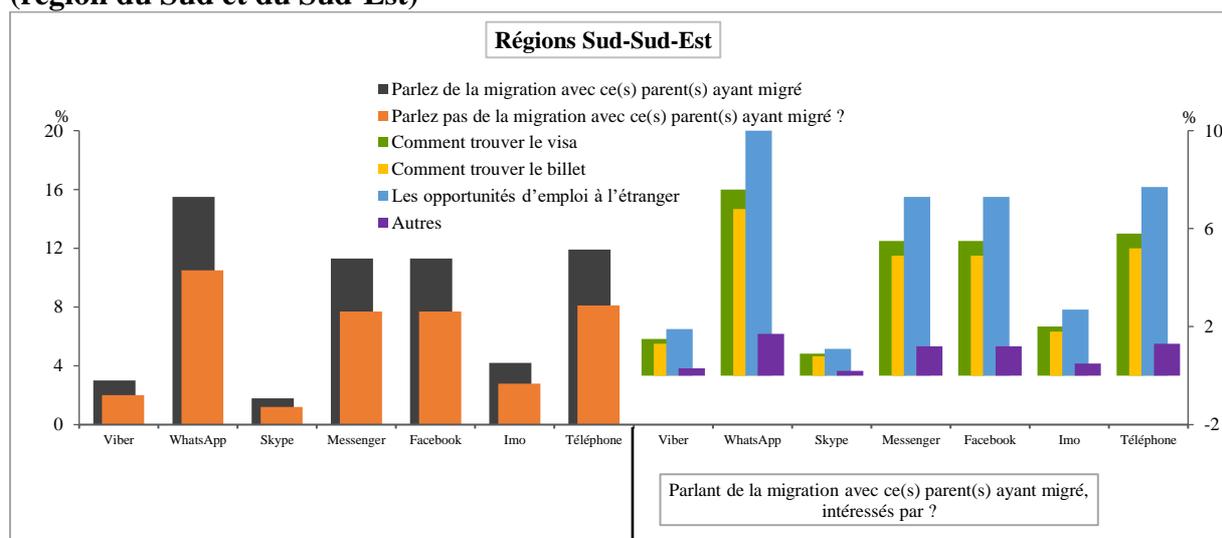


Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est comme dans les régions du Nord, les enquêtés qui sont en contact avec le parent qui a migré sont largement supérieurs à ceux qui ne le sont pas. Dans les deux zones, nous avons environ 85% pour le « oui » contre environ 15% pour le « non ».

S'agissant du canal de discussion dans les régions du Sud et du Sud-Est, WhatsApp domine avec environ un taux d'usage de 25% suivis du téléphone (un peu plus de 20%), de Messenger et de Facebook (un peu moins de 20% pour chaque canal), de Imo (environ 10%), de Viber (un peu plus de 5%) et de Skype (moins de 5%). Et dans les régions du Nord, à côté de WhatsApp (un peu plus de 30%), nous avons Facebook (15%) et Messenger qui suit de très près, Imo (10%), Skype et téléphone (un peu plus de 5%) et enfin Viber (presque 5%).

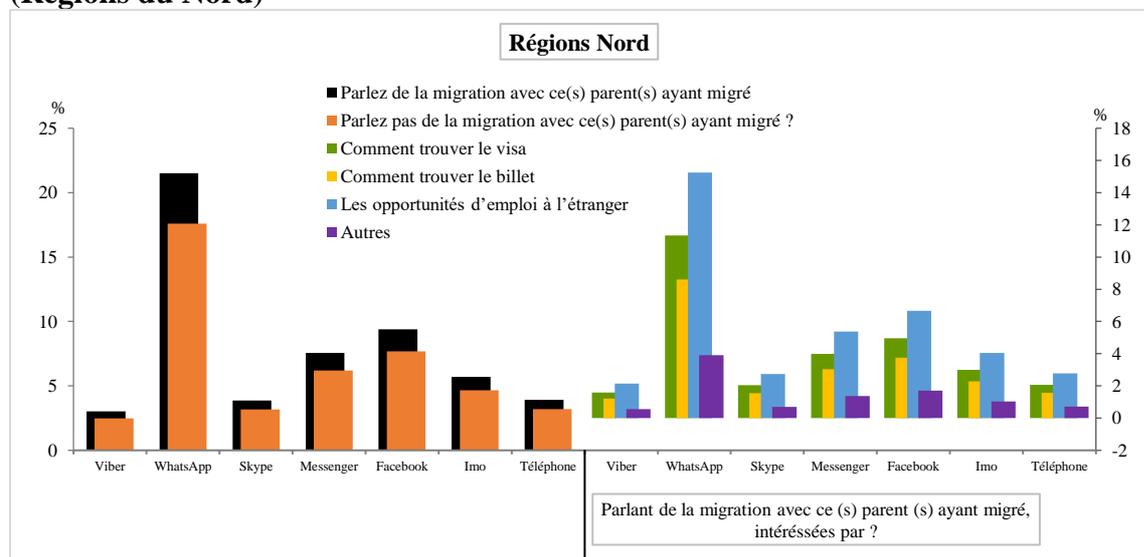
**Graphique 32 : Canal de discussion avec un parent ayant migré et objet de la discussion (région du Sud et du Sud-Est)**



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, quel que soit le canal considéré, ceux qui parlent de la migration avec le parent qui a migré sont largement supérieur à ceux qui n'en parlent pas. Ainsi, seulement pour WhatsApp, on a 16% contre 12% environ. Des sujets évoqués à travers ces réseaux sociaux, nous avons par ordre de priorité les opportunités d'emploi à l'étranger, comment trouver un visa ou de comment trouver le billet. Et en considérant WhatsApp, on aura 10%, 7% et 6%.

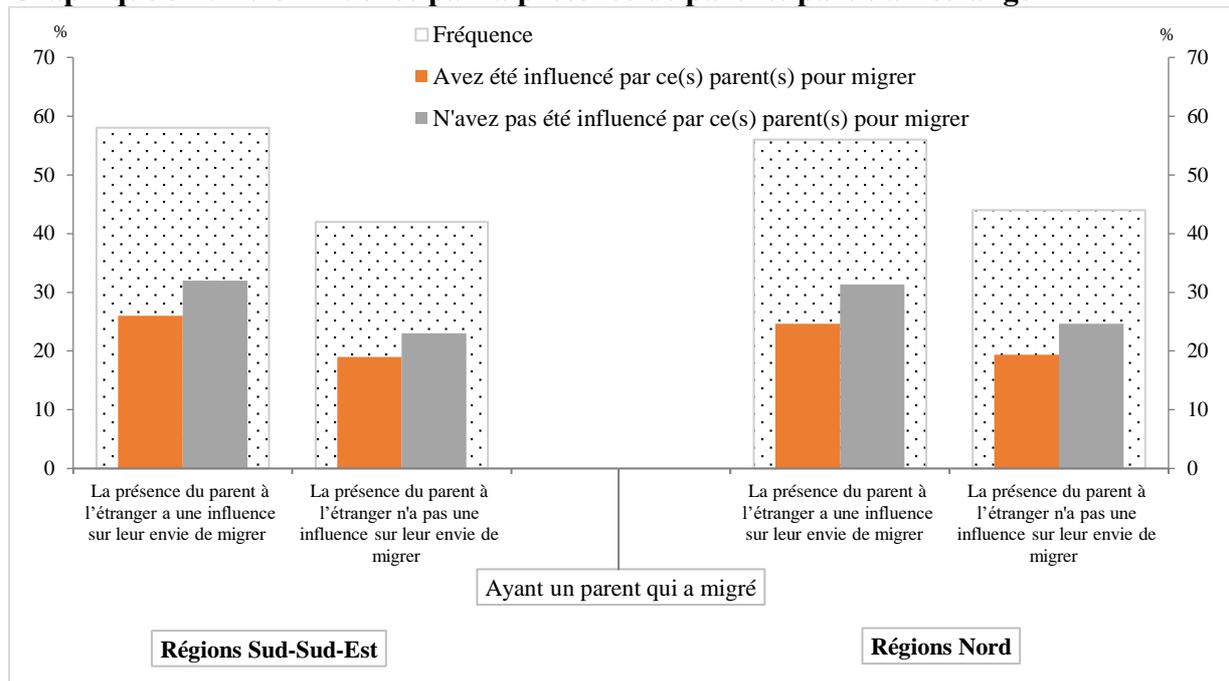
**Graphique 33 : Canal de discussion avec le parent ayant migré et objet de la discussion (Régions du Nord)**



Source de données : GERM, mai 2018

De même, dans les régions du Nord, les enquêtés qui parlent de la migration avec le parent qui a migré, quel que soit le canal utilisé, restent plus nombreux que ceux qui n'en parlent pas. Ainsi, pour WhatsApp qui se trouve être le canal le plus utilisé, on a environ 22% contre 18%. Et s'agissant des thèmes de discussion, nous pouvons noter, par ordre d'importance, les opportunités d'emploi à l'étranger, comment trouver le visa et comment trouver le billet. Et considérant WhatsApp, on aura respectivement 15%, 12% et 8%.

**Graphique 34 : Être influencé par la présence de parents partis à l'étranger**

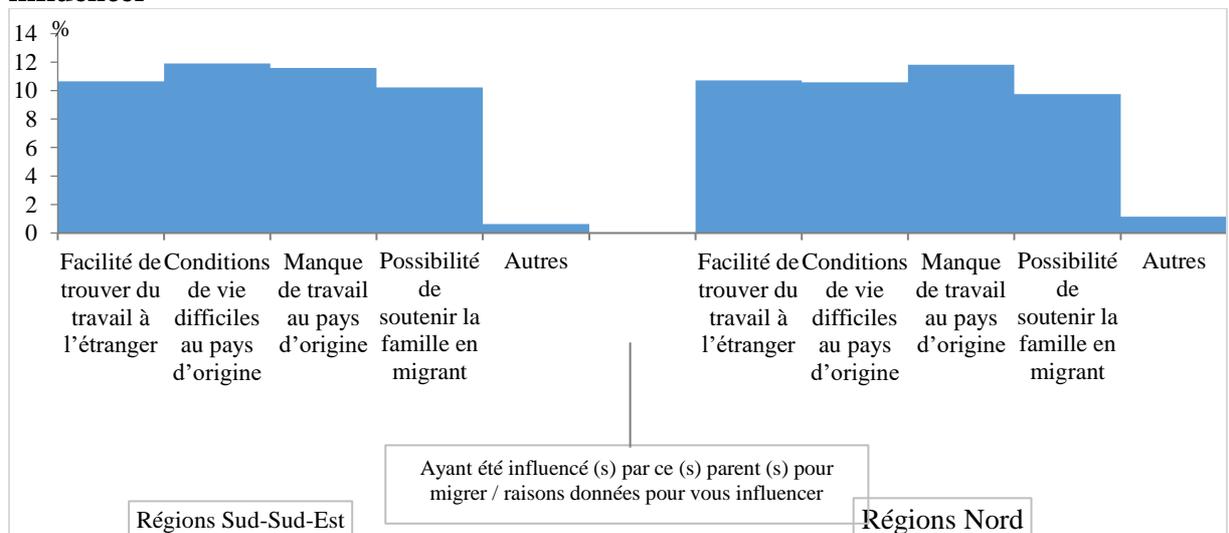


Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, même si les enquêtés qui ont accepté que la présence des parents à l'étranger a une influence sur leur envie de migrer (presque 60%) sont plus nombreux que ceux qui ne l'ont pas accepté (presque 40%), dans les deux camps, ceux qui ne sont pas influencés par ces derniers restent moins importants que ceux qui le sont.

De même, dans les régions du Nord, les enquêtés qui ont estimé que la présence du parent à une influence sur leur envie de migrer (55%) sont plus nombreux que ceux qui ne l'ont pas accepté (45%) mais, nous avons constaté grâce à ce graphique que ceux qui sont influencés sont moins important que ceux qui ne le sont pas.

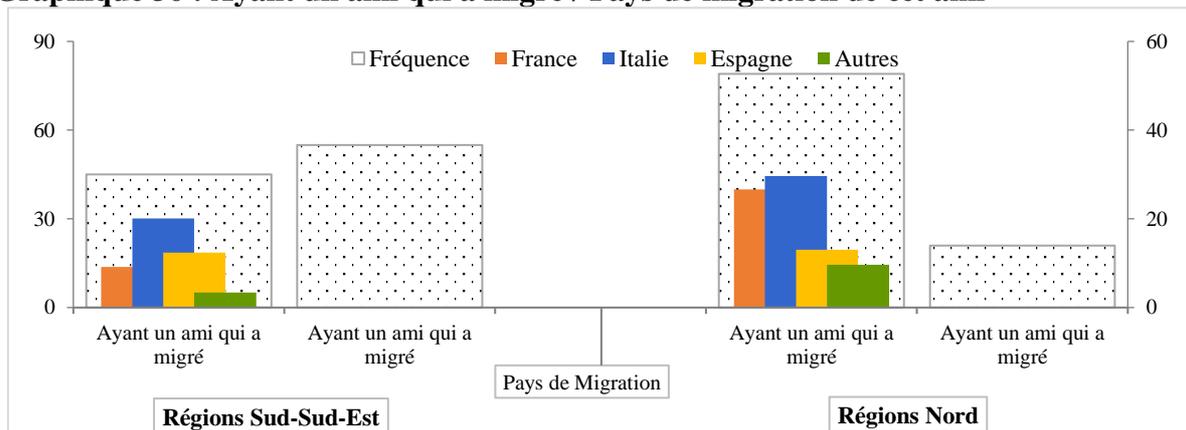
**Graphique 35 : Ayant été influencé par le parent qui a migré / raisons données pour vous influencer**



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, les raisons qui ont poussé les enquêtés à être influencés par le parent qui a migré sont diverses et importantes. Ainsi, on peut en citer : les conditions de vie difficiles au pays d'origine à 12% environ, le manque de travail au pays d'origine à 11,5%, la facilité de trouver du travail à l'étranger à 10,5% environ et la possibilité de soutenir la famille en migrant à 10% environ. Dans les régions du Nord par contre, parmi ces raisons, nous pouvons noter le manque de travail au pays d'origine à presque 12%, la facilité de trouver du travail à l'étranger ou les conditions de vie difficiles au pays d'origine à 10,5% environ et la possibilité de soutenir la famille en migrant.

**Graphique 36 : Ayant un ami qui a migré / Pays de migration de cet ami**

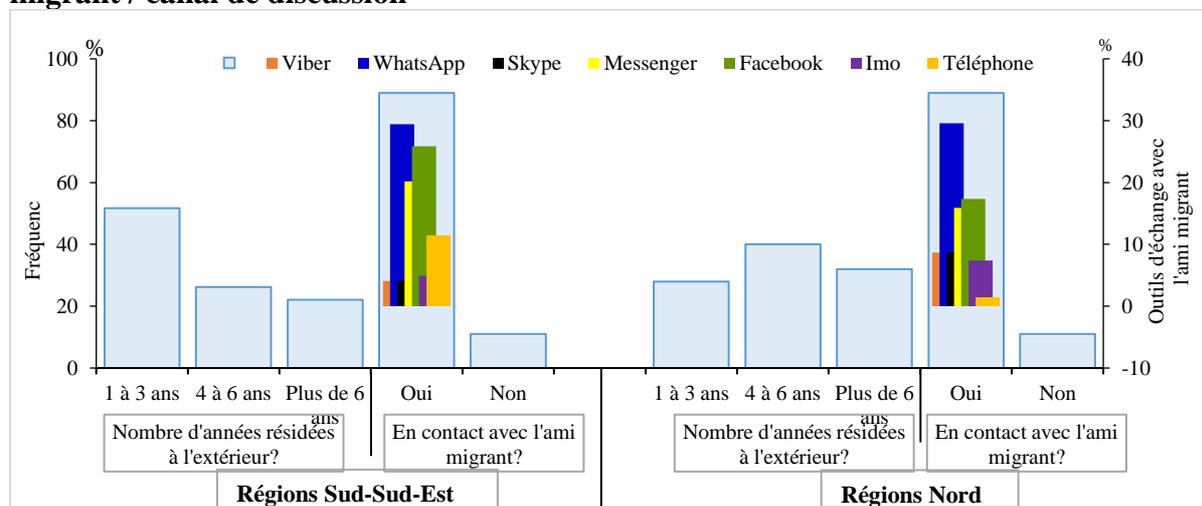


Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, les enquêtés qui ont un ami qui a migré (environ 45%) sont moins nombreux que ceux qui n'en ont pas (55% environ). Mais il faut surtout noter que la plupart de ces amis sont souvent en Italie (20% environ). D'autres sont aussi en Espagne (près de 15%) ou en France (environ 10%).

Dans les régions du Nord, cependant, les enquêtés qui ont un ami qui a migré (80% environ) sont plus nombreux que ceux qui n'en ont pas (presque 20%). Les pays de migration de ces amis sont en priorité l'Italie (à presque 30%), la France (à environ 25%), l'Espagne (à environ 15%) et les autres pays (10% environ).

**Graphique 37 : Nombre d'années de résidence à l'étranger / en contact avec l'ami migrant / canal de discussion**

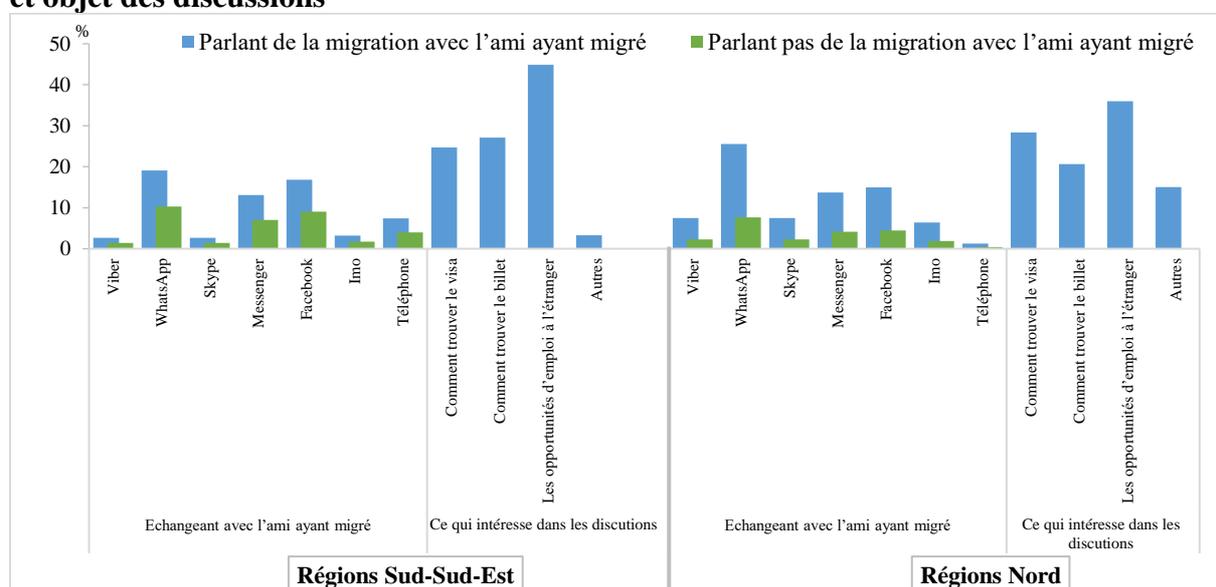


Source de données : GERM, mai 2018

Le constat est que 50% environ des amis migrants et originaires des régions du Sud et du Sud-Est ont fait 1 à 3 ans à l'extérieur contre 25% pour ceux qui ont 4 à 6 ans et 20% environ pour ceux qui ont passé plus de 6 ans à l'extérieur. De plus, environ 90% des enquêtés affirment être en contact avec leur ami résidant à l'extérieur soit par WhatsApp (30%), par Facebook (plus de 25%), par Messenger (20%), par téléphone (10% environ), par Imo (5%) et par Viber et Skype (moins de 5%).

Dans les régions du Nord, 40 % environ des amis migrants sont à l'étranger depuis 4 à 6 ans contre 35% pour ceux qui ont fait à l'étranger plus de 6 ans et 30% pour 1 à 3 ans. Par ailleurs, presque les 90% des enquêtés disent qu'ils sont en contact avec leur ami à l'étranger et les canaux utilisés pour discuter sont WhatsApp à 30% environ, Facebook à un peu moins de 20%, Messenger à environ 15%, Viber et Skype à environ 10%, Imo à un peu moins de 10% et téléphone à moins de 5%.

**Graphique 38 : Échange avec l'ami parti à l'étranger / canaux utilisés pour les échanges et objet des discussions**

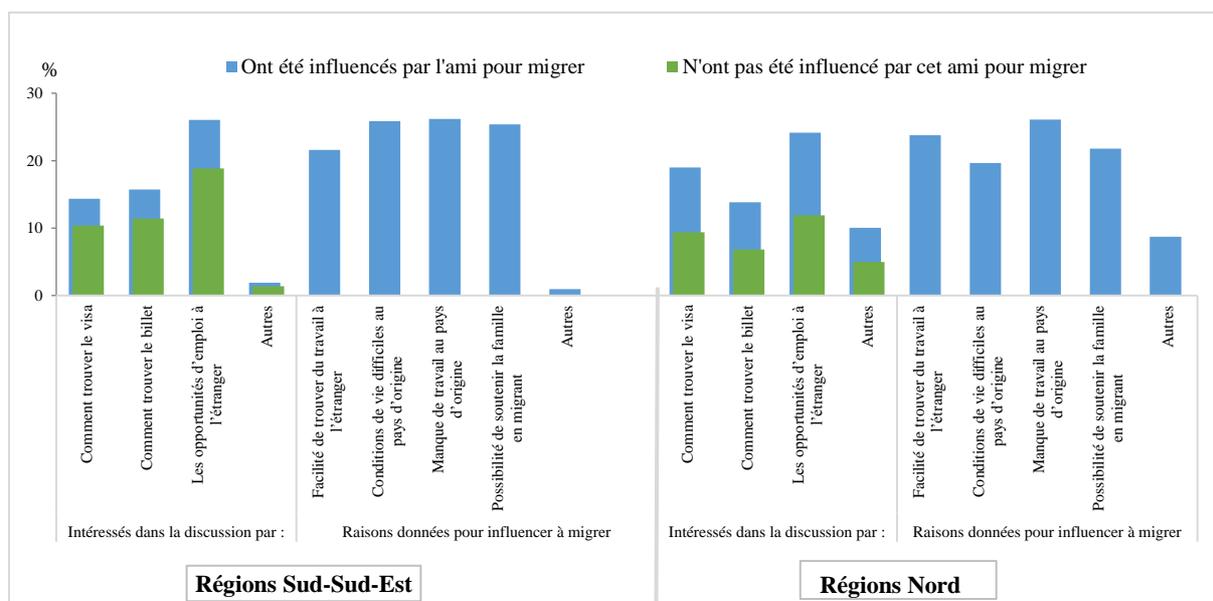


Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, dans les échanges avec l'ami ayant migré, c'est WhatsApp qui est plus utilisé comme canal de communication. De plus, il est constaté que ceux qui parlent de la migration sont plus nombreux que ceux qui n'en parlent pas. Et les discussions tournent autour des thèmes relatifs aux opportunités d'emploi à l'étranger (environ 45%), à comment trouver le billet (presque 30%) et à comment trouver le visa (25% environ).

De même, dans les régions du Nord, WhatsApp est le canal qui est le plus utilisé dans les discussions avec l'ami ayant migré. Mais quel que soit aussi le canal utilisé par les enquêtés, ceux qui parlent de la migration sont encore plus nombreux que ceux qui n'en parlent pas. Et comme thèmes de discussion, on peut noter les opportunités d'emploi à l'étranger (40%), comment trouver le visa (30%) et comment trouver le billet (25%).

**Graphique 39 : Etre influencé par un ami pour migrer et les raisons données pour être influencé**

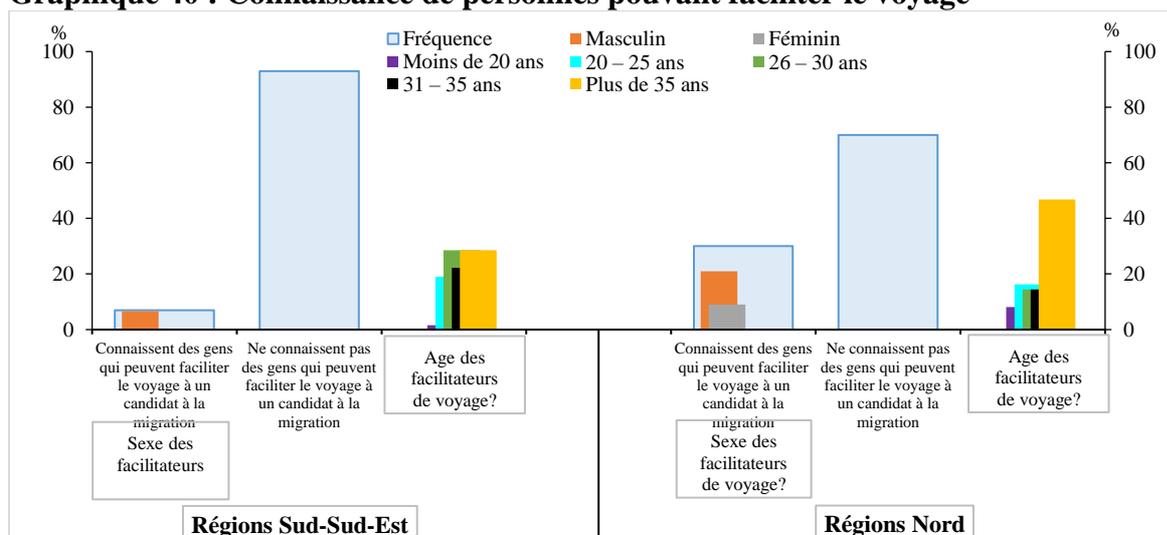


Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, quel que soit ce qui les intéresse dans les discussions, les enquêtés qui ont été influencés par l'ami pour migrer restent plus nombreux que ceux qui ne le sont pas. Les raisons qui les ont plus influencés sont les conditions de vie difficiles au pays d'origine (près de 30%) et le manque de travail au pays d'origine (près de 30%). À côté, on peut noter aussi la possibilité de soutenir la famille en migrant (environ 25%).

Dans les régions du Nord, de même, quel que soit le contenu des discussions, les enquêtés qui ont été influencés par l'ami pour migrer sont plus nombreux que ceux qui ne le sont pas. Parmi les raisons avancées pour influencer un ami à migrer, on peut noter la facilité de trouver du travail à l'étranger (environ 25%) et la possibilité de soutenir la famille en migrant (à environ 20%).

#### Graphique 40 : Connaissance de personnes pouvant faciliter le voyage



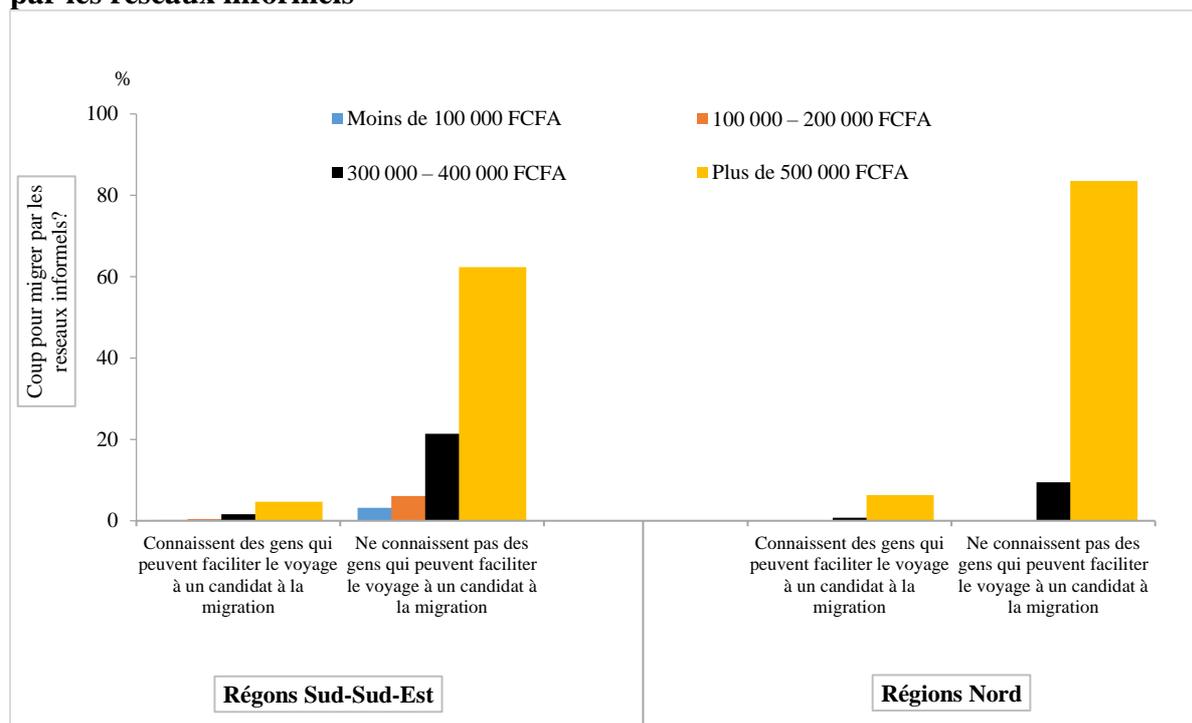
Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, la majeure partie des enquêtés (90%) ne connaissent pas de facilitateurs de voyage contre 10% seulement pour ceux qui en connaissent. Ces facilitateurs

connus sont tous de sexe masculin. S'agissant de leur âge, il varie entre 26 et 30 ans et plus de 35 ans (30%), 31-35 ans (un peu plus de 20%) et 20-25 ans (20%).

Dans les régions du Nord, les enquêtés ne connaissant pas de gens pouvant faciliter le voyage (70%) restent plus nombreux que ceux qui en connaissent (30%) où les hommes représentent les 20% environ et les femmes les 10%. Pour ce qui est de leur âge, les plus de 35 ans représentent les 50% environ et le reste (20-25 ans, 26-30 ans, 31-35 ans et moins de 20 ans) représente moins de 20%.

**Graphique 41 : Connaissance de personnes pouvant faciliter le voyage / coût pour migrer par les réseaux informels**

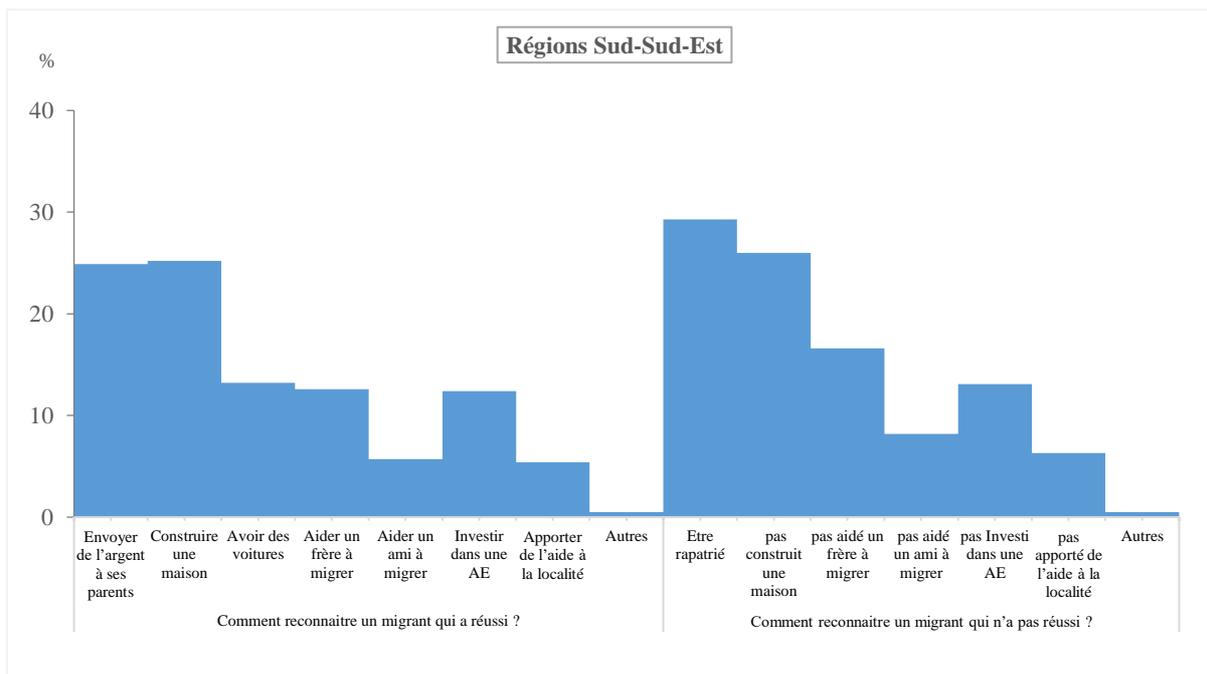


Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, seulement 5% des gens connaissant des facilitateurs payent plus de 500 000 FCFA pour voyager par les réseaux informels tandis que pour les gens ne connaissant pas de facilitateurs, plus de 60% payent plus de 500 000 FCFA, environ 20% payent 300 000-400 000 FCFA, environ 5% payent entre 100 000 et 200 000 FCFA et moins de 5% pour moins de 100 000 FCFA.

Par contre, dans les régions du Nord, plus de 5% des gens ne connaissant pas de facilitateurs payent plus de 500 000 FCFA. Mais pour les gens ne connaissant pas de facilitateurs, ces taux sont plus élevés. En effet, plus 80% environ de ces derniers payent plus de 500 000 FCFA contre environ 10% payent entre 300 000 et 400 000 FCFA.

**Graphique 42 : Comment reconnaître un migrant qui a réussi ou pas dans les régions du Sud et du Sud-Est**

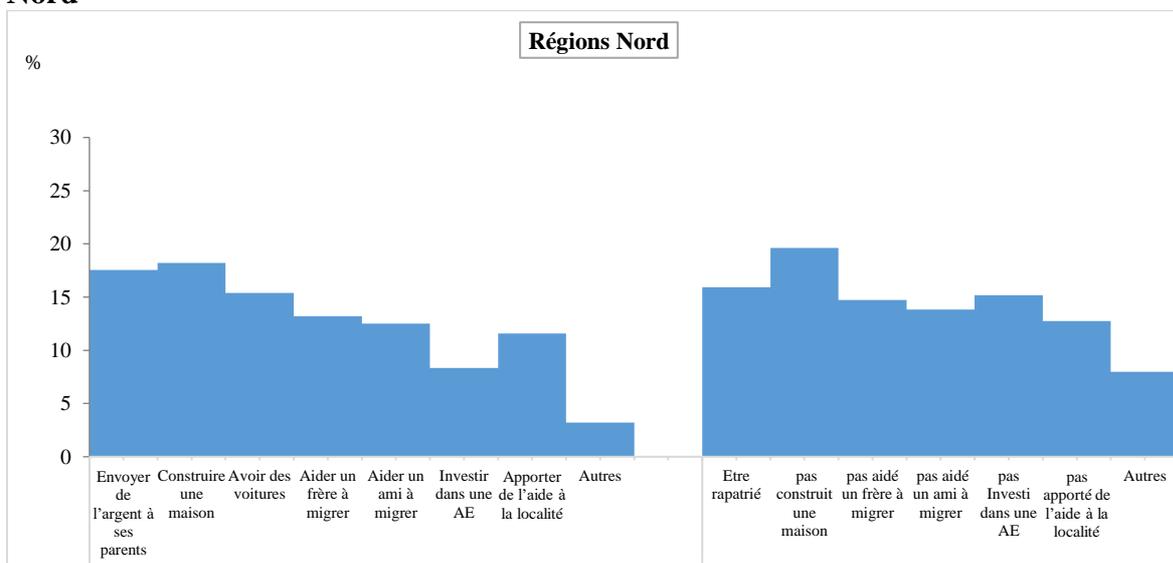


Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, parmi les signes d'un migrant qui a réussi, on peut noter la construction d'une maison (avec un taux 26% environ) et l'envoi de l'argent à ses parents (25%). D'autres signes aussi comme des voitures, aider un frère à migrer ou investir dans une activité économique (un peu plus de 10%) à côté d'autres comme aider un ami à migrer ou apporter de l'aide à la localité (5% des réponses).

Cependant, être rapatrié avec un taux de 30% des réponses est le signe le plus remarqué d'un migrant qui n'a pas réussi. Le fait de ne pas construire une maison aussi (un peu plus de 25%), le fait de ne pas aider un frère (15%) ou de ne pas investir (un peu moins de 15%) sont à noter parmi les signes d'un manque de réussite d'un migrant à côté du fait de ne pas aider un ami à migrer ou de ne pas apporter une aide à la localité.

### Graphique 43 : Comment reconnaître un migrant qui a réussi ou pas dans les régions du Nord

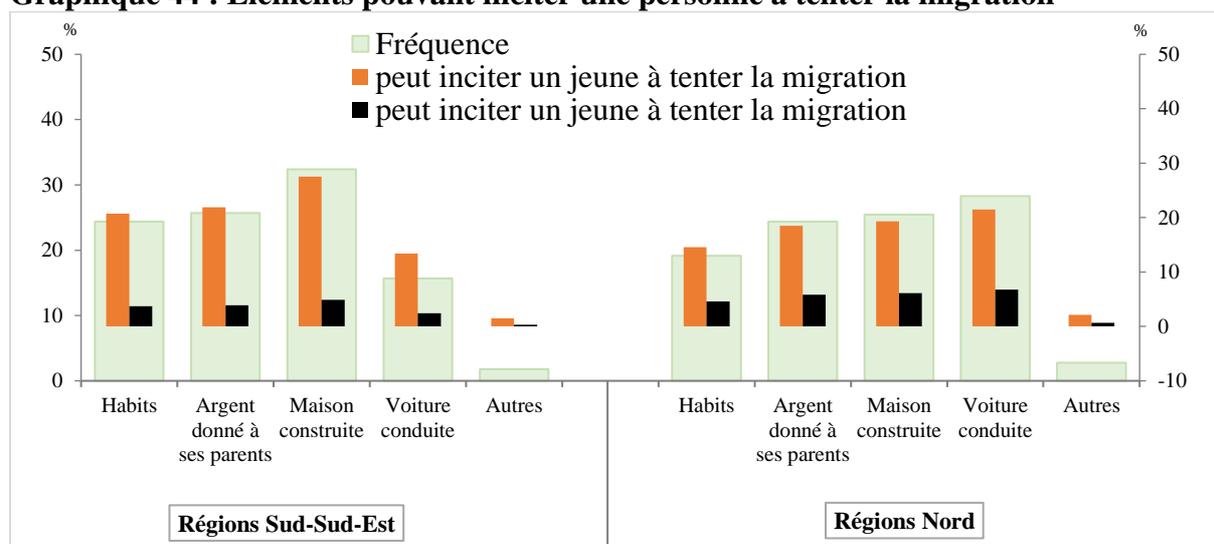


Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Nord, pour reconnaître un migrant qui a réussi, il faut plus se focaliser sur la construction d'une maison (18% environ des réponses), sur l'envoi de l'argent à ses parents (17% environ) ou sur le fait d'avoir des voitures (15%). À cela, s'ajoutent le fait d'aider un frère à migrer (13% environ), d'aider un ami à migrer (13,5% environ) ou d'apporter une aide à la localité (12% environ).

Le fait de ne pas construire une maison (20% des réponses) est le signe le plus en vue d'un migrant qui n'a pas réussi. À cela, s'ajoutent le fait d'être rapatrié (17%), de ne pas investir dans une activité économique (16% environ), de ne pas aider un frère à migrer (15%), de ne pas aider un ami à migrer (14% environ) ou de ne pas apporter une aide à la localité (13%).

**Graphique 44 : Éléments pouvant inciter une personne à tenter la migration**

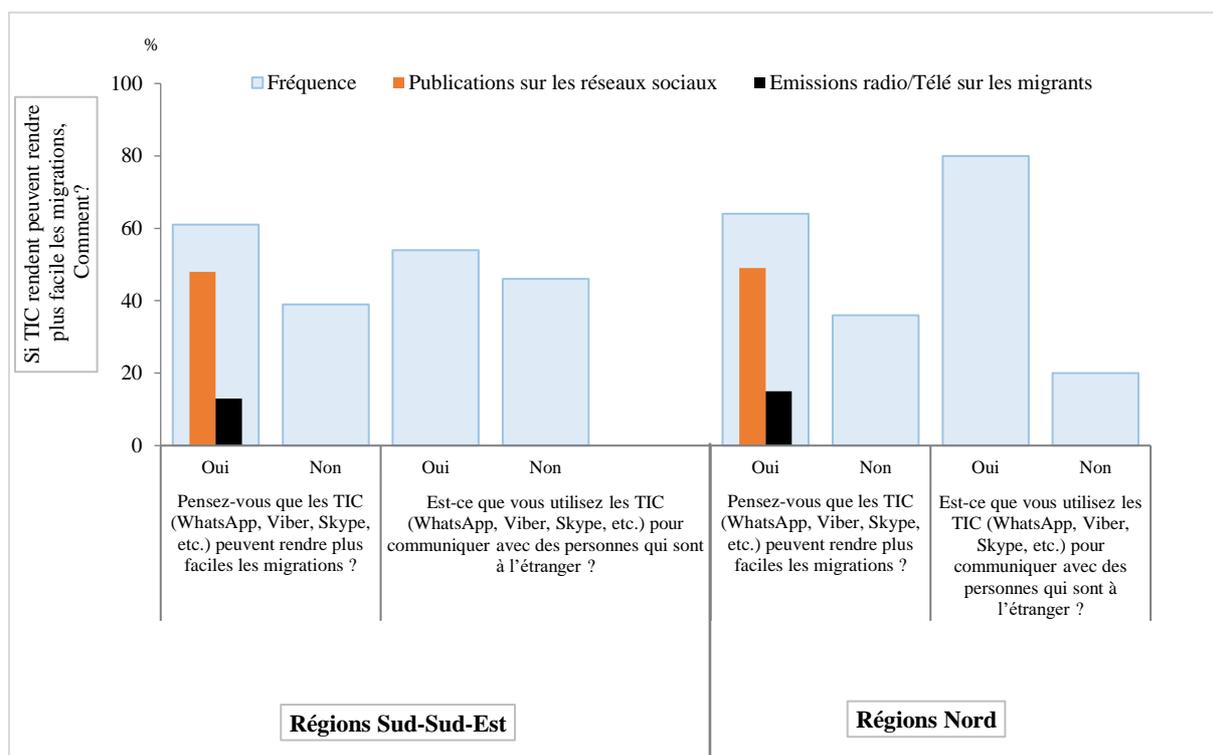


Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, la maison construite est un élément qui peut inciter, à 30% environ, le jeune à migrer. À côté, il y a l'argent donné au parent (à peu près 25%), les habits (plus de 20%) et la voiture conduite à environ 15% de fréquence.

Cependant dans les régions du Nord, la priorité est donnée à la voiture conduite (à plus de 20%), à la maison construite et à l'argent donné à ses parents (20% environ). Les habits aussi sont à compter parmi ces signes avec une fréquence de plus de 15%.

**Graphique 45 : Utilisation des TIC dans le cadre des projets migratoires**



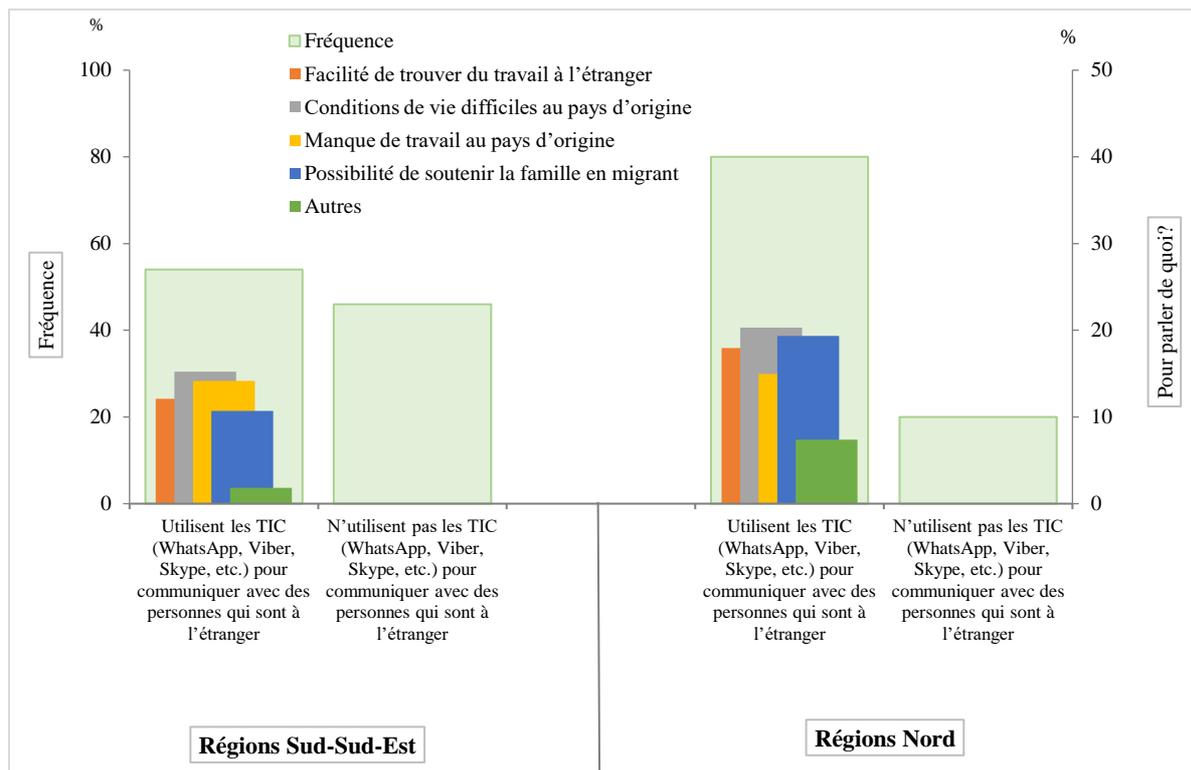
Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et Sud-Est, environ 60% des enquêtés pensent que les TIC peuvent rendre plus faciles les migrations contre environ 40% pour le « non ». Une facilitation qui passe plus par les publications sur les réseaux sociaux (environ 50%) que sur les émissions radio/télé sur les migrants.

De plus, environ 55% des enquêtés utilisent les TIC pour communiquer avec des personnes qui sont à l'étranger contre environ 45% pour ceux qui ne l'utilisent pas.

Dans les régions du Nord, ce sont environ un peu plus de 60% des enquêtés qui pensent que les TIC peuvent rendre plus faciles les migrations contre un peu moins de 40%. Une facilitation qui passe plus à travers les publications sur les réseaux sociaux (50% environ) que sur les émissions radio/télé sur les migrants (10%). Par ailleurs, environ plus de 80% des enquêtés utilisent les TIC pour communiquer avec des personnes qui sont à l'étranger contre environ 20% pour ceux qui ne l'utilisent pas.

#### Graphique 46 : Contenu de la discussion avec les personnes qui sont à l'étranger à travers les TIC

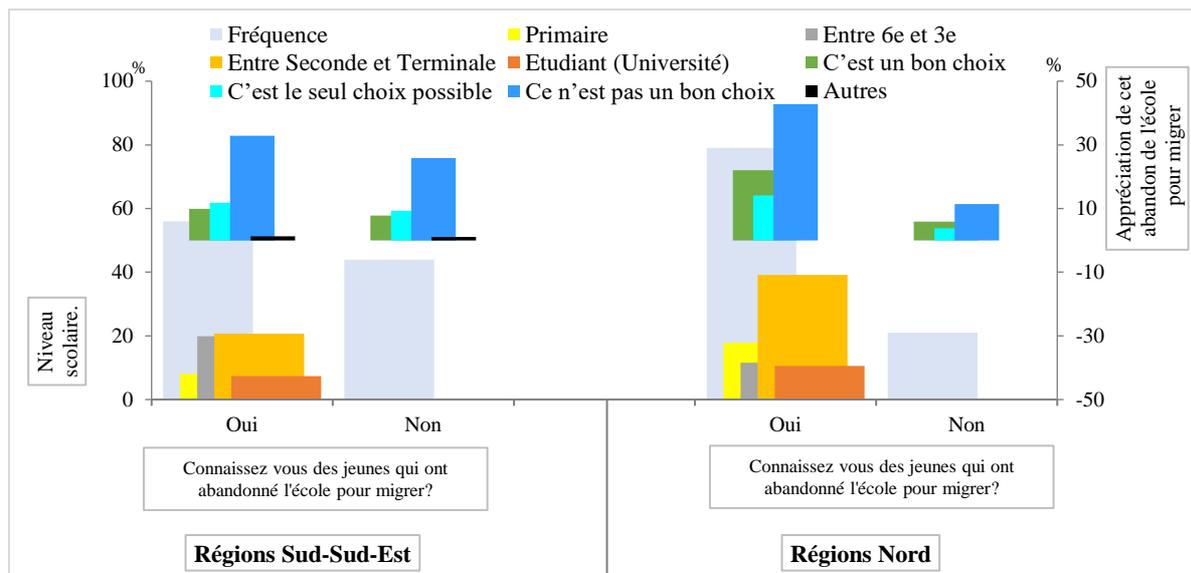


Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, s'agissant du contenu des discussions avec les personnes qui sont à l'étranger à travers les TIC, on peut noter comme le plus important les conditions de vie difficiles au pays d'origine (15% environ). À cela, on peut ajouter le manque de travail au pays d'origine (un peu moins de 15%), les facilités de trouver du travail à l'étranger (environ 12%) et les possibilités de soutenir la famille en migrant (un peu plus de 10%).

Dans les régions du Nord, les conditions de vie difficile au pays d'origine sont à un taux de 20% suivis de très près par les possibilités de soutenir la famille en migrant, la facilité de trouver du travail à l'étranger (moins de 20%), le manque de travail au pays d'origine (15% environ) et autres (moins de 10%).

**Graphique 47 : Connaissance de jeunes ayant abandonné l'école pour migrer, leur niveau scolaire et la raison de l'abandon**



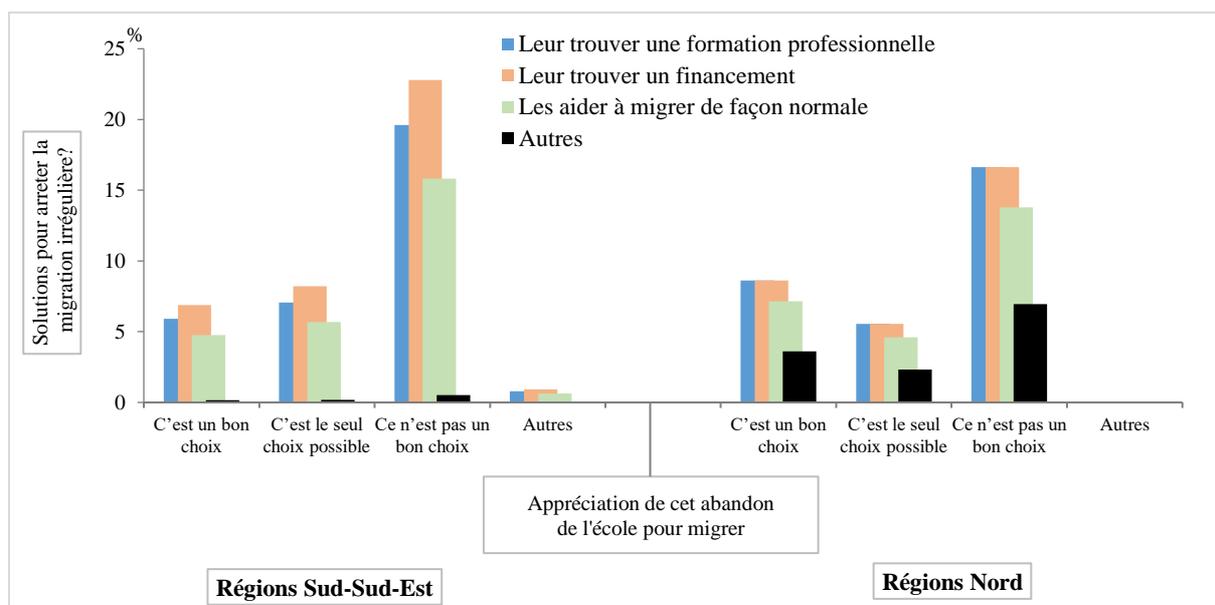
Source de données : GERM, mai 2018

Environ 55% des enquêtés des régions du Sud et du Sud-Est connaissent des jeunes qui ont abandonné l'école au profit de la migration. La plupart d'entre eux ont un niveau d'entre 6<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> (20%) ou d'entre Seconde et Terminale (20%). Les étudiants et les élèves de Primaire font chacun moins de 10%. D'ailleurs, c'est un phénomène qui n'est pas apprécié dans cette zone. En effet, même si la plupart des enquêtés (30%) pensent que ce n'est pas un bon choix, les 10% environ estiment que c'est le seul choix possible contre environ 8% pour ceux qui jugent que ce n'est pas un bon choix.

Dans les régions du Nord, par contre, 80% des enquêtés affirment avoir connu des jeunes qui ont abandonné l'école pour migrer. Environ 40% de ces jeunes ont un niveau d'entre Seconde et Terminale contre 20% pour le Primaire et 10% pour les étudiants et pour les élèves d'entre 6<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup>. Toutefois, il faut noter que c'est un phénomène qui n'est pas du tout apprécié dans cette zone. Car, 40% des enquêtés jugent que ce n'est pas un bon choix contre 15% qui estiment que c'est un bon choix et 10% qui défendent que c'est le seul choix possible.

Il faut préciser que l'abandon scolaire pour certains élèves n'entraîne pas un voyage immédiat. Pour la majeure partie des personnes interrogées, elles ont quitté l'école à bas âge avec un niveau d'entre 6<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> (20%) mais leurs premiers voyages vers l'étranger se sont effectués plus tard.

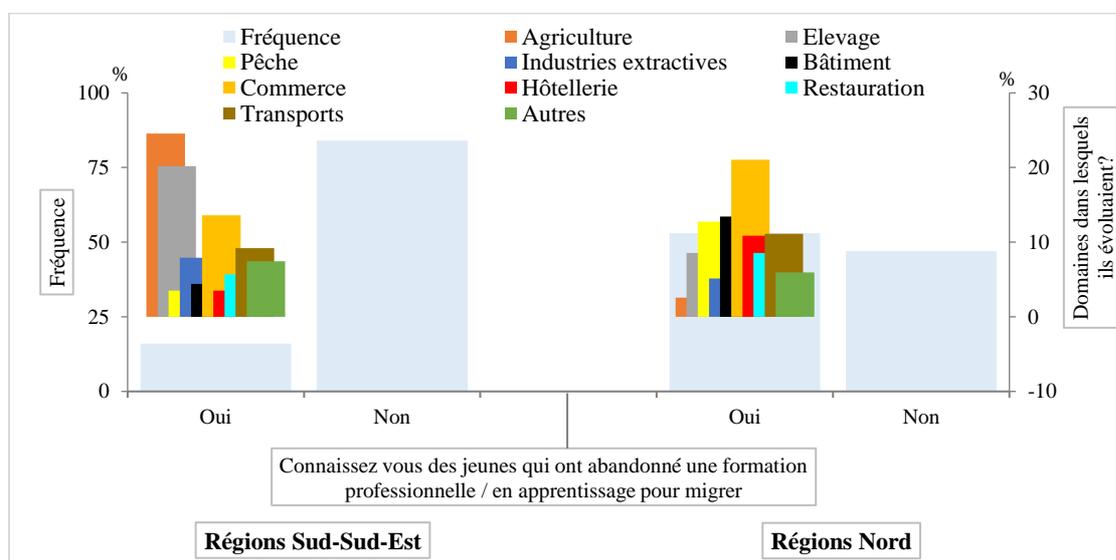
#### Graphique 48 : Solutions pour arrêter la migration irrégulière et appréciation de l'abandon de l'école pour migrer



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, les solutions proposées pour arrêter la migration irrégulière sont plus orientées vers le fait de trouver aux jeunes un financement ou leur trouver une formation professionnelle que de les aider à migrer de façon normale. Ce sont aussi presque les mêmes tendances constatées dans les régions du Nord où trouver une formation professionnelle aux jeunes et un financement demeurent les solutions les plus préconisées par les enquêtés. Viennent ensuite ce qui pense qu'il faut les aider à migrer de façon normale.

#### Graphique 49 : Connaissance de jeunes ayant abandonné une formation professionnelle pour migrer et domaines dans lesquels ils évoluaient



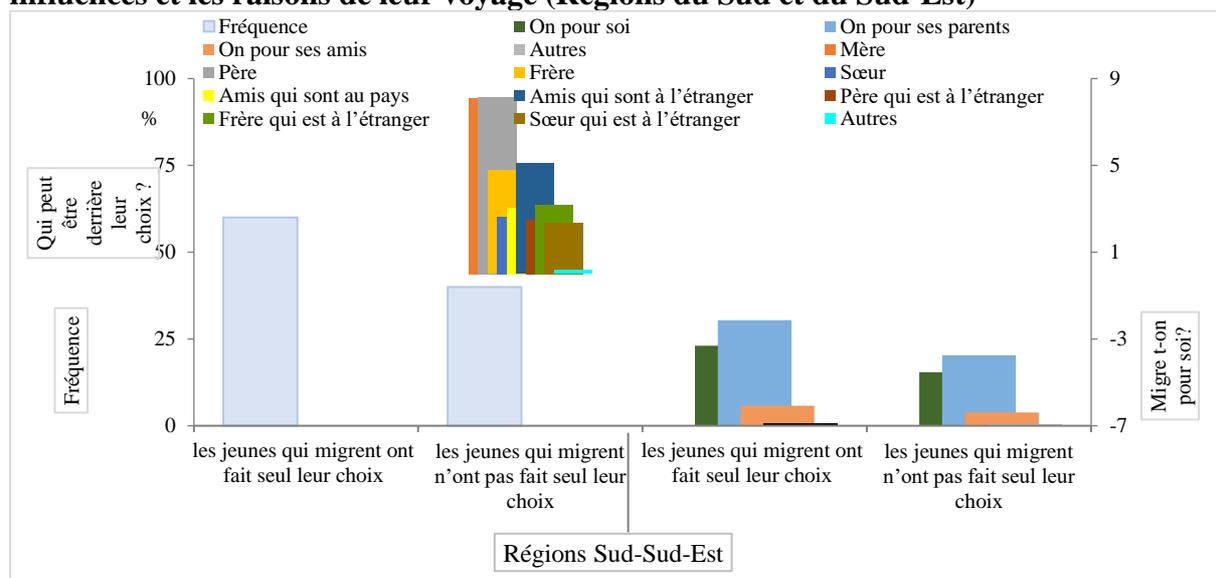
Source de données : GERM, mai 2018

Environ 80% des enquêtés dans les régions du Sud et du Sud-Est ne connaissent pas des jeunes qui ont abandonné une formation professionnelle pour migrer contre environ 20% pour ceux qui en connaissent. Mais la plupart de ces jeunes évoluaient dans le domaine de l'agriculture (environ 25% d'entre eux) ou dans le domaine de l'élevage (20%). On peut aussi nommer

d'autres jeunes qui étaient dans le commerce (15%), le transport (10%), les industries extractives (7%) ou dans la restauration (5%).

Dans les régions du Nord, par contre, ceux qui connaissent des jeunes ayant abandonné une formation professionnelle au profit de la migration restent plus nombreux que ceux qui n'en connaissent pas, soit environ 55% contre 45%. La plus grande partie de ces jeunes (20%) évoluaient dans le commerce contre environ 12% dans le bâtiment et 11% dans la pêche. Les transports et l'hôtellerie ont des fréquences d'environ 10% sans oublier la restauration, les industries et l'élevage.

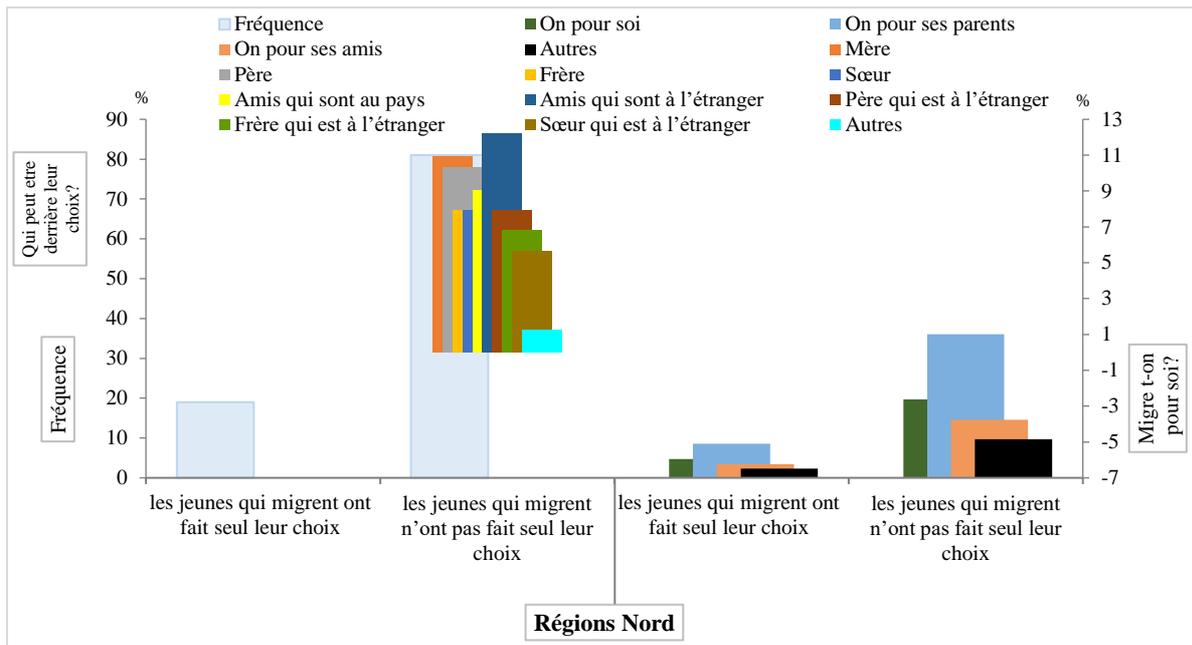
**Graphique 50 : Jeunes émigrés et ayant fait de la migration seul leur choix / leurs influences et les raisons de leur voyage (Régions du Sud et du Sud-Est)**



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, la plupart des enquêtés (60% environ) pensent que les jeunes qui migrent ont fait seuls leurs choix contre environ 40% pour ceux qui défendent le contraire. Et pour eux, ce sont leur père et leur mère en majorité (8%) qui sont derrière eux, leurs sœurs et leurs frères (5%). Et à la question « *Pour qui migrent-ils ?* », la plupart d'entre eux estiment que ce sont pour les parents, pour soi ou pour ses amis.

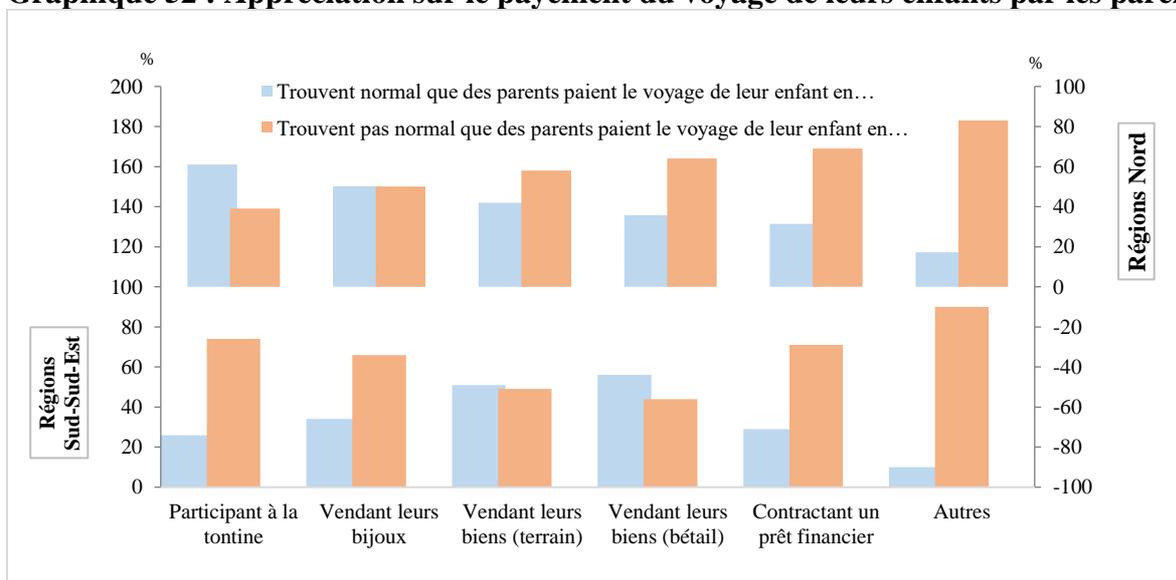
**Graphique 51 : Les jeunes migrent ont fait seul leur choix / Qui sont derrière ce choix ? / Pour qui migrent-ils ? (Régions du Nord)**



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Nord, ceux qui estiment que les jeunes qui migrent n'ont pas fait seuls leurs choix (80%) contre 20% pour ceux qui pensent qu'ils ont fait seuls leurs choix. Ceux qui sont derrière eux sont en majorité les amis qui sont à l'étranger (12%), la mère (10%), le père (9%), amis qui sont au pays (8%), le frère et la sœur (7%). À la question « *Pour qui migre-t-on ?* », la plupart d'entre eux estiment que ce sont pour les parents, pour soi, pour ses amis et pour autres.

### Graphique 52 : Appréciation sur le paiement du voyage de leurs enfants par les parents

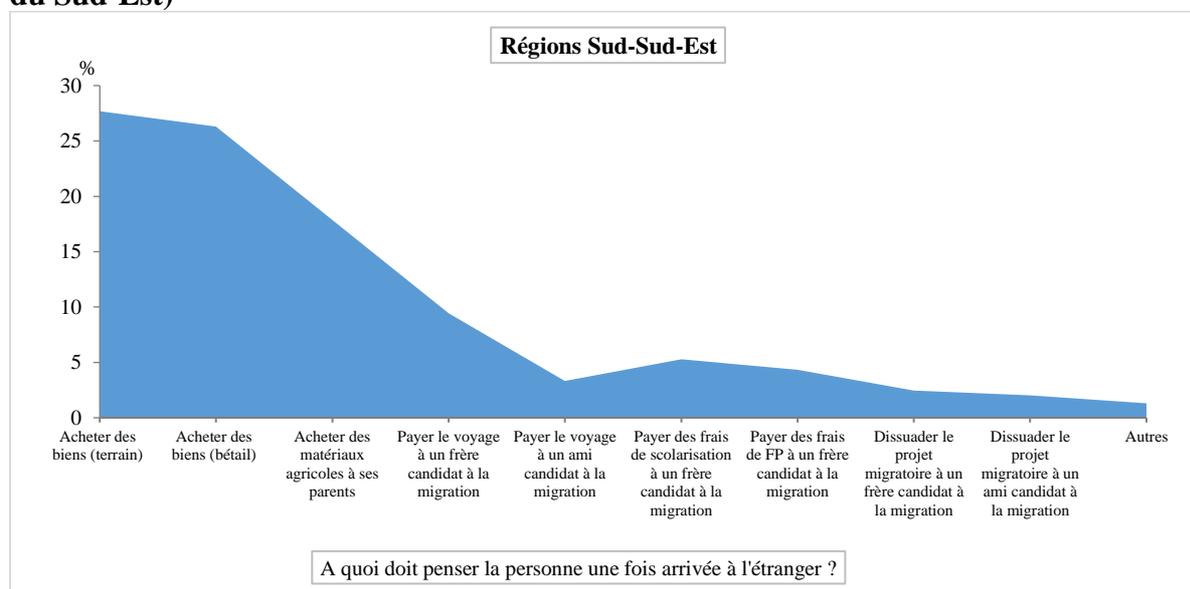


Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, la plupart des enquêtés estiment anormal que les parents paient le voyage de leurs enfants en participant à la tontine, en vendant leurs bijoux ou en contractant un prêt financier. Beaucoup trouvent normal qu'ils paient le voyage en vendant leurs biens (terrain ou bétail).

Dans les régions du Nord, la majorité des enquêtés trouvent normal que les parents paient le voyage de leur enfants en participant à la tontine ou en vendant leurs bijoux. Par contre, la plus grande partie d'entre eux, jugent anormal que les parents paient le voyage de leurs enfants en vendant des terrains ou du bétail ou en contractant un prêt financier.

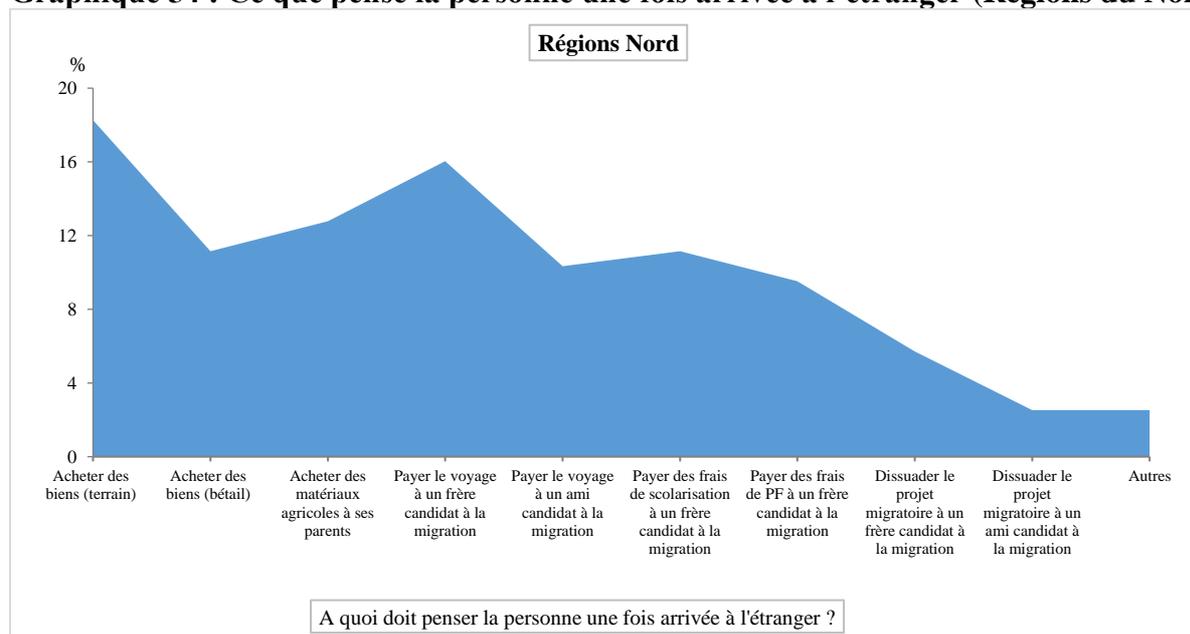
**Graphique 53 : Ce que pense la personne une fois arrivée à l'étranger (régions du Sud et du Sud-Est)**



Source de données : GERM, mai 2018

Les migrants des régions du Sud et du Sud-Est, une fois arrivés à l'étranger, pensent plus à acheter des biens sous forme de terrain (28% de fréquence). D'autres aussi (26%) pensent à d'autres biens sous forme de bétail. À côté de ceux-là, il faut noter ceux qui pensent à acheter des matériaux agricoles à leurs parents (15%), à payer le voyage à un frère candidat à la migration (un peu moins de 10%) ou à payer des frais de scolarisation à un frère candidat à la migration (environ 5%).

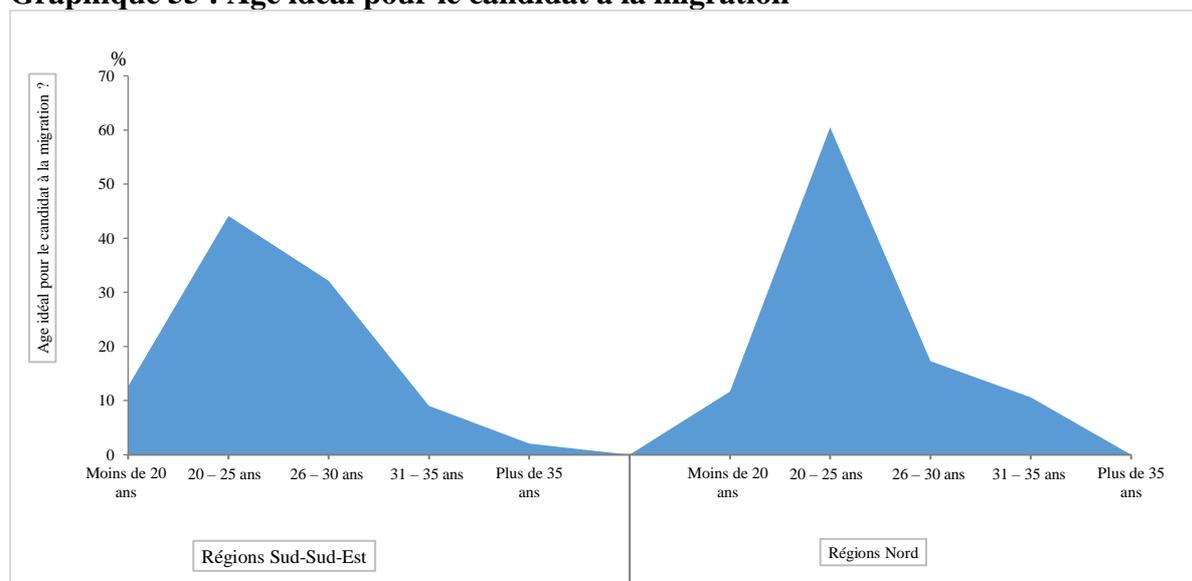
**Graphique 54 : Ce que pense la personne une fois arrivée à l'étranger (Régions du Nord)**



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Nord de même, la plus grande partie des migrants, une fois arrivée à l'étranger pensent plus à l'achat de terrain (18% environ) et à payer le voyage à un frère candidat à la migration (16%). D'autres pensent à l'achat des bétails (11%), à payer des frais de scolarisation à un frère candidat à la migration (11%), payer le voyage à un ami candidat à la migration (10%) ou à payer des frais de formation professionnelle à un frère candidat à la migration (9% environ).

### Graphique 55 : Âge idéal pour le candidat à la migration



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, environ 45% des enquêtés pensent que l'âge idéal pour le candidat à la migration est à situer entre 20 et 25 ans et entre 26 et 30 ans pour environ 35% des enquêtés. Cependant, dans les régions du Nord, la majeure partie, soit 60% environ, situe cet âge entre 20 et 25 ans.

#### ■ La migration : entre réalité socio-culturelle et logique économique

La première étape de cette analyse est de prendre la migration pour une culture, une réalité bien ancrée dans la mentalité des populations des régions Tambacounda, Kédougou, Kolda, Louga et Saint-Louis. Ce qui montre donc toute l'importance accordée à la migration dans cette zone qui va des aspects sociaux aux aspects économiques en passant par les réalités culturelles.

De plus, même si l'on sait que c'est la même situation dans les trois régions, Tambacounda, avec ses localités comme Makacoulibantang, Koussanar et Missirah, reste historiquement et culturellement une zone de migration. Ainsi, selon nos enquêtés, des années 2000 à nos jours, les localités de Makacoulibantang et Koussanar continue d'enregistrer d'innombrable départs de jeunes qui tentent de rejoindre l'Europe. C'est ce qu'a confirmé le Préfet de Makacoulibantang : « les migrations, ici, dans l'arrondissement de Makacoulibantang, sont un phénomène que nous connaissons. Les jeunes comme ils n'ont pas d'activités principales qui peuvent les fixer ici, en général, ils ont tendance à aller vers l'émigration et que cela ne résout toujours pas le problème ».

Et ce sont les mêmes propos qui reviennent avec cet enseignant à la retraite habitant Tambacounda. Selon lui :

*« La pensée quotidienne de tous les jeunes d'ici c'est avoir de l'argent. Étant donné qu'ils n'ont rien à faire ici et qu'ils se font leurrer par ceux qui reviennent de l'extérieur, ils pensent tous que la réussite se trouve de l'autre côté du monde. La migration est devenue une actualité chez tous les jeunes. Ils se disent qu'en Europe il y a beaucoup de travail et qu'ils auront beaucoup d'argent là-bas ».*

Ce dernier place la migration dans une logique purement économique. Pour lui et pour la plupart des jeunes tambacoundois, pour réussir, il faut migrer. En effet, elle semble être le seul moyen de trouver un emploi et de gagner sa vie. Ce qui est rare voire inexistant dans leur zone d'origine. C'est la même idée qui est développée par Diarra, le point focal de rétablissement des liens familiaux. Car, dans son optique :

*« La migration occupe une bonne place dans les débats entre jeunes. Ils ne parlent que de cela à longueur de journée. Et ils ne sont pas les seuls. Même des fonctionnaires de l'état abandonnent leurs postes pour migrer vers l'extérieur. Si nous comparons par exemple un fonctionnaire qui a fait 5 ans de service et un émigré qui a fait 3 ans en Europe, ils n'ont pas le même revenu. L'émigré peut payer le fonctionnaire ».*

Subséquent, le pouvoir économique des émigrés est si important que l'on compare ces derniers aux fonctionnaires de l'État. Pour cette raison, un interlocuteur soutient qu'« il suffit qu'un émigré fasse 3 ans en Europe pour égaler ou dépasser un fonctionnaire ayant fait 5 ans de service ». Une telle situation dévalorise le fonctionariat, secteur formel, au profit de la migration qui nourrit bien son homme. Ce faisant dans cette logique que la migration, dans la conscience des populations, rime avec la réussite, le bonheur, la richesse, etc. comme nous l'affirme un résident de Tambacounda en ces termes :

*« C'est l'une des raisons qui poussent les gens à abandonner leurs postes pour l'Europe. Ici, on a tendance à dire que ceux qui ne migrent pas ne réussiront jamais. Même dans les banques les émigrés y ont plus de privilèges que les fonctionnaires. C'est beaucoup plus facile pour un émigré d'obtenir un prêt dans une banque qu'un simple fonctionnaire comme on les surnomme. C'est pourquoi à la moindre occasion les fonctionnaires bouddent leurs postes et c'est bien normal à mon avis ».*

Subséquent, la migration permet à l'individu non seulement d'acquérir un capital économique lorsque les conditions sont réunies mais également un capital symbolique. Il faut préciser que pour le capital économique, il peut s'agir de biens matériels possédés par un émigré à la suite de son voyage, comme par exemple un logement, des bijoux, etc. tandis que pour le capital symbolique, il détermine la position sociale de l'émigré "réussi" dans la société. Ainsi, le capital symbolique se traduit par le prestige, l'honneur ou la reconnaissance.

Certains émigrés de Louga sont partis, non pas par faute d'emploi, mais du fait de l'impossibilité de réaliser leurs ambitions avec leurs revenus. Certaines catégories socioprofessionnelles jusqu'alors épargnées par les départs comme les employés de l'administration, les enseignants et les ouvriers émigrent de plus en plus. Pour Sissokho :

*« La fonction publique n'offre aucune possibilité de carrière ce qu'il y a de pire dans tout ça, c'est qu'au bout de 15 années de dévotion à une tâche, je ne suis pas parvenu*

*à épargner de l'argent pour au moins avoir une maison, en plus de cela, on se retrouve avec une retraite de misère. À cause de cela, j'ai préféré quitter l'administration pour l'émigration ».*

Devant l'accumulation financière rapide des émigrés, icônes de la réussite, le statut d'agent de l'État est dévalorisé. Tout se passe comme si la réussite sociale passait par la migration. C'est pourquoi selon Fall, un photographe : *« l'émigration est la solution unique, une aubaine pour les jeunes du pays qui ne gagnent pas ou qui gagnent mal leurs vies dans des emplois précaires et faiblement rémunérés »*. Cette faiblesse des revenus et l'augmentation sans cesse du coût de la vie sans un ajustement entre les deux phénomènes décourage beaucoup de travailleurs et les incitent au départ malgré un emploi fixe dans le pays.

Par ailleurs, l'importance de la migration à Tambacounda peut se mesurer aussi à travers les investissements et les actions sociales des émigrés envers les populations locales. En effet, selon Sylla de Missirah : *« les émigrés ont réalisé beaucoup de choses à Missirah. Ils ont aujourd'hui construit deux mosquées. Ce sont eux qui ont fait la clôture des deux cimetières de Missirah »*.

Les émigrés sont de véritables acteurs de développement à Missirah. Leur investissement s'est même étendu vers la création de structures de transfert d'argent comme nous le rappelle Sylla :

*« Parfois, c'est difficile pour les populations locales de récupérer l'argent que leurs enfants envoient. Au bureau de poste il arrive des jours qu'il n'y ait pas assez d'argent pour payer les gens. C'est pourquoi, les émigrés ont ouvert des boutiques de transferts d'argent. Maintenant, grâce à ces boutiques ouvertes par les émigrés, les choses sont devenues plus faciles pour tout le monde ».*

Et ces structures, même si dans une perspective fonctionnaliste, étaient ouvertes pour faciliter l'envoi de l'argent à leurs familles, elles ont quand même une fonction latente qu'est la création d'emplois. En outre, elles permettent aux familles propriétaires de ces boutiques d'acquérir des positions sociales valorisantes.

Pour toutes ces raisons, dans nos différentes zones d'étude, nous avons pu constater que l'émigration est prise, non seulement, comme une réalité culturelle mais aussi comme un phénomène donnant un pouvoir social et économique immense. Les émigrés sont dans ces différents espaces considérés comme des acteurs économiques et ils ont dépassé les fonctionnaires de l'État qui pendant longtemps ont été des exemples de réussite. Cette importance tant sur le plan économique que social a beaucoup aiguë le désir de partir des jeunes dans les régions étudiées.

Cette situation est relativement plus marquée d'une région à une autre. À Kolda, le slogan des jeunes est qu'"il faut migrer pour être riche". Au cours d'une conversation, à Kolda, un jeune émigré rapatrié originaire nous affirme : *« À Kolda, tous les jeunes veulent migrer. Ils n'ont que ça en tête. L'importance accordée à la migration par la jeunesse est capitale »*.

C'est un témoignage qui confirme que la migration - à Kolda - est au cœur du quotidien des jeunes et ce qui lui donne tout son poids social, culturel, économique et symbolique. Un enseignant à Médina Yoro Foulah dans la région de Kolda nous apprend :

*« La plupart des jeunes d'ici ne pensent qu'à la migration. Ils disent qu'ils vont chercher leur gagne-pain. Généralement, les jeunes migrent vers l'Europe pour*

*améliorer leurs conditions de vie à eux et à notre tradition africaine que l'on appelle la famille. Parce que tout le monde sait qu'ici en Afrique quand une seule personne travaille dans une famille c'est pour nourrir sept autres personnes de la même famille ».*

Donc, la migration est un gagne-pain, un moyen de sortir de la pauvreté. Ce qui donne encore une importance sur le plan économique à ce phénomène. Et pour autre émigré rapatrié résidant à Kolda, l'importance de la migration est aussi à mesurer dans son aspect économique :

*« La migration c'est la seule chose que nous avons pour gagner notre vie. Donc tous les jeunes s'y intéressent. Les émigrés ont un très grand apport dans la région de Kolda. C'est juste les problèmes familiaux qui poussent les jeunes à effectuer ce voyage ».*

C'est alors sans doute la raison pour laquelle, cet émigré régulier prend l'Europe comme l'eldorado rêvé par les jeunes : *« les populations locales accordent une grande place à la migration. Ils pensent qu'en fait de l'autre côté c'est l'eldorado mais à vrai dire ils se trompent tous ».*

Il ajoute, cependant, l'aspect de l'expérience qu'on gagne comme une des bénéfices de l'émigration. Il défend alors que :

*« Avec la migration on gagne de l'expérience. On comprend tout de suite que la vie n'est pas simple. C'est en voyageant que l'on découvre des choses. C'est très bien de voyager. Mais il faut le faire dans de très bonnes conditions ».*

Par conséquent, comme dans la région de Tambacounda, la migration a aussi une représentation sociale dans la région de Kolda. En effet, étant une réalité socio-culturelle bien ancrée, la migration fait gagner aussi à l'individu un pouvoir économique. Donc, la migration est une source de revenu, un gagne-pain, un moyen de sortir de la pauvreté. Cependant, ce qui est à retenir est que Kolda est une région de migration mais non comparable à Tambacounda où ce phénomène connaît plus d'ampleur.

Kolda est une région où la migration connaît une grande ampleur. Son importance est quelque chose à mesurer aussi sur les plans socio-culturel et économique. Pour la population à Kolda, il faut sortir de son pays pour être riche.

Dès lors, pour le Président du Conseil Régional de la Jeunesse :

*« Culturellement, les populations locales de Kolda sont attachées à la migration. Nous sommes dans une zone où tout le monde croit que pour réussir il faut sortir du pays. C'est une chose enracinée dans les têtes des jeunes, des familles, etc. ».*

Donc, ici, la réalité culturelle a fini par transformer en croyance les aspects économiques de la migration.

Néanmoins, pour le directeur de l'ARD de Kolda, le phénomène de la migration semble être une chose qui intéresse plus les villageois que les habitants de la ville de Kolda. Donc, son importance est plus sentie en zone rurale qu'en zone urbaine :

*« Il y a des jeunes qui ont fait de la migration une priorité mais ils ne sont pas nombreux. On les trouve souvent dans les villages. La migration est devenue une culture dans ces derniers ».*

Cela peut être expliqué par la faiblesse des moyens qu'ont ces populations pour avoir un emploi rentable ou pour accéder à un secteur profitable. Dans cette perspective, le chef d'antenne du PADER de Kédougou, étudiant ce phénomène, explique que :

*« La migration a aujourd'hui perdu la place qu'elle occupait au paravent. Avec l'avènement des sociétés d'exploitation minières et notamment l'orpaillage traditionnel, beaucoup de jeunes ont cessé de parler de ce phénomène. Bien vrai qu'il y a toujours des jeunes qui effectuent ce voyage surtout dans les villages environnants, mais nous constatons quand même une diminution des flux ».*

Ces témoignages font du phénomène de l'émigration plus une réalité rurale et villageoise qu'urbaine. Cela explique aussi le fait qu'à Kolda, les jeunes migrent parce que les possibilités pour trouver un emploi sont très infimes. La migration est alors un moyen de trouver ailleurs l'espoir qu'on a perdu ici.

Au demeurant, un enseignant interrogé considère la migration comme une alternative pour de nombreux jeunes qui n'ont pas pu trouver leur compte dans les sites d'exploitation minière. Selon lui, une telle situation est à l'origine de tous les problèmes :

*« À Kolda, la migration est la solution à tous les problèmes des jeunes. Malgré ses conséquences néfastes il y a toujours des jeunes qui forcent les barrages même s'ils ne sont plus très nombreux. Ceux qui partent en général ce sont ceux qui ne trouvent pas leur compte dans les mines et qui n'ont pas d'emploi également ».*

Par conséquent, nous pouvons retenir que la population à Kolda accorde une grande importance à la migration. D'abord, il faut retenir que c'est une réalité socio-culturelle bien ancrée dans la mentalité des populations. Cette représentation sociale a fini par la transformer en une condition sine qua non pour la réussite sociale. C'est le constat fait dans les deux autres régions du Sud et du Sud-Est (Tambacounda et Kédougou).

Mais la migration semble plus présente dans la région de Tambacounda où c'est un phénomène qui touche, à la fois, le monde urbain et le monde rural. En effet, dans des localités comme Missirah, Makacoulibantang et Koussanar, l'émigré est même considéré comme un opérateur économique, un acteur de développement. Là-bas, il occupe même une place plus importante que celle du fonctionnaire de l'État grâce à ses ressources incommensurables supposées ou réelles. Ainsi, il nous semble important de nous interroger sur le profil de l'émigré selon la variable âge.

#### ▪ "La migration n'est pas une question d'âge !"

Si l'on considère le désir d'émigrer comme un des indicateurs de la maturité ou même de la jeunesse, c'est n'est pas seulement la variable âge qu'il faut considérer. En effet, même si sur le plan institutionnel, on considère comme jeune celui qui est âgé entre 15 et 24 ans (ONU) ou celui qui âgé est entre 15 et 35 ans (Charte africaine de la jeunesse, UA), ces considérations ne sont pas les seules à prendre en compte dans cette étude. Nous pensons qu'il sera plus important aussi de nous placer sur les perspectives anthropologique – la jeunesse comme sous-culture

(croyance, engagement, pratiques, valeurs, etc.) – et sociologique (jeunesse comme constructions sociale et idéologique). C'est une période transitoire qui est caractérisée par des rôles, des statuts sociaux et des pratiques sociales.

Ces considérations montrent toute la pertinence de ne penser la migration selon l'âge mais comme choix construit socialement selon des réalités différentes (géographiques, religieuses, ethniques, etc.). Et c'est cette même idée qui ressort de nos enquêtes réalisées dans les régions de Tambacounda, de Kolda et de Kédougou.

D'abord, pour les populations de la région de Tambacounda, la quasi-totalité de nos enquêtés trouvent qu'il n'existe pas un âge idéal pour voyager. Tout dépend de la personne et de ses réalités socio-économiques et culturelles.

Ainsi, pour un enseignant interrogé, *« il n'y a pas d'âge idéal pour migrer. Il y a des jeunes de moins de 18 ans comme des adultes de plus de 45 ans que nous voyons dans les rangs des émigrés. Des pères de familles qui abandonnent leurs femmes et leurs enfants »*. Ce dernier écarte donc la variable âge pour donner plus d'importance au choix qui peut avoir des soubassements divers et multiples.

C'est presque la même idée qui est défendue par un émigré rapatrié qui insiste plus sur le courage qui est une preuve de maturité dans certaines cultures : *« l'âge n'a rien à voir sur l'envie de migrer, en tout cas pas dans notre village. Tout dépend du candidat lui-même. S'il a le courage, il peut aller »*. Et un enseignant à la retraite renchérit : *« la migration n'est qu'une question de choix et non pas d'âge. L'âge ne compte pas ! »*.

Donc, dans la région de Tambacounda, il n'existe pas un âge idéal pour migrer. C'est plutôt un désir qui résulte d'un choix de se faire fortune et de se faire respecter. En effet, le paraître a un très grand rôle à jouer dans la migration et les destinations.

Ensuite, dans la région de Kolda, le constat reste presque le même. L'existence d'un âge idéal pour la migration est une opinion non acceptée par nos enquêtés.

Ainsi, selon un émigré rapatrié qui parle même de son expérience, *« On voit n'importe quelle tranche d'âge à la migration. Moi qui vous parle, j'étais avec un jeune garçon de 18ans quand je partais. Il n'y a pas d'âge idéal pour migrer »*. C'est ce que nous a confirmé un autre émigré rapatrié :

*« Il n'y a pas d'âge pour partir. Celui qui se sent prêt peut aller. Moi quand je partais j'ai vu un vieux d'environ 45-50 ans qui faisait comme nous. Il a quitté le Maroc et nous a rejoints en Espagne. Quand je lui ai demandé s'il avait des enfants sa réponse était oui mais que ces derniers n'avaient pas le courage de faire comme lui »*.

Donc, en se basant sur ces deux témoignages recueillis auprès d'émigrés rapatriés, il n'existe pas un âge idéal pour migrer dans la région de Kolda. On voit des jeunes âgés de moins de 18 ans à côté des adultes qui ont 50 ans ou plus. Tout dépend donc de ce que l'on veut réaliser et des ambitions qu'a l'individu. Dans cette intervention, nous voyons aussi que le fait d'avoir une femme et des enfants n'a pas une grande influence sur l'envie de migrer.

Un autre jeune désirant voyager affirme la même chose même s'il croit fermement que la migration appartient aux jeunes. Mais tout dépend aussi de ceux qu'il appelle jeune

puisque aucun âge n'a été avancé : « *il n'y a pas d'âge idéal pour migrer. Mais pour ma part je crois que seuls les jeunes devraient aller* ».

C'est plus clair même ce jeune titulaire d'une Licence professionnelle en gestion des entreprises : « *Selon moi, il faut être un jeune pour partir. Parce qu'il y a certains travaux qui ne se font que par des jeunes* ». Il a justifié son opinion par la force de travail dont disposent seuls les jeunes. Par ailleurs, un enseignant, écartant cette idée d'âge dans la migration, parle plus des conditions de vie et de la situation de la famille :

« *Actuellement, il n'y a pas d'âge idéal pour migrer. On voit des enfants de 16-17 ans dans les rangs. Tout dépend de ce que vivent et jeunes dans leurs familles* ».

Donc, on peut comprendre que dans la région de Kolda aussi, l'âge n'a pas une influence explicite sur la migration. Donc, ici, la migration est un choix construit sur les plans économique, culturel et social.

Enfin, en ce qui concerne la région de Kédougou, c'est la même réalité qui est constatée. L'âge n'a pas une grande influence. Les gens parlent plus d'un choix, de la responsabilité et de la volonté de se réaliser.

En effet, les réalités inhérentes à la migration - surtout les dures conditions du voyage (la voie terrestre ou la mer) – ne permettent pas aux personnes ayant atteint un certain âge de voyage. La migration, c'est pour le jeune qui a encore la force et la santé.

Ce qui fait donc comprendre que dans la région de Kédougou, à l'instar de Tambacounda et de Kolda, la migration n'est pas un phénomène à expliquer avec la variable âge. En effet, tous nos enquêtés ont estimé qu'il n'existe pas un âge idéal pour migrer. Tout est question de choix. Un choix qui est construit culturellement et socialement et répond par conséquent à une réalité économique. On émigre pour se réaliser et se faire respecter dans sa communauté. L'émigré, c'est le courageux, le majeur et le responsable. La migration est un rite de passage.

Il faut préciser qu'il est difficile de soutenir qu'il existe un âge idéal pour migrer. Même à la suite de nos enquêtes, il a été constaté qu'au niveau des différentes régions étudiées (Tambacounda, Kédougou, Kolda, Louga et Saint-Louis), l'âge moyen des émigrés de retour et des candidats à l'émigration tourne autour de 23 ans bien que dans les rangs des émigrés actifs « on y retrouve toute tranche d'âge même des moins de 16 ans », nous relate un émigré rapatrié.

À ce propos, un enseignant rencontré à Louga nous signale que « *ceux qui migrent sont les plus jeunes, ceux qui ne croient pas qu'on peut réussir dans son propre pays, ceux qui ont toujours cette vision de l'Europe en eux. Ceux qui ont ces idées peuvent être de tout âge !* ». Cette même idée a été soutenue à Louga par un autre enseignant qui nous apprend « *pour les candidats au voyage, l'âge ne compte pas. Tout dépend de la personne et de ses ambitions. Pour eux, la migration n'est qu'une question de choix et non pas d'âge* ».

En plus de ces deux enseignants, un émigré rapatrié nous apprend que sur les routes qui mènent en Lybie : « *il n'y a pas d'âge idéal pour migrer, il n'y en a pas ! Nous voyons parfois des jeunes de moins de 17 ans d'un côté et des adultes de plus de 45 ans de l'autre côté* ».

■ **Au carrefour des destinations rêvées : Italie, Espagne et France citées en exemples**

À Louga, un focus group avec des émigrés de retour nous renseignent de manière détaillée comment sont effectués les voyages et sont déterminés les pays de destination.

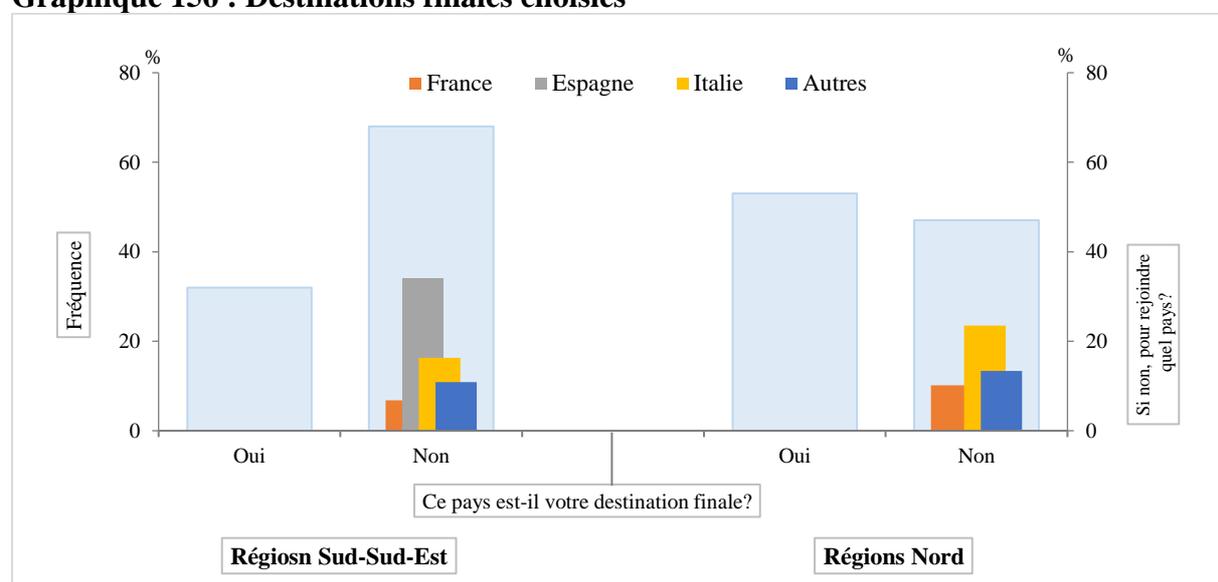
« *Le choix du pays de destination a été fait par la personne avec qui j'ai été mis en contact. Bien vrai que l'Espagne était ma destination souhaitée, mais c'est en Italie que je suis finalement parti* » (Fallou. Emigré de retour).

« *C'était ma sœur qui avait tout planifié. Elle vivait en Espagne et pour cette raison, je suis partie la rejoindre. L'itinéraire n'était pas compliqué pour moi. J'ai quitté Louga la veille de mon voyage pour rejoindre Dakar où j'ai passais la nuit chez ma tante. Le lendemain je suis allé à l'aéroport Léopold Sédar Senghor pour prendre mon vol et rejoindre l'Espagne* » (Astou. Emigré de retour).

« *L'Italie était ma destination préférée car j'avais mes amis qui y résidaient mais par la suite j'ai choisi l'Espagne. J'ai pris les pirogues à partir de Kayar. C'était très dure comme itinéraire. Il y avait des risques mais on était déterminé à réussir le voyage* » (Khadim. Emigré de retour).

« *De toutes les façons je ne voyais que sortir du Sénégal. La destination importait peu pour moi. Le choix de la destination m'a été proposé par le coxer qui m'a amené en Italie. J'ai fait un itinéraire légal. J'ai quitté Louga le jour de mon voyage pour aller à l'aéroport Léopold Sédar Senghor et j'ai pris un avion pour me rendre en Italie* » (Sadibou. Emigré de retour).

**Graphique 156 : Destinations finales choisies**

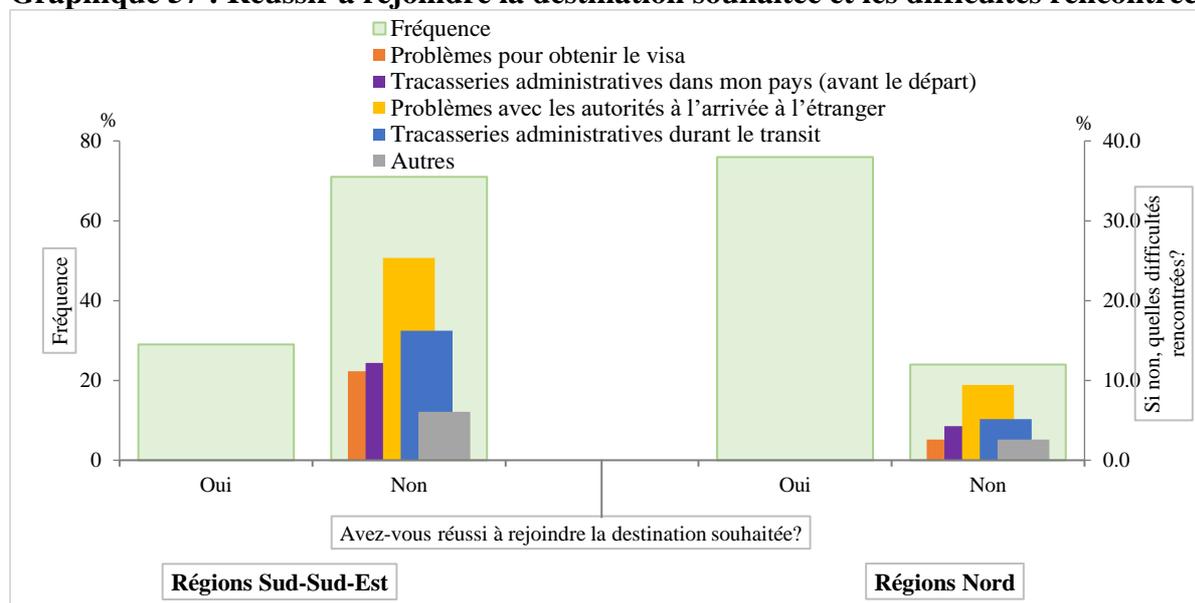


Source de données : GERM, mai 2018

Les migrants ressortissants des régions du Sud et du Sud-Est ne sont pas en majorité dans leurs pays de destination. En effet, à la question « Si ou non ce pays est la destination finale ? », environ 65% ont répondu par non contre 35% pour le oui. La plupart d'entre eux étaient partis pour rejoindre l'Espagne (plus de 35%) ou l'Italie (environ 20%).

S'agissant de ceux des régions du Nord, cependant, les 55% environ sont dans leur pays de destination contre environ 45% qui n'y sont pas. La majeure partie de ces derniers étaient partis pour rejoindre l'Italie (25%), les autres pays (15% environ) ou la France (environ 10%).

**Graphique 57 : Réussir à rejoindre la destination souhaitée et les difficultés rencontrées**



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est, la plus grande des migrants (soit 70% contre 30%) n'ont pas réussi à rejoindre la destination souhaitée. Les difficultés rencontrées concernent à environ 30% des problèmes avec les autorités à l'arrivée à l'étranger. On peut aussi noter les tracasseries administratives durant le transit (un plus de 15%), les tracasseries administratives dans le pays de départ (un plus de 10%) ou les problèmes pour obtenir le visa (un plus de 10%).

Dans les régions du Nord, même si les migrants qui ont réussi à rejoindre la destination souhaitée sont plus nombreux que ceux qui ne l'ont pas réussi (environ 90% contre un peu plus de 10%), les difficultés rencontrées par ces derniers sont entre autres les problèmes avec les autorités à l'arrivée à l'étranger (un peu moins de 10%), les tracasseries administratives durant le transit (environ 5%), etc.

Ce qui fait que les destinations des émigrés sont une des dimensions à considérer dans l'étude de la migration. Pour les populations interrogées, les destinations rêvées sont l'Italie, l'Espagne, la France et l'Allemagne. Et comme pays de transit, il y a la Libye et le Maroc du moins pour ceux qui passent par les voies terrestres et maritimes. Toutefois, il faut bien se demander qu'est-ce qui explique le choix de ces destinations tant rêvées par les jeunes ? Cela se manifeste-t-il de la même manière dans ces différentes localités ? Les réponses à de telles questions constituent l'objet de cette section.

Premièrement, pour la région de Tambacounda, il faut reconnaître comme destinations rêvées des émigrés l'Italie, la France et l'Espagne. C'est ce que nous ont expliqué les jeunes migrants et potentiels émigrés, les émigrés, les émigrés rapatriés et les parents que nous avons interrogé dans le cadre de cette étude.

Ainsi, pour Samba Ndao, un émigré habitant Sinthiou Kaldène, un village situé dans la localité de Makacoulintang, « leur destination première est l'Italie mais ils n'ont pas le choix pour

*une destination finale. Pour avoir le choix pour une destination, il faut être légal* ». Ce choix de l'Italie par différents jeunes émigrés est expliqué par la proximité de ce pays avec la Libye qui demeure le pays de transit par excellence malgré tous les risques inhérents au voyage. C'est ce que nous a affirmé un émigré rapatrié habitant Tambacounda qui dit : « *moi je n'avais qu'une seule destination, c'était l'Italie mais je devais passer par la Lybie comme tous les autres* ».

De plus, un enseignant note aussi l'Espagne comme une des destinations les plus importantes : « *les nouvelles destinations c'est l'Espagne. Ce que l'on gagne avec la migration, c'est la belle vie* ». Et pour ce parent, par ailleurs un enseignant à la retraite, il est important d'évoquer parmi les destinations la France qui semble avec l'Espagne un des *pays rêvés* par les jeunes. Dès lors, il nous fait remarquer que : « *les nouvelles destinations sont l'Italie, la France et l'Espagne. Pour eux c'est plus facile de trouver du travail dans ces pays. Les premiers qui sont allés ont réussi donc ils se disent que ce sera pareil pour eux* ».

Un jeune de 22 ans habitant Tambacounda, Kamara, n'a pas dit le contraire quand il soutient que : « *Moi, mon objectif, c'est France* ». À la question « *Pourquoi ce choix ?* », il répond : « *c'est France que je veux mais il y a des gens qui disent qu'il faut partir en Libye et à Agadez pour partir en Italie, c'est plus facile. Et moi, j'ai dit que je vais voir* ».

Comme motivations aussi à choisir un pays de destination, il y a la connaissance que les jeunes ont souvent là-bas. Ainsi, Kamara nous dit qu'il connaît quelqu'un en France, un cousin avec qui il parle souvent : « *Oui, je connais quelqu'un en France. C'est le fils de mon oncle. Lui, il est là-bas avec son petit-frère* » avant d'ajouter que « *chaque jour, on parle au téléphone. C'est lui-même qui m'a dit qu'il va m'amener* ».

Dans la communication entre les jeunes qui sont ici et les autres qui sont en Europe, il faut bien le rôle des réseaux sociaux numériques comme WhatsApp : « *c'est WhatsApp. C'est pour que quand il m'envoie de l'argent que je puisse récupérer. Si je ne suis pas connecté, il va m'appeler directement* ».

Toujours, pour les destinations choisies, un des émigrés rapatriés interrogé à Tambacounda souligne : « *la principale destination est l'Allemagne. C'est plus facile de trouver du travail dans ce pays. Quand on part c'est pour travailler et gagner de l'argent* ».

Donc, pour la région de Tambacounda, retenons que les destinations sont principalement l'Italie, l'Espagne, la France et l'Allemagne. Et comme motivations justifiant ces choix, on peut noter la proximité avec l'Afrique pour les pays comme l'Italie et l'Espagne dont les pays de transit sont respectivement la Libye et le Maroc. Pour la France, ce sont les connaissances et les parents qui y vivent. Et l'attraction de l'Allemagne est due aux possibilités de trouver un emploi.

Deuxièmement, c'est presque la même situation avec la région de Kolda. Les principales destinations sont l'Italie, l'Espagne et la France. On peut y ajouter aussi les États-Unis d'Amérique et le Canada.

Selon un émigré rapatrié, « *les principales destinations sont l'Espagne, l'Italie, la France, etc. Pour les jeunes ces zones regorgent d'énormes richesses et l'accès y est plus facile* ». Il avance ainsi comme motivations à choisir ces pays, la richesse et l'accès qui y est plus facile.

Un jeune diplômé en Gestion des entreprises souligne lui aussi que :

*« La majeure partie des émigrés ne parlent que de l'Espagne, de l'Italie (...) Ces pays sont beaucoup plus favorables à la migration. Ce sont des portes d'accès à d'autres pays européens. Quand on part dans ces pays, on peut travailler facilement même dans les plantations. Pour mon cas, j'ai mes diplômes, je trouverai rapidement du travail. L'emploi dans ces pays est plus facile contrairement au Sénégal ».*

Son choix est justifié par l'ouverture de ces pays à la migration. De plus, étant à la porte de l'Europe, ils peuvent aussi servir de pays de transit pour accéder facilement à d'autres pays européens. Selon lui, trouver du travail reste plus facile dans ces pays et avec son statut de diplômé dans un domaine professionnel, cela pourra ouvrir des portes vers la réussite. C'est l'avis de ce jeune de Tambacounda, un passionné de football. C'est son rêve qu'il nous a exprimés en ces termes :

*« Peu importe le pays, la destination, l'essentiel c'est de partir. Mais moi j'ai choisi l'Espagne et l'Italie. On peut avoir beaucoup de choses avec la migration. Moi par exemple je suis passionné du football. Quand je partirai, je pourrai le pratiquer là-bas et j'y aurai plus d'avantages ».*

Chacun choisit le pays qui colle le plus avec ses ambitions et ses rêves. Ce qui explique que le choix d'un pays de destination n'est jamais le fruit du hasard. C'est ainsi le cas de ce jeune qui a choisi des pays de football comme l'Espagne et l'Italie qui pourront lui donner les possibilités de voir ses rêves se réaliser.

Cependant, à côté de ces pays (Italie, Espagne, France), d'autres rêvent de rejoindre les États-Unis et le Canada. C'est l'avis d'un parent : *« pour les destinations c'est entre autres les États-Unis, le Canada, etc. »*. Cela explique que les destinations sont diverses. Et chaque choix est justifié par une multitude de facteurs.

Enfin, dans la région de Kédougou, les mêmes destinations reviennent pour les jeunes désirant voyager. Dans toutes les réponses des parents, émigrés actifs, émigrés rapatriés et jeunes potentiels émigrés, les noms des pays Italie, Espagne, France reviennent fréquemment.

Dès lors, dans l'optique du Président du Conseil Régional de la Jeunesse, *« les destinations les plus recherchées sont la France, l'Italie et l'Espagne. Pour eux, c'est plus facile de trouver du travail dans ces régions. Ces pays sont faciles à accéder et aussi ils sont plus proches du continent africain »*. Selon lui, la proximité avec le continent est une des raisons qui expliquent ces destinations en plus des possibilités de trouver de l'emploi.

Un émigré rapatrié, dans cette même perspective, explique que :

*« Les principales destinations sont l'Espagne et l'Italie. Pour accéder à ces pays ce n'est pas très difficile. Les barrières ne sont pas très difficiles à franchir. En plus c'est plus proche de nous. Une fois dans ces pays nous pouvons faire beaucoup de choses et gagner plein d'argent. Là-bas au moins avec peu de chance on peut s'en sortir contrairement au Sénégal ».*

Et un responsable de l'ONG La Lumière ajoute que :

*« Le plus souvent ils parlent de l'Espagne. Parfois quand ils choisissent une destination c'est parce qu'ils ont des connaissances là-bas. Ils ont soit un frère soit un ami qui y est installé et qui leur demande de le rejoindre. On voit même des jeunes abandonner leur métier ici pour partir en Europe parce qu'on leur a certainement dit qu'ils auront mieux là-bas ».*

Il ressort de ces témoignages que les choix de l'Espagne, de l'Italie et de la France comme destinations rêvées des jeunes peuvent être expliqués en quatre points principaux. D'abord, nous pouvons noter l'accès plus facile à ces pays pour les émigrés africains. Ensuite, la proximité avec le continent africain favorise de même une certaine attraction pour les jeunes. Puis, il y a les possibilités de se faire fortune rapidement et enfin les connaissances et les parents qui demandent souvent à être rejoints.

Il faut préciser que les principales destinations de rêve évoquées par les personnes interviewées sont toutes situées en Europe. Par conséquent, le rêve en effet de nos interlocuteurs c'est l'Europe en passant par le Niger et le Maghreb (Maroc, Lybie, Algérie). Ces pays malgré un contrôle impressionnant des frontières sont aux yeux de quelques personnes interrogées « plus faciles à traverser parce qu'étant proches de l'Europe ».

En effet, si certains émigrés et candidats à la migration ne pensent qu'à l'Espagne, d'autres par contre préfèrent l'Italie ou la France et même l'Allemagne. Les justifications sur leurs choix sont aussi différentes les unes des autres même si de tous les propos, il est évoqué la « possibilité de trouver une vie meilleure ». Toutefois, il arrive des cas le choix des destinations est déterminé indépendamment de la volonté des émigrés.

#### ▪ "Les avantages de la migration"

Qu'est-ce que l'on peut forcément gagner / avoir avec la migration ? Qu'est-ce que l'on peut ne pas avoir / perdre sans la migration ? Telles sont les questions que l'on peut se poser dans cette section.

*« Quand on part, c'est pour travailler et gagner de l'argent », « ce que l'on peut gagner avec la migration c'est un bien-être social »,* tels propos résumant en fait les avantages de la migration dans la région de Tambacounda. Cela amène donc à mesurer la migration sur les plans économique et social.

De plus, selon le point focal de rétablissement des liens familiaux de la Croix rouge, *« dans le quartier, ce dernier devient le plus important de tous. On fait appel à lui à n'importe quelle occasion »*. Tout pour dire qu'avec la migration, on gagne de la considération et du respect de tous. Cette idée est soutenue par un agent de la Croix-Rouge qui nous apprend :

*« Mais si tu voyages et reviens, tu es considéré dans la famille. Si je prends le cas du milieu, si tu ne voyages pas tu ne peux pas prétendre à beaucoup de privilèges. Même ton oncle pour te donner une femme, il hésite. Même les cadres, les fonctionnaires, les enseignants, ils préfèrent même aller sortir de leurs milieux pour épouser d'autres femmes. Parce que dans leurs milieux, ils sont considérés comme des gens qui sont pauvres. Ici, la seule issue heureuse, c'est la migration ».*

Il explique que de la même façon que celui qui a migré gagne des privilèges et de la considération dans la famille et dans la communauté, celui qui n'a pas migré en perd aussi.

Et pour le jeune Kamara de Tambacounda, l'émigré gagne même le respect des personnes âgées : *« quand il passe, tout le monde le salue. S'il dit "Bonjour", tout le monde lui répond. Tu peux voir des personnes âgées qui vont se lever pour le saluer abondamment »*. Et cela se remarque dans la manière dont il est salué. Mais c'est tout à fait le contraire avec le jeune qui n'a pas voyagé. Ce dernier est parfois ignoré et rejeté. Il ne bénéficie d'aucune considération selon lui. Et en comparant les deux, il dit que :

*« Ils vont dire "Regarde ce gars, au lieu d'à aller chercher de l'argent et venir nous en donner il passe tout son temps à nous saluer". Il peut même arriver que des gens lui disent "Dégage". Mais quand l'émigré sort et dit bonjour, tout le monde va répondre : bonjour, ça va ? Cela fait longtemps. Ils vont le saluer normalement. Mais le gars qui est là, quand il salue, il y aura des gens qui vont répondre et d'autres non. C'est pourquoi, je dis que c'est ça qui m'intéresse »*.

L'on peut comprendre de cette comparaison que ce que l'émigré gagne grâce à son statut de l'émigré, c'est ce que celui qui est resté va perdre. Ce qui explique dans la région de Tambacounda, quand on n'a pas migré, quand on n'a pas de revenus, on est sujet à un harcèlement manifeste de la société surtout de la part de parents proches.

C'est la même situation qui est retrouvée dans la région de Kolda aussi où l'émigré gagne de plus en plus le respect et la considération des autres contrairement au non émigré. C'est ce que nous ont révélé nos enquêtés parmi lesquels ce jeune originaire de Kolda :

*« Pour celui-là, beaucoup de portes lui seront ouvertes parce qu'il a de l'argent et on connaît comment se comportent les sénégalais vis-à-vis de ceux qui ont de l'argent. En général, il fait tout pour emmener un membre de sa famille avec lui à son prochain départ. Soit c'est son frère pour la plupart des cas soit c'est sa sœur soit sa femme. Tout est grâce, selon moi »*.

Donc, avec la migration, on gagne l'estime, la considération et le respect de ton entourage. L'émigré ne peut pas être comparé aux autres. En effet, la société le prend toujours pour un riche. Ce qui fait que toutes les portes lui seront ouvertes comme le témoigne cet enquêté.

Dans la région de Kédougou de même, la situation ne change pas. La migration est source d'estime, de respect. Elle donne une valeur sociale à la personne. C'est ce que nous fait savoir un instituteur servant dans la zone : *« il occupe une place dans sa zone que même les fonctionnaires de l'état peinent à occuper. Tout le monde l'estime parce qu'il a de l'argent »*.

De ce constat, on peut dire que l'argent et les richesses que l'on gagne grâce à la migration donnent à la personne une autre place plus importante dans la société. Cela va des relations sociales aux regards des autres.

La section qui suit traite des déterminants familiaux de la migration. Autrement dit, elle questionne le rôle de la famille, dans ses différentes dimensions (fratrie, régime matrimoniale, polygamie/monogamie, etc.), dans le désir et/ou la décision d'émigrer.

- **Le rôle de la famille dans le désir d'émigrer**

Dans cette section, nous nous proposons de répondre à ces différentes questions : Migre-t-on pour soi ou pour sa famille / sa communauté ? Être aîné dans sa famille est-ce une raison pour migrer ? Être originaire d'une famille polygamique peut-il constituer une raison pour migrer ? Répondre à ces questions revient à interroger qualitativement et profondément le rôle de la famille dans le choix de migrer ou les déterminants familiaux et communautaires de la migration dans les régions de Tambacounda, de Kolda et de Kédougou.

Dans la région de Tambacounda, à la question « *Pour qui migre-t-on ?* », une multitude de réponses a été donnée. Mais toutes semblent indiquer la famille comme une des raisons principales de la migration des jeunes. Sous ce rapport, un émigré rapatrié remarque que « *la plus part des jeunes migrent pour leurs familles* ». De tels propos sont confirmés par le chef du projet migration de l'ONG La Lumière qui renchérit en soutenant que « *Migrer pour soi-même c'est un peu égoïste à mon avis ! Tous les jeunes qui migrent le font pour leurs familles !* ».

En effet, ici, étant dans la vie communautaire, l'orientation vers la famille/la communauté l'emporte toujours sur l'orientation vers soi. La distance entre la famille/la communauté et la personne reste très fine pour ne pas dire inexistante. Cela explique toutes les peines que peut se donner une personne pour trouver l'épanouissement, améliorer les conditions de vie de ses parents.

À cet effet, une personne interrogée à Tambacounda nous affirme que :

*« On voyage pour la communauté ! Le voyage est devenu une affaire de famille ! Les familles où il y a des émigrés sont mieux considérées dans la communauté. Et si toi, tu n'as pas d'enfants qui ont voyagé, même dans les cérémonies religieuses ou autres coutumières, ce sont les gens qui ont leurs enfants ailleurs qui sont mieux vu. Et les autres sont laissées ou sous-estimées. Cela a fait révolter beaucoup de pères de famille ou de mères de famille qui encouragent même le fait que leurs enfants voyagent. Parfois, ils sont prêts à vendre tous les biens de la famille pour que l'aîné ou celui qui veut partir puisse voyager et que demain qu'il puisse devenir une source de revenus pour la famille ».*

Ainsi, l'encouragement même à la migration vient souvent des pères de famille qui vont jusqu'à financer le voyage de leurs fils. Avoir un fils qui a migré est une marque d'estime. Il faut aussi considérer la migration comme une compétition entre les familles. Par ailleurs, notre interlocuteur ajoute :

*« C'est une sorte de compétition. Je vous disais que même dans les familles, tu as ton oncle qui a de belles filles, si tu ne voyages pas, tu ne peux pas prétendre à avoir. Même dans la communauté, pour avoir droit aux chapitres comme on dit, pour que ton papa ou ta maman puisse être considéré dans cette communauté, il faut que ton enfant se trouve ailleurs, même s'il ne réussit pas mais qu'on entende qu'il est de l'autre côté de la rive seulement, c'est une source d'espoir. L'enfant peut mourir en mer ou rester dans le désert. Et même cela ne décourage pas la famille. Car s'ils ont l'occasion d'envoyer un autre, ils vont le faire. Cela devient même un sacerdoce pour eux de contribuer à la réussite de leurs enfants ».*

Diarra, un résident de Makacoulibantang dans la région de Tambacounda argumente par ailleurs que « *la migration est devenu un défi pour tout un chacun. On commence à penser à sa famille une fois qu'on réussit et enfin il y a la communauté. Avec les réalités de l'Afrique, quand un*

*jeune réussit il devient tout de suite le fils de tout le monde. C'est toute sa communauté qui est honorée. Dans le quartier, l'émigré qui a réussi devient l'être le plus important de tous ».*

C'est ce qui explique encore toute l'importance de la migration aux yeux de la population. L'enfant qui migre le fait donc pour sa famille qu'il doit honorer. Dès lors, pour Bana, une femme Diakhanké de 40 ans, dans leur langue, il existe même des chansons décernées aux émigrés et à leurs familles :

*« Les enfants qui partent à la migration et qui réussissent, cela veut dire qu'ils ont des papiers, il y a les voisins et les voisines qui viennent chanter à l'honneur de cette dame pour lui dire que ce que vous avez bien travaillé ».*

Donc, l'enfant qui a migré et qui a réussi, il n'a fait que confirmer le travail accompli par sa mère au sein de la famille. La réussite de l'enfant est le fruit des sacrifices de sa mère dans la maison, pour la famille.

En outre, pour Kamara, un jeune de Tambacounda, s'il réussit comme émigré, il va penser en premier lieu à sa famille et à son père. Il explique alors que *« pour le moment, je vais construire une maison pour eux. Si j'ai beaucoup d'argent, mon père et ma mère vont partir à la Mecque »*. Cela explique la migration est avant tout une affaire de famille avant d'être individuelle à Tambacounda.

Dans la région de Kolda aussi, nous notons encore ce déterminisme de la famille dans le choix de migrer. Et la migration est vue comme une orientation vers la communauté plutôt que vers soi. Celui qui migre le fait pour sa famille et pour sa communauté. C'est l'avis des personnes enquêtées dans le cadre de cette recherche.

Dans cette perspective, un jeune de Kolda soutient qu'*« on ne migre pas pour soi, on le fait pour sa famille ou pour sa communauté »*. Cela confirme cette orientation vers la communauté. Cela s'explique par l'aspect communautaire qui l'emporte dans la vie sociale dans la région de Kolda.

Dans la même lancée, cet enseignant remarque cette domination de l'aspect communautaire dans la migration par le fait que quand un émigré a réussi, la première chose à faire, c'est de penser à sa famille. De son opinion, *« quand un émigré réussit, la première chose qui lui vient en à l'esprit c'est de construire une belle maison, d'acheter une belle voiture, de prendre soin ou d'améliorer les conditions de vie de sa famille »*. Ce qui fait savoir que les premiers bénéficiaires des richesses de l'émigré, c'est sa famille. Ce qui vient confirmer l'idée selon laquelle, on migre pour sa famille.

En outre, on peut aussi considérer les propos du Directeur de l'Agence Régionale de Développement qui va même jusqu'à la participation de l'émigrés dans les activités de type communautaire dans sa localité. Car, selon lui *« ceux qui migrent le font pour leurs familles et leurs communautés. Quand on prend en compte ce qu'ils réalisent dans leurs familles de départ, on sait qu'ils ne sont pas partis pour eux-mêmes. Dans les activités communautaires, aussi on sent carrément leur présence »*.

Donc, le service public que fait l'émigré est vu comme une obligation pour lui. C'est une dette à rendre. Dans la logique du « don contre don », on peut comprendre que la migration, dans la

région de Kolda, est dans une perspective du « *recevoir, donner et rendre* ». C'est ce qui permet de compenser la dette sociale.

De surcroît, dans la région de Kédougou, à la question « *Pour qui migre-t-on ?* », toutes les réponses convergent vers la famille et/ou la communauté. C'est ce que nous a expliqué le Président du Conseil Régional de la Jeunesse en ces termes : « *la migration c'est d'abord pour la famille ; parce que comme on le dit ici, tout le monde est responsable de la famille. Si quelqu'un réussit dans une famille, c'est la fierté de tout le monde* ».

Tous les autres témoignages vont dans ce sens pour montrer l'aspect communautaire de la migration en insistant plus sur les déterminants familiaux. Et en guise d'illustration, on peut citer cet instituteur qui articule que :

*« La migration c'est pour la famille. Ceux qui migrent laissent ce qu'ils ont le plus cher derrière eux. Papa, maman, petits frères et sœurs, etc. donc quand ils partent c'est pour tout le monde. Car ceux qui effectuent ces voyages le font à contre cœur. C'est pour améliorer les conditions de vie de leurs familles. Si c'était pour eux-mêmes, ils auraient pu faire autre chose que de migrer ».*

Par conséquent, force est de comprendre que la migration a comme objectif premier l'amélioration des conditions de vie de la famille. Ainsi, l'individu qui migre doit être animé par une logique communautaire et non individuelle. Les témoignages cités plus haut en sont de parfaites illustrations. Cependant, cela ne donne-t-il pas plus de responsabilités à l'aîné de la famille ? C'est ce qui fait toute la pertinence de considérer la position dans la fratrie comme un des déterminants de la migration dans la zone du Sud et du Sud-Est du Sénégal.

Premièrement, dans la région de Tambacounda, la responsabilité de l'aîné d'une famille est lourdement ressentie. En effet, il est considéré comme celui qui doit prendre la relève du père. Ce qui l'oblige à trouver de l'argent et donc à migrer.

C'est un avis défendu par un jeune émigré rapatrié :

*« Bien sûr, l'aîné de la famille chez nous a une très grande responsabilité. Il doit prendre la relève du Papa, s'occuper de ses frères et sœurs. Et pour réaliser toutes ces choses, il faut qu'il ait de l'argent. Et la seule voie pour obtenir cela c'est la migration ».*

C'est ce que pense aussi un émigré rapatrié en ces termes :

*« Le fait d'être aîné de sa famille a un très lourd poids sur l'envie de migrer. L'aîné quand il commence à voir que rien ne marche chez lui, il est obligé d'aller chercher et revenir dans l'espoir de changer les conditions de vie de ses parents ».*

En effet, cela peut être bien compris si l'on sait que dans la plupart des sociétés africaines, l'aîné occupe toujours, dans la famille, la deuxième place après le père de famille. C'est lui qui porte en quelque sorte l'espoir de la famille. Ces témoignages sont ainsi une preuve tangible que le fait d'être aîné est vraiment une raison pour migrer dans cette région de Tambacounda.

Un émigré rapatrié témoigne sous ce même angle que :

*« Être aîné dans sa famille a une influence capitale sur l'envie de migrer. En tant qu'aîné, si on se lève le matin et qu'on ne voit rien à manger que ce soit pour toi ou pour tes frères, tu ne seras pas tranquille psychologiquement. Moi par exemple j'ai fait deux ans au département d'Anglais à l'UCAD. Mais je ne pouvais plus continuer à rester là-bas et à recevoir à tout moment des appels de mes parents me disant qu'il n'y avait plus telle ou telle chose dans la maison, qu'il n'y avait plus d'huile encore moins de riz. Ce n'était vraiment pas facile pour moi. Avec tous ces problèmes, j'étais obligé de chercher autre chose. Je ne pouvais plus concevoir le fait qu'ils continuent de m'appeler alors que je n'avais aucune solution à leur problème ».*

Un enseignant, partant de sa propre expérience, confirme que :

*« Les responsabilités pèsent beaucoup sur l'aîné de la famille. Donc cela peut constituer une bonne raison pour migrer. Moi par exemple je n'ai pas terminé mes études à la Fac à cause de la place que j'occupe dans ma famille. J'étais obligé de m'orienter vers l'enseignement car je suis l'aîné de ma famille et qu'il fallait que je la soutienne ».*

Ce sont des témoignages et des expériences qui montrent la lourde responsabilité de l'aîné et font de ce statut une bonne raison pour migrer.

La situation n'a pas changé pour la région de Kédougou où nos enquêtés ont aussi confirmé que le fait d'être aîné est une raison de migrer ou de tenter la migration. En effet, étant une porte pour la réussite, c'est ce qui permettra à l'aîné de pouvoir prendre la relève du père qui a peut-être pris l'âge.

Dans ce cadre, des témoignages peuvent être cités en guise d'illustrations. D'abord, un enseignant soutient : *« l'aîné de la famille est considéré comme le noyau de celle-ci, tout repose sur lui ».*

Dans l'optique aussi du Président du Conseil Régional de la Jeunesse, *« l'aîné doit montrer le bon exemple chez lui. Tout commence par lui ».* Et enfin un jeune émigré rapatrié, sans remettre en cause ce dernier, apporte quand même quelques nuances. En effet, pour lui, *« le fait d'être aîné dans sa famille peut constituer une raison pour migrer dans certaines familles mais pour mon cas ça ne l'est pas. Je suis le cadet de ma famille et pourtant je suis le seul à m'aventurer ».* Cela montre que même si la plus lourde responsabilité est endossée par l'aîné, cela n'empêche pas les autres de prendre aussi le risque de tenter leur chance dans la migration.

Par ailleurs, parmi les déterminants familiaux et communautaires de la migration dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou, il est important de noter le fait d'être originaire d'une famille polygamique. En effet, avec les coépouses, la rivalité peut aller jusqu'à concerner les enfants qui bénéficieront bien évidemment du soutien des parents.

Dans la région de Tambacounda, cela est un phénomène réel et bien visible. C'est ce qu'ont confirmé nos enquêtés dont les réponses expliquent la polygamie comme une des causes de la migration des jeunes.

Selon un émigré rapatrié et rencontré à Tambacounda : *« être issu d'une famille polygamique est l'un des facteurs majeurs pour migrer ».* Cet avis est totalement accepté par un enseignant qui a soutenu à son tour que :

*« Être originaire d'une famille polygamique peut bel et bien constituer une raison pour migrer. Parce qu'avec le système des coépouses, la rivalité qui règne dans ces familles, on peut s'imaginer à tout vraiment. Si l'une des femmes à son fils à l'extérieur, la seconde épouse fera tout pour envoyer le sien aussi ».*

De leurs propos, on peut comprendre la rivalité entre les coépouses comme un élément important à retenir pour comprendre comment la polygamie peut influencer l'envie de migrer d'un individu. C'est une sorte de compétition même entre les coépouses. Chacune fera tout pour que son fils soit le premier ou le plus riche de la famille.

Dans le même ordre d'idées, une personne interrogée à Tambacounda estime que : *« Appartenir à une famille polygamique est un défi. Le fils de l'une des femmes qui n'a pas réussi est gêné par les regards des membres de la famille et notamment par ceux de sa propre mère. Dès lors, il est appelé à relever ce défi qui est devant lui »*. Il note ainsi ce phénomène comme un défi à relever par les membres de la famille. En effet, le fils d'une coépouse qui n'a pas réussi fait toujours l'objet de regards, d'une stigmatisation sévère de la part des autres membres de la famille.

#### ■ Un déterminisme ethnique et religieux mitigé pour situer la migration

Parmi les déterminants socio-anthropologiques de la migration dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou, le facteur ethnique et le facteur religieux ne sont pas à négliger. En effet, même si leurs déterminismes ne sont pas à comparer à celui de la famille, ils méritent quand même d'être expliqués.

Ainsi, selon un émigré rapatrié habitant Tambacounda, *« l'ethnie chez nous n'a pas d'influence sur l'envie de migrer »*. C'est la même idée qu'a un enseignant de la même zone qui soutient à son tour que : *« avec la migration il n'y a pas d'ethnie ni de religion. Tout le monde peut aller »*.

Leur point de vue peut être compris quand on sait que ces derniers et la plupart de nos enquêtés (dans la région de Tambacounda) habitent des milieux où on ne remarque pas une vraie diversité ethnique. Les gens sont souvent des Peuls et des Diakhankés. De plus, comme tout le monde est dans la migration, le facteur ethnique sera très difficile à comprendre comme un déterminant de la migration. C'est la même réalité qu'on a trouvée dans la région de Kédougou où ce facteur n'est pas aussi mesuré comme étant un déterminisme réel sur la migration des jeunes.

Cependant, dans la région de Kolda, la réalité semble différente. En effet ici, quelques-uns parmi nos enquêtés pensent l'ethnie comme étant un facteur explicatif de la migration dans la zone. À ce propos, le Directeur de l'Agence Régionale de Développement soutient :

*« À Kolda la population est à moitié Peule et ceux qui migrent appartiennent pour la plupart du temps à cette ethnie. Donc je peux dire que l'appartenance ethnique peut avoir une influence sur l'envie de migrer ».*

Pour lui donc, l'appartenance ethnique peut bel et bien avoir des influences sur le désir de migrer. Et il considère ainsi la migration comme une affaire des Peuls. À cet effet, au cours d'une discussion avec des enseignants à Kolda, l'un d'entre eux nous apprend que :

*« L'appartenance ethnique peut avoir une influence sur l'envie de migrer. Quand on part par exemple dans le Fouta, les premiers émigrés étaient des Toucouleurs. Alors les*

*autres ethnies qui étaient là aussi ont vu les réalisations de leurs camarades et se sont mis en route également ».*

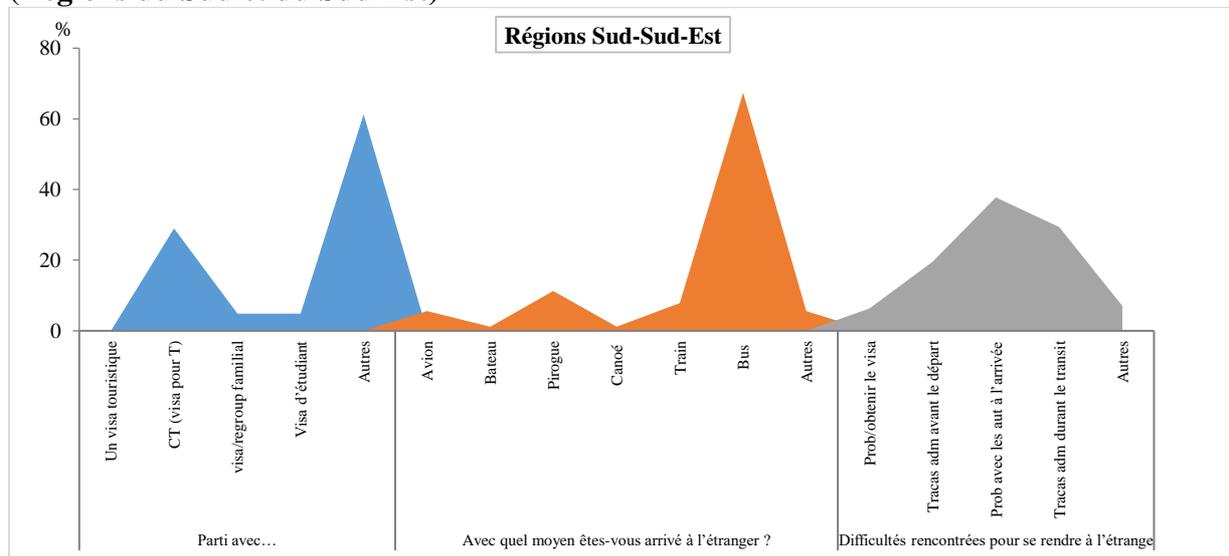
Dans l'optique d'un émigré régulier, chez certaines ethnies, la migration est comme une culture. Alors, il nous fait savoir que : « *l'appartenance ethnique a une influence sur l'envie de migrer. Chez nous par exemple les Mandjacks, je peux dire que c'est une culture* ». Dès lors, avec l'expérience qu'il a de sa famille, il montre les affinités qui existent entre l'ethnie Mandjack et la migration.

Par conséquent, il faut retenir que le facteur ethnique peut être considéré comme l'un des déterminants de la migration dans le Sud et le Sud-Est du pays. D'ailleurs, ce sont les Peuls et les Mandjacks qui sont vues comme les spécialistes de la question. Cependant, il faut reconnaître que ce facteur comme celui religieux/confrérique n'ont pas une très grande influence sur la migration vu la faible considération que leur ont accordée les enquêtés surtout à Kédougou et à Tambacounda.

## Chapitre 4 : Conditions du départ et de voyage

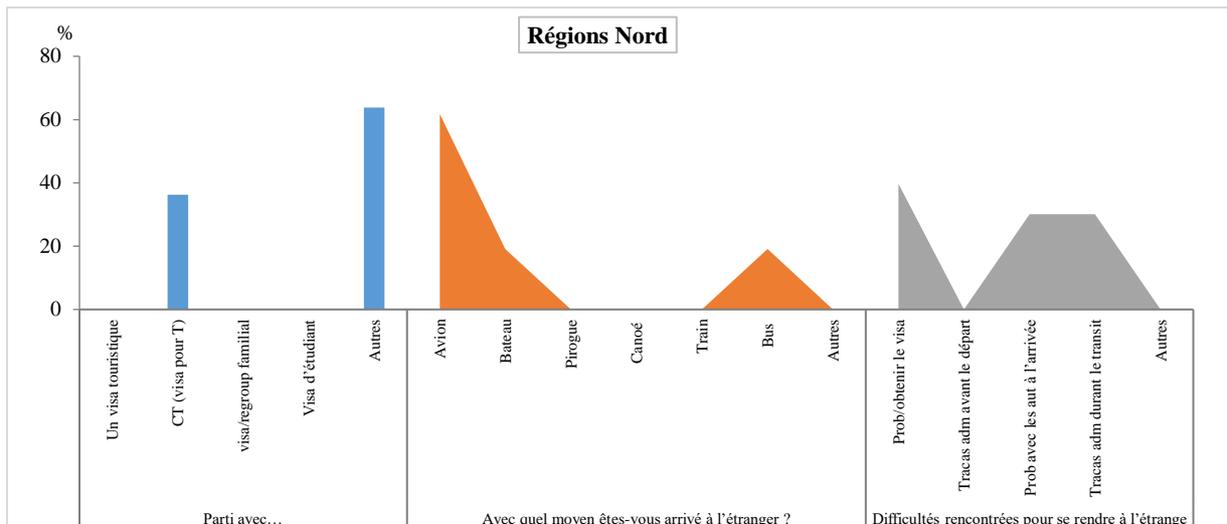
Dans les régions du Sud et du Sud-Est, la majeure partie des migrants sont partie en bus (environ 70%) pour rejoindre la Lybie et en pirogue (environ 10%) pour rejoindre l'Europe. Parmi les difficultés qu'ils ont rencontrées, on peut noter les problèmes avec les autorités à l'étranger (40%), les tracasseries administratives durant le voyage (35%) ou les tracasseries administratives avant le départ (20%).

**Graphique 58 : Moyens de départ et d'arrivée à l'étranger / Difficultés rencontrées (Régions du Sud et du Sud-Est)**



Source de données : GERM, mai 2018

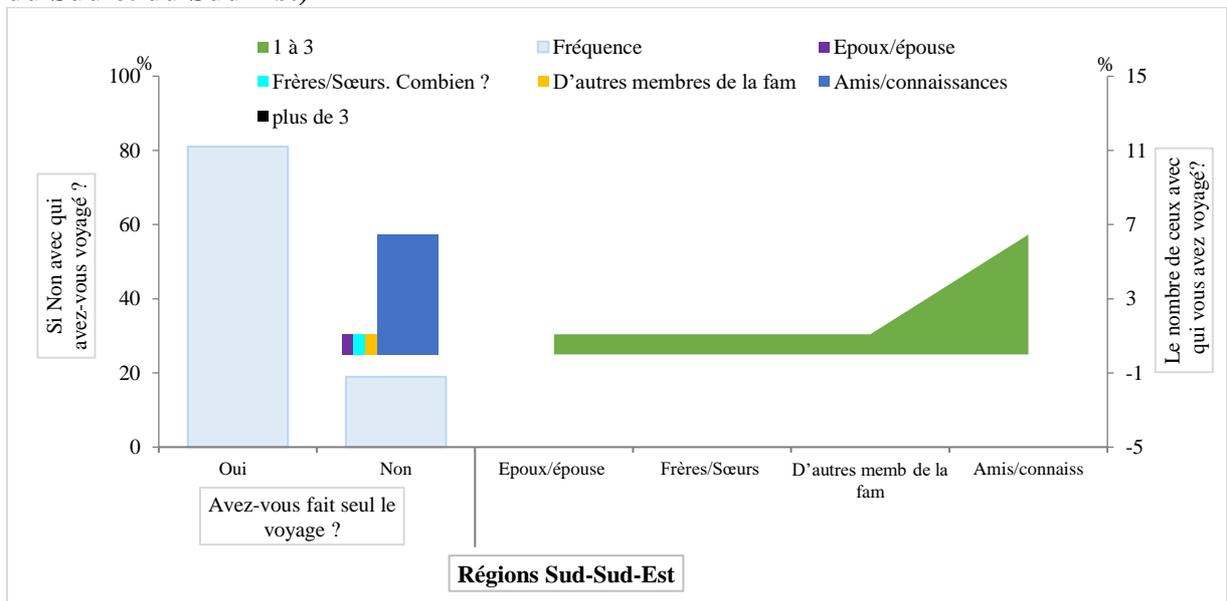
**Graphique 59 : Moyens de départ et d'arrivée à l'étranger / Difficultés rencontrées (Régions du Nord)**



Source de données : GERM, mai 2018

Les migrants des régions du Nord partent à l'étranger soit avec autres moyens (60% environ) soit avec un visa pour un contrat de travail (40% environ). La majeure partie d'entre eux partent avec moyen de locomotion l'avion (60% environ), le bus (20%) ou le bateau (20%). Comme difficultés rencontrées, on peut noter les problèmes pour obtenir le visa (40%), les tracasseries administratives durant le transit (30%) et les tracasseries administratives à l'étranger (30% environ). Il faut signaler que la présence du Frontex sur les côtes sénégalaises a eu un effet dissuasif sur les voyages par pirogue.

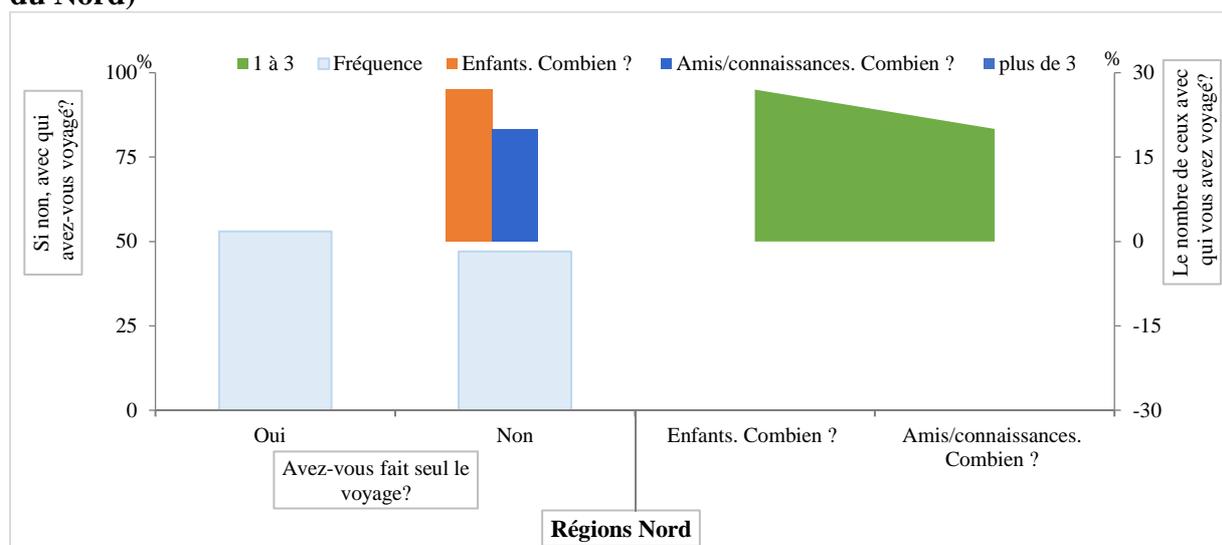
**Graphique 60 : Avec qui faire le voyage / le nombre de personnes accompagnants (Régions du Sud et du Sud-Est)**



Source de données : GERM, mai 2018

Les migrants des régions du Sud et du Sud-Est voyagent en majorité seuls. En effet, 80% contre 20% ont affirmé faire leurs voyages seuls. Les migrants qui ne sont pas partis seuls ont été le plus souvent accompagnés par des amis et connaissances (7%) qui s'élevaient entre 1 à 3 personnes.

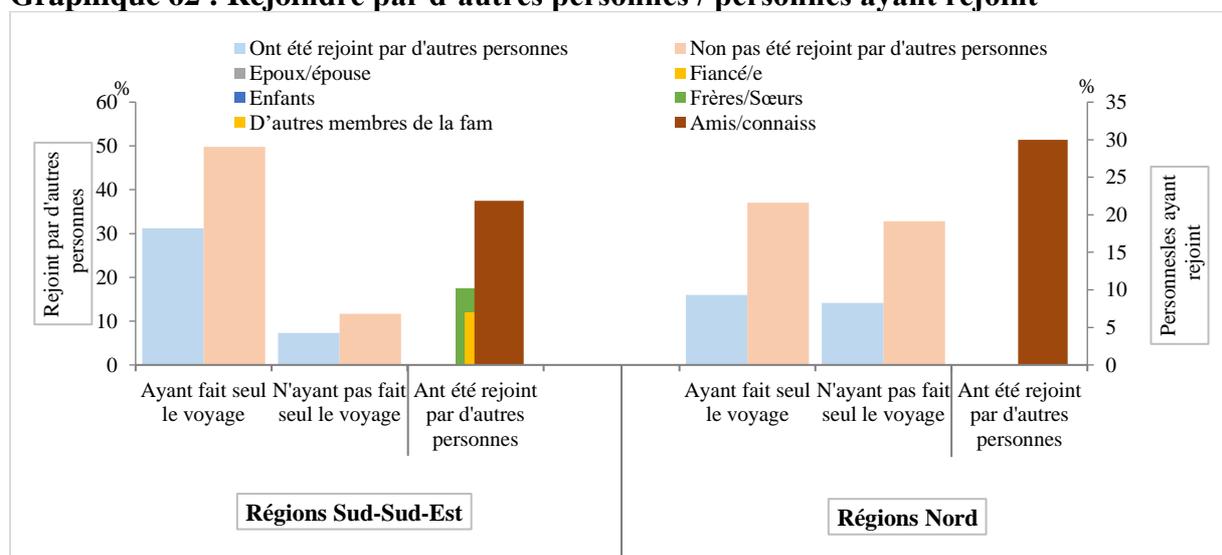
**Graphique 61 : Avec qui faire le voyage / le nombre de personnes accompagnants (Régions du Nord)**



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Nord aussi, la plupart des gens voyagent seuls, soit 55% environ contre 45% pour les réponses à la question « *Avez-vous voyagé seul ?* ». Ceux qui n'ont pas voyagé seuls ont été le plus souvent accompagnés par leurs enfants (environ 25%) ou par des proches (un plus de 15%). Ils s'élevaient entre 1 et 3 personnes.

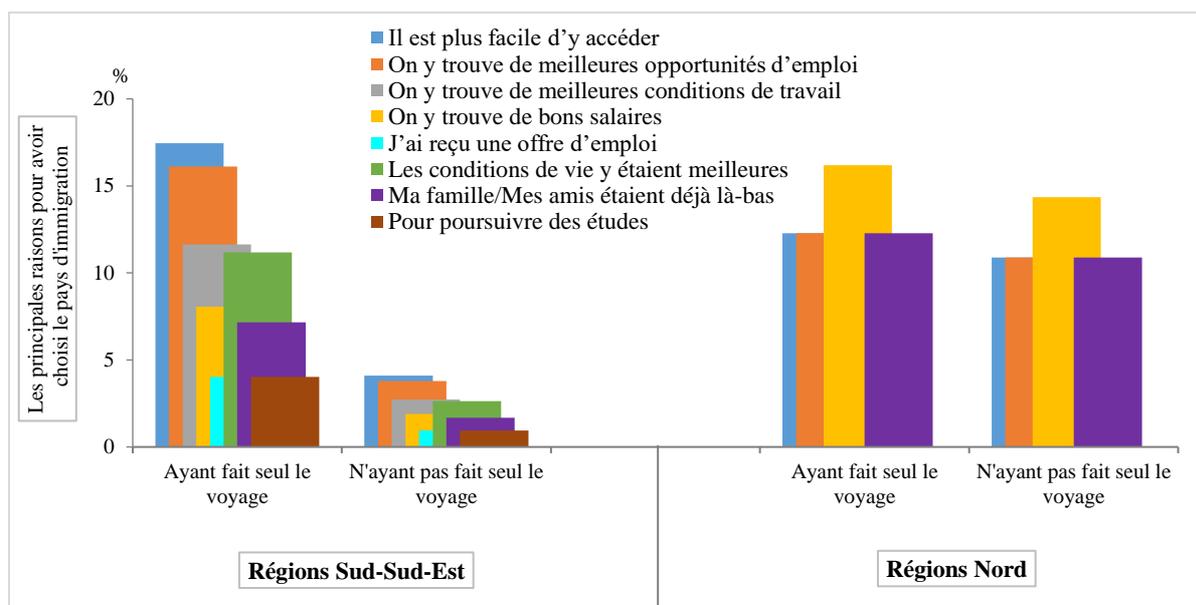
**Graphique 62 : Rejoindre par d'autres personnes / personnes ayant rejoint**



Source de données : GERM, mai 2018

Dans les régions du Sud et du Sud-Est comme dans les régions du Nord, la plupart des migrants, voyageant seuls ou accompagnés, n'ont pas été rejoints par d'autres personnes. Et pour la minorité de personnes qui les ont rejoints, on peut noter pour les régions du Sud et du Sud-Est, les amis et connaissances (environ 25%) ou les frères/sœurs (10%). Et pour les régions du Nord, ces derniers ont seulement été rejoints par les amis/connaissances.

**Graphique 63 : Principales raisons pour avoir choisi le pays d'immigration**



Source de données : GERM, mai 2018

Pour les migrants du Sud et du Sud-Est, les principales raisons pour avoir choisi le pays d'immigration sont diverses. On peut comprendre que la majorité des gens estiment qu'on choisit un pays d'immigration quand il est plus facile d'y accéder ou même quand on y trouve de meilleures opportunités d'emploi ou de conditions de travail. Par contre, dans les régions du Nord, le choix des migrants est plus motivé par le fait qu'on peut y trouver de bons salaires, de meilleures conditions de travail ou d'emploi.

#### ■ Images données aux émigrés : le voyage dans le rêve des populations locales

La réussite de l'émigré, c'est quelque chose qu'il faut manifester soit par le langage, soit par l'habillement ou par l'argent acquis. Cela résume ainsi le point de vue des populations locales sur les émigrés qui ont réussi et sur leurs familles. De plus, l'émigré est celui à qui toutes les portes sont ouvertes. C'est le privilégié et la référence de la communauté.

Pour un émigré rapatrié vivant à Louga :

*« Quand un émigré réussit, à son retour il construit une belle maison, il achète des provisions pour la famille et beaucoup de matériels dont auront besoin les membres de celle-ci. Aussi, il finance des gens pour cultiver les champs de sa famille. Du coup, avec les fonds qu'il envoie, ses parents embauchent des gens qui vont travailler à leur place et eux ils cherchent autre chose à faire. Dans sa famille aussi, on voit beaucoup de changement. Les frères et sœurs ne s'habillent plus comme avant, ils changent de mode de vie, partent en ville (Louga) tous les mois. Ils ont des motos chez eux qui leurs permettent de se déplacer plus facilement ».*

Selon lui, pour savoir si un émigré a réussi ou pas, il faut observer son type d'habit, les conditions de vie, la façon de s'habiller des membres de sa famille, leurs avoirs et leurs investissements. Si tel est le cas, il faut s'attendre à ce que tout s'améliore. En effet, il doit habiter dans une belle villa, envoyer fréquemment de l'argent à la famille. Ce qui va changer les modes de vie. On attend de lui et de sa famille qu'ils mènent une vie ostentatoire.

Un autre émigré rapatrié, lui emboitant le pas, explique que : « *Toutes les belles maisons de ce village sont des propriétés d'émigrés. C'est le premier signe de reconnaissance d'un émigré qui a bien réussi. Il y a une parfaite réhabilitation de la maison familiale* ».

Ce qui signifie alors qu'on reconnaît un émigré qui a réussi par ses belles maisons.

Un groupe de jeunes filles habitant la ville de Tambacounda va, d'ailleurs, plus loin et explique le phénomène par la façon même de parler. Ainsi, pour Khadija : « *On le reconnaît par sa manière de s'habiller, de parler, de marcher. Les gens vont le prendre comme au-dessus de tous les autres* ».

Yacine, quant à elle, signale que « *l'émigré qui a réussi cherche toujours à montrer qu'il a parfaitement réussi* ». Par diverses manières, il veut faire connaître qu'il est revenu avec du succès. Pour cette raison, Marième, rencontrée à Louga, nous apprend que « *quand les émigrés reviennent, ils portent de beaux habits pour que les gens sachent qu'ils viennent de l'extérieur. Quand ils sont en public ils distribuent de l'argent* ».

Une autre personne interrogée à Louga, nous affirme que :

« *Il est possible de reconnaître l'émigré qui a réussi à travers ses dépenses et ses avoirs. Habituellement, il a de belles maisons, de belles voitures et sa façon de parler est totalement différente de celle des autres. Quand il s'exprime en langue locale, il a tendance à utiliser plus de mots du pays où il a séjourné ; soit l'anglais ou le français. Il articule les mots de manière très particulière. Tout cela pour montrer qu'il est différent des autres. Il fait du « Diaay prek », du « Diaay mana », du « Diaay taar ». En quelque sorte, il ne passe pas inaperçu ! ».<sup>2</sup>*

Dans la région de Kolda, de même, les enquêtes ont révélé que les émigrés qui ont réussi et leurs familles sont reconnus par les belles maisons, les belles voitures et un bon niveau de vie. Ainsi, selon un émigré rapatrié :

« *L'émigré qui a réussi est facile à reconnaître. Même s'il ne le dit pas, on peut le reconnaître à travers ses comportements, sa manière de parler et autres. Coté investissement aussi, toutes les belles maisons par exemple du quartier sont des propriétés d'émigrés. Ils ont de belles voitures, épousent les plus belles filles du quartier. Pour sa famille cela dépend de l'émigré, de comment il considère sa famille. Mais en général ce que nous voyons c'est de nouvelles constructions, des motos pour les frères, etc.* »

Et pour confirmer ces propos, un émigré régulier rencontré à Saint-Louis nous explique que : « *l'émigré qui a réussi est une référence ! Avec son argent, il est bien habillé (...). Il loue de belles voitures et au-delà de sa famille, tout le monde n'arrête pas de chanter ses éloges* ». À Louga, un enseignant interrogé nous apprend que « *l'émigré qui a bien réussi est connu par le monde. Ce qui lui vient en tête en premier c'est de construire une maison pour sa famille, d'acheter une belle voiture, etc.* ».

Des entretiens faits à Tambacounda, Kolda et Kédougou, nous apprennent qu'il n'est pas difficile de reconnaître un émigré qui a réussi car avec son argent il construit de belles maisons

---

<sup>2</sup>« Diaayprek », « Diaay mana », « Diaaytaar » veulent dire « Estime de soi », « Confiance en soi ».

et achète de belles voitures. Il cherche à améliorer les conditions de vie de sa famille. À la différence des autres populations, il se fait remarquer de par sa façon de parler. En effet, quand il parle, il a tendance à utiliser des termes du pays où il résidait.

#### ▪ Expulsion : entre échec et source de motivation de l'émigré

Si l'image de l'émigré qui a réussi reste valorisante pour lui et sa famille, c'est tout à fait le contraire pour l'émigré rapatrié. Ainsi, le rapatriement est expliqué différemment par les enquêtés. Au moment où certains l'ont pris pour une honte, d'autres croient que c'est un échec et une source de motivation pour le candidat et sa famille.

Dès lors, un enseignant à Tambacounda explique que « *pour l'émigré rapatrié, tout devient difficile. Il reprend sa vie à zéro. Il perd tout ce qu'il avait au départ. Nous rencontrons même des émigrés rapatriés qui ne reviennent jamais chez eux. Il y a une sorte de honte qui les hante, un lourd fardeau qu'ils portent en eux. Ils peuvent rester dans le village sans qu'un seul membre de leur famille ne le sache* ».

En outre, cet enseignant ajoute que : « *les émigrés rapatriés sont mal accueillis dans leurs localités. Même dans leur quartier, ils y sont mal vus. Le rapatriement pour moi est un échec total pour les émigrés ramenés* ». Ils sont souvent stigmatisés et exclus socialement.

La présidente de l'association des parents d'élève de Makacoulibantang remarque :

*« Quand on est rapatrié toute la famille coule avec nous. Du coup, on est un investissement à perte. Quand on meurt c'est la catastrophe. Parfois pire encore on devient un clochard, un déchet humain et on est perdu pour soi et pour la communauté quand on dévie en Europe ».*

Il faut noter ainsi que la migration est constatée comme un investissement d'une famille sur un de ses fils. Le rapatriement est alors une perte. C'est pourquoi, ce candidat malheureux peut vivre ses conséquences différemment. Certains sont rejetés et exclus socialement, d'autres sont perdus.

Sous ce même rapport, un jeune de Kolda note comme conséquence de la migration, une perte de considération et d'estime envers le candidat malheureux : « *pour le cas de l'émigré rapatrié c'est une autre chose. Il n'est pas considéré comme avant. Même ses petits frères et sœurs ne le respecteront plus. Il perd toute estime. Et cela constitue une honte pour lui d'abord, ensuite pour sa famille* ». C'est quelqu'un qui perd tous les privilèges, toute estime. C'est un rejeté. Le rapatriement est une honte pour l'émigré et pour sa famille.

Une telle situation a été constatée à Tambacounda et nous a été rapportée par un de nos interlocuteurs interrogés :

*« L'émigré rapatrié est discriminé dans sa propre famille ainsi que dans son entourage. Il est considéré comme quelqu'un sur qui une malédiction est tombée. Au Sénégal on a l'habitude de dire que la réussite d'un enfant réside entre les mains de sa maman. Ainsi, même la maman de ce candidat est emmêlée dans ce problème. On dit qu'il n'a pas la bénédiction de sa maman. C'est pourquoi lors du rapatriement beaucoup de candidats n'arrivent pas chez eux. Ils préfèrent aller rester ailleurs que de revenir à la maison.*

*De ce fait, ils créent une rupture totale avec leur famille. Ils ne donnent aucun signe de vie, personne ne sait où ils sont. Ils se sentent coupables de leur échec ».*

Pour lui, le rapatriement est une discrimination, une honte, un échec total. Et pis, cela ne concerne pas seulement sa personne mais toute sa famille, surtout sa mère qui est stigmatisée. Elle est considérée comme responsable de cet échec car n'ayant pas accompli un travail qui peut lui servir de bénédiction. Cela entraîne souvent la déperdition sociale, l'exclusion ou la disqualification sociale.

Mais pour un émigré rapatrié, les choses peuvent être comprises autrement au sein de sa communauté. Selon lui, *« le rapatriement chez nous ici est une source de motivation. Les membres notamment de sa famille le motivent pour qu'il ne se décourage pas tout en l'aidant à se préparer pour un autre départ »*. En partant de son expérience, il considère le rapatriement non comme une honte ni comme un échec mais de la malchance. C'est une source de motivation pour mieux recommencer et préparer un autre départ. Donc, cela ne décourage pas la victime.

De plus, pour un enseignant à Kolda :

*« Certains émigrés rapatriés prennent leur destin en main. Ils reprennent leurs activités qu'ils menaient avant leur départ. Pour moi personnellement je ne considère pas le rapatriement comme une honte. C'est plutôt une source de motivation pour le candidat. Pour moi, c'est une chance d'être rapatrié. Parce qu'il y en a d'autres qui meurent durant le voyage. D'autres également sont emprisonnés et Dieu seul sait ce qu'ils endurent dans les prisons. Donc celui qui a eu la chance d'être rapatrié doit rendre grâce à Dieu car il a échappé à toutes ces choses ».*

Dans son optique, le rapatriement est une chance, une source de motivation pour le candidat. En effet, de son point de vue, s'il est comparé à ceux qui ont perdu la vie en route et à ceux qui sont emprisonnés, on comprendra facilement que le rapatriement est d'une part une chance.

Par conséquent, retenons que dans les régions de Tambacounda, Kolda et Kédougou, le rapatriement ou le refoulement n'est pas bien apprécié. Il est d'une part vu comme un échec total, d'autre part comme une honte et une catastrophe pour le candidat et sa famille et rarement comme une source de motivation. Ce qui fait que l'émigré rapatrié perd toute estime, des privilèges et le respect. Souvent, toutes les portes lui sont fermées. Un fait qui est analysé comme une exclusion, une disqualification sociale. C'est une stigmatisation qui ne dit pas son nom. En effet, dans cette zone où la réussite ne repose que sur la migration, être rapatrié n'est pas un fait normal.

#### ▪ **Préparatifs du voyage par voie terrestre**

À Tambacounda, Kédougou et Kolda, la migration par la voie terrestre se fait de la même manière. Ainsi, s'agissant des sources de revenus pour payer le voyage, nous pouvons dire, en se basant sur les résultats fournis par les entretiens, qu'elles sont diverses et de différentes natures (vente de troupeaux, travaux champêtres, commerce, vente de marchandises de fraude, soutien des parents et/ou des amis, etc.).

Pour un émigré rapatrié vivant à Tambacounda, *« les principales sources de revenus pour payer le voyage sont soit la vente des troupeaux, soit le travail dans les champs. Il y a aussi le commerce et la fraude de marchandises venant de la Gambie ou de la Guinée »*. Ce qui fait

ainsi de la migration un projet personnel et qui demande des sacrifices de la part de la personne même qui veut voyager.

C'est la même idée qui est développée par le directeur de l'Agence Régionale de Développement de Kédougou qui soutient que : « *beaucoup de jeunes financent leur voyage avec les ressources tirées de l'exploitation minière. Pour d'autres également c'est grâce à la vente de bétail* ».

Et dans cette même perspective, un émigré rapatrié à Kédougou ajoute que « *pour les sources de revenus pour payer le voyage, moi par exemple j'ai payé mon billet grâce à mon travail de menuisier et au soutien de mon grand frère* ». Un autre émigré rapatrié confirme de ce fait que « *La majeure partie des émigrés à Kédougou ont payé leur billet de voyage grâce aux « diouras »*.<sup>3</sup> *Il y a des jeunes qui vont là-bas rien que pour avoir de quoi payer leur voyage* ».

Par contre, un émigré rapatrié, un ancien étudiant de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, explique son cas particulier en ces termes : « *quand j'étais en deuxième année à la fac, j'avais pris 132.000 FCFA de ma bourse d'études plus quelques économies que j'avais pour partir* ». Ces propos nous montrent que des sources de revenus pour financer le voyage peuvent venir du candidat à la migration.

C'est donc un projet individuel qui, d'une part, témoigne de la faillite de l'école comme instrument de promotion sociale. Selon Aminata Diaw (2002), « *d'un point de vue symbolique surtout, la réussite des modou-modou<sup>4</sup> est un signe de la faillite de l'État et elle montre jusqu'à quel point l'école n'est plus réellement dans l'imaginaire sénégalais un vecteur de promotion sociale et de valeurs nationales. Les représentations de la modernité aujourd'hui s'articulent autour d'un futur possible sur le territoire sénégalais ou ailleurs, malgré la désinstitutionnalisation des mécanismes d'ascension sociale. La réussite des modou-modou se traduit dans cette perspective en termes de volonté ou d'opportunité hégémonique sur le champ symbolique sénégalais* ». <sup>5</sup>

D'autre part, le voyage peut être analysé comme un projet collectif qui enregistre la participation de la famille et des amis. Ainsi, à Tambacounda, selon les dires du chef de projet migration de l'ONG La Lumière :

*« La plupart des émigrés que j'ai rencontrés sont partis avec leur propre argent. Ils ont beaucoup économisé et quand ils ont obtenu la somme nécessaire, ils ont quitté. Mais parfois nous voyons des pères ou mères de familles vendre leurs biens pour permettre à leurs enfants de partir. Pour d'autres par contre, c'est avec de l'argent dérobé quelque part soit dans la boutique du grand frère, soit dans la maison familiale qu'ils effectuent le voyage ».*

Selon lui, il faut noter la participation des parents (pères et mères) qui sont prêts à vendre des biens pour permettre à leurs fils de voyager. Il faut aussi souligner la volonté du candidat ; ce qui le pousse souvent à prendre des risques comme le vol. La règle semble ainsi être : tout est permis pour voyager.

---

<sup>3</sup> Le "dioura" veut dire le site d'orpaillage en langue Malinké. De manière artisanale, les populations y extraient l'or dans des conditions extrêmement dures et dangereuses.

<sup>4</sup> « Modou-Modou » veut dire un émigré.

<sup>5</sup> Aminata Diaw. 2002. « Entre l'État et la Nation : L'impossible lieu d'énonciation du politique en Afrique », Communication présentée à la XXe Assemblée Générale du CODESRIA, Kampala/Ouganda du 8 au 12 décembre.

Dans cette même perspective, un parent à Kolda ajoute que *« dans la majorité des cas, c'est la famille qui cotise pour payer son voyage, on vend soit une maison, soit un terrain, soit un troupeau pour faire partir le jeune homme. Il y en a également qui travaillent et qui gardent leur argent »*. La migration est ainsi un réel investissement familial, un projet collectif qui demande la participation de tout le monde. C'est un constat qui est aussi fait par un jeune potentiel émigré qui dit que *« pour payer le voyage, les jeunes parfois vendent les biens de leurs familles. C'est soit des terrains, soit des troupeaux ou autre »*.

Cela montre donc que les sources de revenus pour payer le voyage sont diverses. Ce qui fait aussi de la migration un projet à la fois individuel et collectif voire familial. En effet, au moment où certains candidats se chargent entièrement de leur voyage en essayant de trouver leurs revenus dans les travaux champêtres, le commerce, la contrebande, la vente de bétails ou dans les exploitations minières, d'autres se voient aidés dans leurs projets par leurs amis, parents et proches.

Maintenant, combien payent-ils pour voyager et comment le font-ils ?

Pour le prix du voyage, il faut noter que ce n'est pas fixe. Les enquêtés donnent des intervalles qui peuvent varier d'un candidat à un autre. En effet, le voyage ne se fait pas en une ligne directe. Il faut noter des escales et des correspondances d'un pays à un autre ou d'une ville à une autre.

Selon un émigré rapatrié interrogé à Tambacounda, *« le prix du voyage varie entre 400.000 et 500.000 FCFA de Tambacounda à Sabbah. La totalité jusqu'à Tripoli c'est au minimum 450.000 FCFA »*. Ce qui explique que le voyage par voie terrestre n'est pas quelque chose qui est à la portée de tout le monde.

De tels propos ont été confirmés par un émigré rapatrié enquêté à Kédougou qui soutient : *« le prix du billet du voyage peut aller jusqu'à 800.000 FCFA. Parce qu'une fois en Lybie, pour traverser vers la capitale il faut au minimum avoir 400.000 FCFA en poche mis à part ce que l'on paie aux agents de sécurité dans les postes de contrôle »*.

D'ailleurs, un autre émigré rapatrié rencontré à Kolda nous explique les correspondances et les prix selon les villes comme suit :

*« Pour le prix du billet, j'ai payé 5.000 FCFA de Kolda à Tambacounda, puis 20.000 FCFA de Tambacounda à Bamako, ensuite de Bamako à Niamey 75.000 FCFA. Le voyage entre Niamey et Agadès m'a coûté 35.000 FCFA, celui de Agades à Sabbah 75.000 FCFA et enfin de Sabha à Tripoli, j'ai payé 175.000 FCFA. Donc de Kolda à Tripoli, j'ai déboursé 500.000 FCFA sans compter quelques dépenses en vivres »*.

Vu le coût du billet, force est de savoir que le goût de l'ailleurs, de l'Europe reste très fort pour les populations du Sud et du Sud-Est du Sénégal. En effet, pour sortir de leur territoire et atteindre les pays européens, ils sont prêts à dépenser des sommes colossales d'argent avec tous les risques qui vont avec.

À la question "Comment cette somme est payée ?", un émigré rapatrié interrogé à Tambacounda nous répond : *« le billet est payé sur place. Il n'y a pas de réservation »*. Tout est fait sur place, selon lui, pour éviter les bruits. Les billets se payent au niveau des agences de voyage. *« Le billet du voyage est payé dans les agences et celles-ci sont chargées de transporter les candidats »*

*jusqu'à destination* », nous explique le Chef du projet migration de l'ONG La Lumière bien informé de la situation de la zone. Cela montre alors qu'il doit avoir une organisation à la hauteur pour assurer le bon déroulement du voyage et d'anticiper sur les éventuelles difficultés rencontrées par les candidats.

#### ■ Organisation, déroulement et difficultés rencontrées au cours du voyage

Dans ce point, il s'agit de retracer l'organisation, le déroulement du voyage par voie terrestre et les difficultés rencontrées par les candidats. C'est pourquoi, il sera intéressant d'analyser comment est organisé le voyage des stations pour le départ aux rabatteurs des clients en passant par la réservation et la vente de tickets, les horaires du voyage et les difficultés du voyage.

Premièrement, intéressons-nous aux heures de départ ou les horaires des voyages. Celles-ci ne sont pas fixes. Elles dépendent plus des compagnies et des points de départ. Un émigré rapatrié, qui connaît un peu le chemin interrogé à Tambacounda, explique : « *Pour les heures de départ, c'est 14 heures et 20 heures* ».

C'est ce qu'a confirmé un chef d'agence de voyage à Tambacounda : « *pour les horaires de voyage, il y en a qui partent à 14 heures et d'autres à 21 heures* ». Cela explique que les horaires varient d'une compagnie à une autre. Mais on peut comprendre que c'est entre 14 heures et le début de la soirée.

Deuxièmement, pour les stations de départ, ce sont Dakar et Tambacounda principalement avec un itinéraire long avec des escales et des correspondances nationales et internationales. Ainsi, pour ce chef d'agence de voyage :

*« Nos bus font le tour de la sous-région. Ils se rendent à Bamako, Kayes, Niamey, Cotonou, Lomé, Accra, Abidjan, Agadez et bien d'autres. Ils prennent tous leur départ à Tambacounda pour se rendre dans ces villes. En réalité, nos bus quittent Dakar et à chaque région traversée ils y prennent des passagers. Arrivés à Tambacounda, ils font escale de quelques heures, le temps de permettre aux passagers de se reposer et à ceux de Tambacounda d'embarquer. Il y a beaucoup d'agences de voyages à Tambacounda qui font le même travail que nous. Et nous avons tous les papiers qu'il faut ! ».*

Cela explique que ce sont des professionnels en la matière qui gèrent le voyage. Ils ont leurs points de départ (Dakar et Tambacounda), des points d'escale et leurs itinéraires. C'est ce qu'a aussi raconté un émigré rapatrié. Il dit que « *pour le voyage par voie terrestre, nous quittons ici pour Tambacounda, de là, nous prenons un bus dans les agences de transport pour Daboli à Bamako et de Bamako, nous continuons sur Burkina Faso puis Niger et enfin Lybie* ». Ce qui explique toute la chaîne du voyage de Dakar à Tripoli avec les escales et les bus de correspondance. Par ailleurs, le chef de l'agence de voyage ajoute que :

*« Le bus qui quitte Dakar, amène les passagers jusqu'à Bamako et à partir de là-bas, un autre récupère ceux qui doivent continuer vers d'autres pays et ainsi de suite. Les agences ne gèrent que le transport. Pour le reste ce sont les passagers eux-mêmes qui s'en chargent ».*

Ce qui veut dire que ce sont des entreprises de transports internationales qui maîtrisent bien le trajet. En effet, ce sont des agences qui n'ont pas attendu l'avènement de la migration

clandestine par voie terrestre pour se lancer dans le transport international. Pour ce chef d'agence de voyage :

*« Parmi nos passagers nous comptons beaucoup de candidats à la migration. Mais nous ne pouvons pas les arrêter encore moins fermer nos agences à cause de ceux-là. Parce qu'il faut savoir que nous ne faisons que notre travail et que nous avons une autorisation. Nos agences sont reconnues par les autorités. Il faut aussi souligner que nous avons commencé ce travail bien avant l'avènement du phénomène migratoire ».*

Ce ne sont pas donc des agences qui sont nées avec l'émigration clandestine. Elles sont dans le transport et elles ne peuvent distinguer celui qui va dans un pays bien ciblé et d'autres qui veulent tenter d'autres aventures. En effet, selon toujours les dires de ce chef d'agence :

*« Les jeunes ne disent jamais leurs destinations exactes. Un jeune peut acheter un billet de Bamako alors qu'il doit continuer sur Agadez. La plupart des candidats à la migration ont des connaissances à l'extérieur lesquelles les aident à effectuer le voyage notamment avec les transferts d'argent ».*

Par ces propos, notre interlocuteur veut montrer qu'il n'y a pas une possibilité claire d'arrêter ce phénomène.

Un émigré rapatrié affirme : *« il y a plus de 8 agences dans la commune de Tambacounda qui se chargent du transport des candidats. Le voyage se fait par étape. Nous quittons ici pour Bamako, de Bamako nous allons au Burkina Faso, de là, nous continuons sur Niger ».* Ce qui montre un nombre assez important d'agences de voyage seulement dans la commune de Tambacounda.

Et pour la réservation, il faut noter que tout se passe sur place avec les agences du voyage. Il suffit juste de contacter l'agence pour avoir une place. En effet, ce sont des structures connues de tous. Seulement, le chef d'agence explique que : *« le billet se paie sur place dans les agences et le prix varie selon les destinations ».*

Troisièmement, il faut noter que les candidats à la migration irrégulière par voie terrestre rencontrent diverses difficultés. Cela va de l'argent de l'argent qu'on leur demande à la mort en passant par la maltraitance, les agressions subies, les maladies, l'emprisonnement, etc.

Ainsi, selon un émigré rapatrié interrogé à Tambacounda :

*« Quand on quitte ici, si on a de l'argent on n'aura aucun problème en cours de route. Nous rencontrons des bandits sur la route surtout entre Lybie et Agadez qui nous réclament sans cesse de l'argent. Ces derniers quand on ne leur donne pas ce qu'ils veulent ils nous maltraitent ».*

Un autre émigré rapatrié témoigne que :

*« Moi je suis allé jusqu'à Tripoli. J'ai été capturé et mis en prison avec d'autres candidats à deux reprises. Les bandits qui nous ont attrapé sont appelés « Asma Boy » dans leur langage. Quand ils m'ont attrapé, ils ont commencé automatiquement à me fouetter et m'ont mis en prison. Après quelques jours de détention, ils sont venus me chercher, et m'ont amené dans un bloc où j'ai été d'abord frappé à nouveau ».*

Cela montre alors combien ces jeunes sont maltraités en route et surtout en Libye. Ils subissent toutes sortes de difficulté. Ils sont tabassés et mis en prison. Un émigré rapatrié interrogé à Kolda : « *pour les difficultés que l'on rencontre, elles sont vraiment horribles. Il faut savoir que quand on sort de Kidira, on n'est plus au Sénégal et il faut s'attendre à tout* ».

Un jeune potentiel émigré rencontré à Kolda ajoute que : « *le voyage par voie terrestre, non ! Il n'y a pas plus difficile que ça. Il y a des morts, des malades, des détenus, etc.* ». Cela montre d'une autre manière que même les jeunes qui sont au pays sont au courant de ces difficultés et malgré tout, ils désirent voyager et prendre le même chemin.

Par conséquent, ce qu'il faut retenir dans cette partie est que le voyage par voie terrestre est un phénomène bien réel dans les régions concernées par notre recherche. Cela se fait selon une organisation bien connue par les candidats qui cherchent individuellement ou par le concours des parents, amis ou proches des moyens pour payer le billet. Ce sont des départs programmés selon des heures et des stations par des agences de voyage bien reconnues administrativement qui se chargent de la mobilité sous régionale bien avant même le développement de la migration irrégulière par voie terrestre. Les difficultés rencontrées durant le voyage sont pénibles et énormes. Cela va de la dépense d'argent à la mort en passant par les agressions, la maltraitance, les maladies, les emprisonnements, etc. Il faut noter, par ailleurs, que ce sont des difficultés bien connues par les jeunes potentiels émigrés. Mais cela n'a aucunement réduit leur désir de voyage par la même voie. Alors, il est pertinent de s'interroger sur les actions urgences à poser pour combattre ce phénomène.

Malgré les économies et les nombreux sacrifices des parents et candidats à la migration, les voyages ne s'effectuent pas toujours sans difficultés surtout lorsqu'ils sont faits de manière irrégulière et plus précisément par voie terrestre. C'est le cas de Fallou qui nous expose en détail son périple au cours d'un entretien à Louga :

*« C'était trop difficile, trop difficile même. (Longue silence, puis des larmes qui coulent). Déjà on était dans un bus et on a fait des jours de route avant de rejoindre la Libye. Sans pour autant parler des tracasseries pendant la route. Nos stocks alimentaires étaient presque épuisés et on ne voulait pas dépenser tout notre argent. On n'avait pas où dormir ! Ce n'était pas du tout facile et j'ai du mal à en parler à mon frère. C'était pire que tout ce qui était prévu. Quand on est arrivé en Italie on n'avait plus nos documents. On nous a amené dans des endroits où il y avait des clandestins comme nous. Mais tout était planifié. C'était une sorte de réseau bien structuré. Des personnes bien habillées s'étaient présentés pour récupérer certains d'entre nous. Mais une fois qu'on nous a mis dehors le contrat du passeur était terminé. À charge pour l'émigré de se débrouiller pour trouver un logement, du travail, des alimentations et autres » (Fallou. Emigré de retour).*

Ces difficultés exposées par Fallou sont sensiblement les mêmes connues par Khadim, un récidiviste, rencontré à Louga :

*« On avait des problèmes pour dormir, pour manger. On était malade parfois mais pas raison de s'arrêter. Franchement je préfère ne pas en parler tellement c'était dur ! Trop dur et je n'oublierai jamais ce trajet. Les difficultés c'est du début à la fin. Une fois en Europe c'est d'autres problèmes qui s'annoncent. Déjà moi j'ai tenté l'expérience du voyage à deux reprises. On m'avait déjà expulsé en 2011 et c'est en 2012 que j'ai retenté*

*le voyage. Lorsque je suis arrivé en Europe, j'étais confronté aux problèmes de papiers, de travail et de logements pour ne citer que ceux-là. J'étais également victime de racisme quand je cherchais du travail » (Khadim. Emigré de retour).*

Des propos rapportés par Fallou et Khadim ainsi que par d'autres personnes rencontrées à Saint-Louis, Kolda, Louga, Tambacounda et Kédougou nous confirment que le voyage par voie terrestre est « très pénible à cause du long trajet à faire ».

Les candidats à la migration, pour la plupart, prennent le départ à Tambacounda. Que ce soient ceux qui viennent de Tambacounda, de Saint-Louis, de Louga, de Kolda ou de Kédougou, le point de départ le plus connu c'est Tambacounda. Dès lors, nous signale un responsable d'une agence de voyage située dans la commune de Tambacounda :

*« Il faut savoir que nous ne faisons que notre travail et que nous avons une autorisation. Nos agences sont reconnues par les autorités. Il faut aussi souligner que nous avons commencé ce travail bien avant l'avènement du phénomène migratoire. Nos bus font le tour de la sous-région : Bamako, Kayes, Niamey, Cotonou, Lomé, Accra, Abidjan, Agadez. Ils prennent le départ à Tambacounda. Nous travaillons avec ceux de Dakar. Les candidats quittent Tambacounda pour Agadez. Ils prennent les bus à partir de Tambacounda et vont jusqu'à Bamako où on les embarque dans un autre bus qui les amène au Burkina. De là, ils continuent sur Niger et du Niger ils font cap sur Agadez puis sur Tripoli. Il y a d'autres également qui passent par l'Algérie. Mais leur destination finale c'est Tripoli d'où ils prennent les pirogues pour traverser vers l'Europe. Une fois à Agadez, ils prennent des véhicules adaptés au désert pour se rendre en Tripoli ».*

Pareil pour les horaires de voyage. Aucun horaire n'est fixé pour le voyage selon les enquêtés. Pour ces derniers, l'heure du départ des bus de transport est fixée en fonction de la disponibilité de ceux-là et de la clientèle. Mais la plupart d'entre eux quittent la nuit ou en pleine journée.

En ce qui concerne les difficultés rencontrées durant le voyage, « ces jeunes risquent toute sorte de danger durant leur voyage. Ils sont confrontés à tout genre de torture. Ils sont raquetés, frappés et même emprisonnés » explique un émigré revenu à Louga.

Dans cette même logique, un émigré originaire de Saint-Louis et revenu à la suite d'un rapatriement organisé par l'État du Sénégal nous affirme que : « les difficultés rencontrées sont entre autres des problèmes de papiers et pour certains cas c'est la prison directement. C'est quasi impossible de s'en sortir quand on n'a pas de l'argent pour "graisser"<sup>6</sup> les gardes ».

Pour Amadou, rencontré à Louga, « les candidats à la migration sont confrontés à toute sorte de difficulté durant leur voyage. Ils sont traités comme des animaux, torturés, emprisonnés et tués parfois ».

Nos enquêtes nous apprennent que de nombreux candidats au voyage ont connu des difficultés liées à leur statut d'étranger dans l'espace de la CEDEAO. Une telle situation est en contradiction avec le Traité de la Communauté Economique des États de l'Afrique de Ouest qui demande aux États membres de dispenser les citoyens de la Communauté des formalités de visa

---

<sup>6</sup> « Graisser » veut dire « Corrompre ».

et carte de séjour et de leur permettre d'occuper un emploi et d'entreprendre des activités commerciales et industrielles sur leurs territoires.<sup>7</sup>

Au cours de ces dernières années, avec les nombreux candidats à la migration qui passent par le Niger pour rejoindre l'Europe via la Lybie, des mesures restrictives ont été prises par des États ouest-africains traversés dans la perspective de contrôler leurs frontières avec la question de la sécurité comme prétexte. Ces mesures sont aux yeux de certains candidats un non-respect des principes de la libre circulation dans l'espace CEDEAO.

Par conséquent, la libre circulation prônée, semble montrer ses limites car étant non effective. Par exemple au Niger, des affiches, pancartes, panneaux publicitaires sont posés pour réglementer les conditions d'entrée mais aussi de séjour, de sorties du territoire et de circulation en rapport avec la présence des ressortissants étrangers.

À Louga, Tambacounda, Kédougou, Kolda ou Saint-Louis, des propos rapportés par des candidats à la migration nous apprennent que les routes ouest-africaines sont parsemées de tracasseries et toutes sortes de pièces sont demandées pour soustraire de l'argent aux voyageurs.

---

<sup>7</sup>Paragraphe 2 de l'article 27 du Traité de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest.

## Conclusion

Au Sénégal, au cours de ces dernières années, l'immigration a suscité de nombreuses interrogations et recherches qui ont influencé des politiques dans nombre de pays. Néanmoins le phénomène demeure difficile à cerner à cause des ambiguïtés qui se cachent derrière certains concepts. Si la sécheresse ou les crises politiques sont des raisons fréquemment évoquées pour expliquer les migrations sénégalaises, bien d'autres facteurs entrent en jeu et échappent souvent aux analyses mécanistes qui tentent d'expliquer les choix des destinations migratoires.

En effet, si les précédents événements "douloureux" dans les enclaves espagnoles, Ceuta et Melilla dans les années 2005, ont permis de mesurer la détermination des candidats à la migration, plus récemment, les voyages par le désert nous édifient sur l'intensité du désir d'aller chercher fortune à l'étranger.

Au Sénégal, la migration est au centre des discussions des populations. Elle est même devenue un des rares thèmes de discussion qui réunit toutes les franges de la population locale quels que soient l'âge, le sexe, le groupe ethnique, le niveau scolaire, le statut professionnel, etc. Cela a été surtout rendu possible par le fait que, d'une part, au niveau du système des représentations locales, des phototypes sont fréquemment évoqués lorsqu'il est question de parler de la migration ; et d'autre part le voyage pour la majorité des Sénégalais n'est pas simplement synonyme d'acquisition d'un travail stable mais elle symbolise parfois la voie à entreprendre pour faire fortune et acquérir aux yeux de ses pairs un prestige social.

C'est à cet effet que dans le système langagier sénégalais des proverbes sont annoncés - ça et là – pour faire l'apologie du voyage. Ces maximes façonnent les représentations sociales, traversent la conscience collective des populations locales et contribuent en partie à l'envie du voyage. C'est ainsi que l'Europe a longtemps représenté la destination de rêve pour la majeure partie des populations sénégalaises. Cette envie de migrer s'est davantage accentuée avec l'impact des chaînes de télévision à grande audience, comme par exemple *TV5*, *Canal Horizon*, *CNN* ou *Euronews*, sur les populations qui ne fait qu'aviver cette illusion.

Le postulat présentant la recherche des meilleures conditions de vie comme une des causes principales de la migration n'est plus à négliger. Il trouve son fondement dans la dégradation persistante des structures sociopolitiques et économiques locales mais aussi dans la non productivité de la pêche qui n'attire plus de nombreuses populations qui choisissent de migrer pour améliorer leur quotidien. La rumeur aidant, nombreux sont les jeunes qui ont espéré qu'en Europe, ils peuvent réussir à faire leur vie comme tous ces migrants qui sont revenus au Sénégal avec argent, voitures, pour construire de belles maisons et organiser de grandes cérémonies.

Pour ces candidats à la migration, le voyage constitue un abrégé possible vers la réussite économique absolue sans laquelle ils auront perdu leur dignité sociale dans une société sénégalaise devenue, de plus en plus, une société où domine le paraître.

L'objet de cette étude était d'analyser les réseaux et enjeux des migrations sénégalaises à partir des régions du Sud, du Sud-Est (Tambacounda, Kolda et Kédougou) et du Nord (Louga et Saint-Louis). Elle a été réalisée sur la base d'entretiens collectifs et individuels mais également de questionnaires. Des acteurs aux profils très éclatés ont été interrogés : jeunes potentiels émigrés, émigrés rapatriés, émigrés réguliers, parents, agents de l'État et de collectivités locales, enseignants et formateurs, membres des Organisations de la Société Civile, etc.

Les résultats de cette étude nous apprennent entre autre que la migration n'est pas une question d'âge mais de choix, de volonté. C'est une preuve de courage, de bravoure et de responsabilité.

Il faut aussi noter que le voyage par voie terrestre relève d'une réelle organisation car les sources de revenus pour le financer viennent à la fois du candidat au voyage, de sa famille ou de ses proches.

Des différentes régions étudiées, une remarque générale peut être faite : le manque d'emploi des jeunes est souvent évoqué comme une raison fondamentale pour migrer. Une telle situation est souvent évoquée par, à la fois, des candidats à la migration, des éducateurs, des parents et des émigrés de retour. Dès lors, si certains jeunes quittent le pays par leur propre décision, d'autres par contre le font parce qu'étant poussés ou obligés à le faire à la suite de pressions familiales.

Parallèlement, des candidats à la migration soulignent que leur envie de partir s'explique par le simple fait qu'ils sont fréquemment témoins de réussites exceptionnelles de personnes ne disposant pas de diplôme encore moins de formation professionnelle. Subséquemment, ils se demandent pourquoi continuer à rester au pays d'origine lorsqu'il leur est possible de migrer.

Dans les régions étudiées et au Sénégal de manière générale, l'image de l'émigré qui a bien réussi est valorisée contrairement à celle de l'émigré rapatrié. En effet, si le premier à son retour est vu comme un « héros », « un modèle à suivre » pour qui tout éloge est chanté, le second par contre est considéré comme un « *paria* » ou tout simplement appelé « *celui qui déshonore la famille* ». Il perd ainsi tout privilège et même le respect de sa communauté.

Contrairement à Kédougou et à Saint-Louis où nos enquêtes nous renseignent qu'une partie seulement des populations locales est intéressée par le voyage, dans les régions de Louga, de Tambacounda et de Kolda « pratiquement tous les jeunes interrogés veulent migrer » ; « ils n'ont que le voyage en tête » nous affirment des candidats à la migration et leurs parents rencontrés dans ces régions.

L'importance accordée à la migration par la jeunesse est capitale. Il y a beaucoup de jeunes qui ne cherchent qu'à partir et par tous les moyens » nous signale un père de famille rencontré à Kolda. Parmi ces jeunes figurent en majorité d'émigrés rapatriés qui souhaitent repartir. C'est le cas de Lamine, à Kolda, un émigré rapatrié en 2014 de l'Espagne qui nous signale : « *je suis sur la voie de retourner et peu importe ce qui m'attend ! Les jeunes n'ont pas peur de mourir ni en mer ni dans le désert* ».

La persévérance des candidats à la migration nous montre à quel point ceux-ci n'attendent pas grand-chose de leur État du Sénégal pour se réaliser. Pour ces derniers, la seule possibilité pour un avenir radieux est de rejoindre l'Europe. Un enseignant à Kolda nous affirme avec désolation : « *les jeunes quand ils vous exposent leur projet de voyage vous arrivez à comprendre le danger qui les guette. Quand ils vous parlent du Niger, de la Lybie, etc. c'est comme si ce sont des pays qui sont à deux pas d'ici et qu'ils connaissent bien. Ils ne mesurent pas les énormes risques qui existent pour se rendre dans ces pays. Tout cela montre à quel point ils sont déterminés à partir et tout abandonner. Ils veulent tous partir en Europe et disent-ils pour améliorer leurs conditions de et aider leur famille* ».

Nos recherches nous renseignent que pour éviter que la honte s'abatte sur les candidats malheureux, certains émigrés rapatriés originaires de zones rurales ont préféré se rendre dans

les grandes villes (Saint-Louis, Touba ou Dakar) ou dans les Niayes, sur la côte atlantique, pour y devenir soit des marchands ambulants soit des "agriculteurs intermittents" dans des plantations de légumes. Mais combien sont-ils à avoir des expériences maraîchères ? Pour certains d'entre eux, leurs nouvelles activités ne constituent-elles pas de simples prétextes en attendant de mobiliser les ressources financières nécessaires pour reprendre les routes migratoires ?

Pour finir, nous pouvons soutenir que ces résultats de l'étude nous confirment largement, l'hypothèse formulée, les réseaux et enjeux des migrations sénégalaises ont connu une intensification au cours des dernières années car le profil et figures d'émigrés et de candidats aux voyages, ainsi que leurs projets migratoires et les conditions du départ et de voyage ne cessent de connaître des mutations dans diverses régions sénégalaises.

## Bibliographie

- ANSD. 2006. Rapport national de présentation des résultats du troisième Recensement général de la population et de l'habitat en 2002, RGPH III.
- TALL Serigne Mansour. 2008. "La migration internationale sénégalaise : des recrutements de main-d'œuvre aux pirogues", in Momar-Coumba DIOP, *Le Sénégal des migrations. Mobilités, identités et sociétés*, Paris, KARTHALA-CREPOS-UN Habitat, pp. 13-36.
- TANDIAN Aly. 2018. "Participation politique des émigrés sénégalais au pays d'origine : historicité d'un transnationalisme politique", *Outre-Terre. Revue européenne de géopolitique*, n°53, avril-juin, pp. 83-96.
- TANDIAN Aly. 2017. "Enjeux de la migration circulaire : des limites des accords entre le Sénégal et l'Espagne aux frustrations des candidates à la migration" *Revue Sénégalaise de Sociologie*, n°12-13, octobre, pp. 65-86.
- TANDIAN Aly. 2017. "Migrations africaines et politiques migratoires en cours" in *Actes du Colloque international sur Les relations entre l'Afrique et l'Europe aujourd'hui : le néolibéralisme contre la paix et le développement*, Université Cheikh Anta Diop, juin, pp. 88-97.
- TANDIAN Aly. 2016. "De la mondialisation des terres à l'individualisation des profits : Quand l'accaparement des terres redéfinit les structures sociales dans la vallée du fleuve Sénégal" in « Innovation, Transformation, and Sustainable Futures in Africa ». Edited by American Anthropological Association. African Studies Association, WARA-WARC, pp. 226-240.
- TANDIAN Aly & COULIBALY-TANDIAN Oumoul. 2016. "Protection sociale des enfants de migrants originaires de Kébémér et Louga (Sénégal)" *Boletín de Antropología*. Universidad de Antioquia, Medellín, vol. 30, n° 51, pp. 113-132.
- TANDIAN Aly. 2016, "Migrations sénégalaises : entre chimères des candidats aux voyages et difficultés dans des options politiques" *Revue Perspectives & Sociétés*, Vol. 7, n°1, janvier, pp. 75-93.
- TANDIAN Aly & ABRAHAMS Nannette. 2015. "Deconstructing the Myth of African-European 'Partnership' from a Senegalese Viewpoint" in BACHMANN Veit & MULLER Martin (Edited by), *Perceptions of the EU in Eastern Europe and Sub-Saharan Africa*, Publisher Palgrave Macmillan, Series Europe in a Global Context, pp. 165-186.
- TANDIAN Aly. 2015. "Des variations environnementales aux mobilités : entre difficultés et stratégies d'adaptation des populations sénégalaises", *Alternatives Sud*, pp. 177-185.
- TANDIAN Aly. 2015. "De la longue tradition du voyage à la culture migratoire : quand des étudiants sénégalais candidats à la migration redéfinissent leurs destinations" in ESTEBAN DE LA ROSA Gloria & TANDIAN Aly (coords.), *Mejora de las condiciones de la emigración de las personas del África Subsahariana a la Unión Europea*, Granada, Comares, pp. 3-24.
- TANDIAN Aly. 2014. "Influences des migrations sur les transformations socio-économiques et politiques au Sénégal", in BOESEN Elisabeth & MARFAING Laurence (sld), *Mobilités dans l'espace ouest-africain, Ressources, développement local et intégration régionale*, Paris, Editions Karthala, Collection Hommes et sociétés, pp. 89-114.
- TANDIAN Aly. 2013. "L'an 2000 un rendez-vous crucial pour la jeunesse sénégalaise ? Entre espoirs et désillusion" in Momar-Coumba DIOP (eds), *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade*, Paris, Editions Karthala, Collection Hommes et sociétés, pp. 547-567.
- TANDIAN Aly & BERGH Sylvia. 2013. "From Temporary Work to Irregular Status: The Transition and Experiences of Senegalese Migrant Women in Spain" in Truong et al. (eds) *Migration, Gender and Social Justice: Perspectives on Human Security* (Heidelberg: Springer), pp. 46-67.

- TANDIAN Aly. 2013. "Nouvelles figures des migrations au Sénégal. Quand les migrants internes et internationaux se côtoient", *Blocs*, n°1, mai, 20 p.
- TANDIAN Aly. 2012. "Ausencia masculina y control del poder decisional en las familias de migrantes de Senegal" *Revista de Relaciones Internacionales*, n°113, may-august, pp. 111-132.
- TANDIAN Aly. 2012. "Migrations internationales des Sénégalaises : nouveaux profils des migrantes et insertion professionnelle en Espagne" in Papa Demba Fall et Jordi Garreta Bochaca (eds), *Les migrations africaines vers l'Europe. Entre mutations et adaptation des acteurs sénégalais*, Dakar, Remigraf-Ifan/Gr-Ase Lleida, pp.209-240.
- TANDIAN Aly et TALL S.M. 2011. "Cadre général de la migration internationale sénégalaise : historicité, actualité et prospective", Série CARIM AS, n°2011/54, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole, Institut universitaire européen, 12 p.
- TANDIAN Aly et TALL S.M. 2011. "Migration circulaire des Sénégalais : Des migrations tacites aux recrutements organisés", Série CARIM AS, n°2011/52, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole, Institut universitaire européen, 16 p.
- TANDIAN Aly. 2010. "Analyse des pratiques migratoires en Afrique de l'Ouest", Actes du colloque sous-régional : "Gestion des migrations et politiques migratoires en Afrique de l'Ouest", pp. 24-30.
- TANDIAN Aly et TALL S.M. 2010. "Entre regroupement familial et migrations au autonomes des femmes sénégalaises. Quelle analyse de genre des migrations sénégalaises?", Série CARIM AS, n°2010/69, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI), Institut universitaire européen, 14 p.
- TANDIAN Aly et TALL S.M. 2010. "Regards sur la migration irrégulière des Sénégalais : Vouloir faire fortune en Europe avec des pirogues de fortune", Série CARIM AS, n°2010/50, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole, Institut universitaire européen, 17 p.
- TANDIAN Aly, TALL S.M. et SALL M. 2010. "International migration, social change and local governance in Ourossogui and Louga, two small urban centres in Senegal", Human Settlements Working Paper, 23, june, 46 p.
- TANDIAN Aly. 2010. "Las tecnologías de la información y la comunicación (TIC) en el transnacionalismo político de los senegaleses de Italia, España y Estados Unidos", *Relaciones Internacionales*, núm. 14, junio, pp. 75-92.
- TANDIAN Aly. 2010. "ICTs in Senegal: between migration culture and socio-cultural and politico-economic positioning" in Fernández-Ardèvol, M., Ros, A. (eds.), *Communication Technologies in Latin America and Africa: A multidisciplinary perspective*, Barcelona, IN3, pp. 273-292.
- TANDIAN Aly et TALL S.M. 2010. "La migration des personnes hautement qualifiées du Sénégal : historicité, actualité et perspectives", Série CARIM AS, n°2010/22, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole, Institut universitaire européen, 15 p.
- TANDIAN Aly. 2008. "Les migrants sénégalais en Italie. Entre regrets et résignation" in Momar-Coumba Diop, *Le Sénégal des migrations : mobilités, identités et sociétés*, Paris, Editions Khartala, pp. 368-389.
- TANDIAN Aly. 2007. "Barça ou Barsaax" (Aller à Barcelone ou mourir) : le désenchantement des familles et des candidats à la migration », *DIASPORAS. Histoire et Sociétés*, n°9, pp. 124-137.